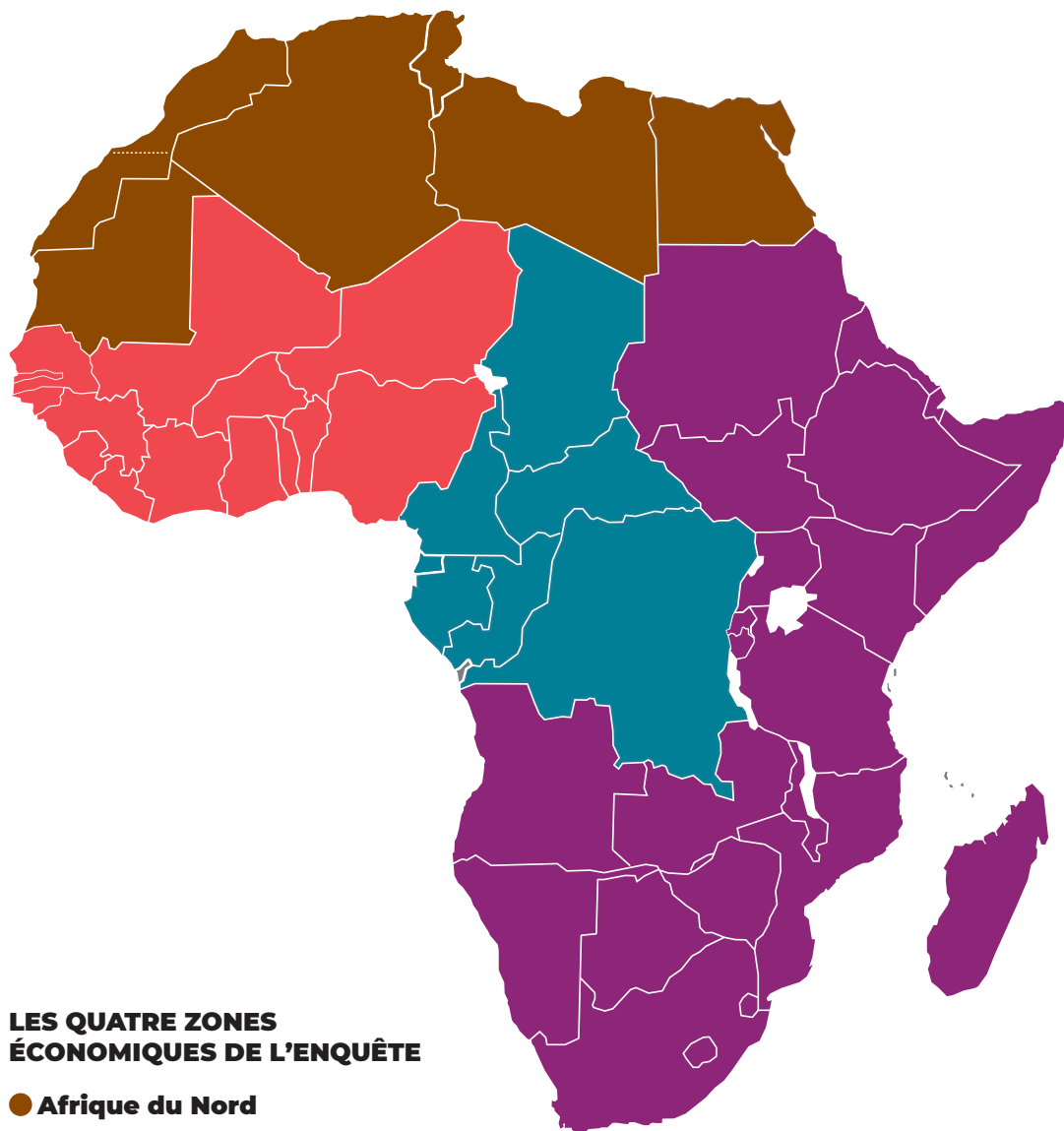


Les résultats 2022

de l'enquête Cian



LES QUATRE ZONES ÉCONOMIQUES DE L'ENQUÊTE

- Afrique du Nord
- Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
- Afrique Centrale (CEMAC et RDC)
- Afrique australe et Afrique de l'Est

Les dirigeants des entreprises internationales implantées en Afrique se montrent globalement satisfaits. La conjoncture 2022 a été favorable avec des chiffres d'affaires en progression et une activité souvent bénéficiaire. Le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Maroc sont des valeurs sûres pour les investisseurs internationaux.

Cette année, on note aussi l'attractivité de l'Ouganda, du Kenya et de la Tanzanie. À cause de la conjoncture sécuritaire et politique, le Mali, la Centrafrique et le Burkina Faso sont en retrait.

Enquête et analyse réalisées par le Cian

Un baromètre fondé sur le retour terrain

Depuis 1979, le Cian interroge les dirigeants des entreprises internationales implantées en Afrique. Leur chiffre d'affaires sera-t-il en croissance cette année ? Et l'année prochaine ? Comment va évoluer leur rentabilité ? Administrée en ligne, cette enquête sonde les dirigeants de filiales et sociétés internationales implantées en Afrique grâce au réseau du Cian et de ses adhérents. Elle est relayée par les chambres de commerce internationales, notamment celles de la CCI France, les services économiques et les ambassades de France ainsi qu'auprès d'entreprises européennes via le réseau de l'EBCAM (European Business Council for Africa). Les conseillers du commerce extérieur de la France basés en Afrique sont aussi des contributeurs essentiels. Tous les secteurs d'activités sont sollicités : de l'industrie aux services, de la petite entreprise à la filiale de groupes internationaux. Le Cian tient à remercier toutes les personnes qui concourent à diffuser l'enquête auprès de ces opérateurs et à compléter l'échantillon dans leur pays.

Pour l'édition 2022, l'enquête menée au dernier trimestre a reçu 726 réponses provenant de 42 pays : 108 en Afrique du Nord, 248 en Afrique de l'Ouest, 140 en Afrique centrale et 230 en Afrique australe, de l'Est et de l'Océan Indien. Les résultats par pays sont intégrés dans 30 fiches de ce magazine, le nombre insuffisant de réponses dans les douze autres États ne permettant pas une analyse probante.

Un chiffre d'affaires 2022 en croissance

58% des entreprises annoncent une croissance de leur chiffre d'affaires. On retrouve le niveau de 2019, alors que la crise sanitaire avait fait baisser ce chiffre d'une dizaine de points en 2020 et 21. La région la plus dynamique est l'ensemble formé par l'Afrique australe, de l'Est et l'Océan Indien puisque deux tiers des entreprises y affichent une augmentation de leur activité, en particulier

en Afrique du Sud (82%), au Kenya (77%), à Maurice (75%) et en Tanzanie (70%). En Afrique du Nord, 60% des entreprises sont en croissance (+10% par rapport à 2021), la Mauritanie, la Tunisie et l'Égypte étant des pays où les entreprises sont particulièrement dynamiques. En Algérie et au Maroc, la conjoncture 2022 est plus mitigée, près d'un tiers des entreprises annoncent une baisse de chiffre d'affaires. Cependant les dirigeants considèrent que ce revirement est temporaire et que la croissance reviendra en 2023. L'Afrique de l'Ouest affiche 55% d'entreprises en croissance (+5%) mais présente une forte disparité selon les pays. Le Bénin (92%), le Niger (80%) la Côte d'Ivoire (66%), le Togo (64%) tirent nettement la moyenne alors qu'au Burkina Faso, en Guinée Conakry et au Mali, beaucoup d'entreprises ont tourné au ralenti, en particulier au Burkina Faso où 86% des dirigeants constatent une baisse de leur activité. Avec le contexte sécuritaire et la défiance du gouvernement envers les collaborations françaises, des projets ont été ralentis ou mis à l'arrêt. Même contraste en Afrique centrale, où la moitié des entreprises sont en croissance. Les pays dynamiques sont la Guinée équatoriale, la RDC et le Tchad alors que les entreprises du Cameroun semblent plutôt marquer l'arrêt.

*Pour l'édition 2022,
l'enquête Cian menée au dernier
trimestre a reçu 726 réponses
provenant de 42 pays*

Djibouti et le Kenya progressent en raison d'excellentes appréciations sur toutes les infrastructures.

75% des entreprises bénéficiaires ou à l'équilibre

Quant à la rentabilité, les résultats sont similaires à ceux de 2021 : 45% d'entreprises présenteront une activité bénéficiaire et 33% à l'équilibre. En Afrique du Nord, la rentabilité est acquise pour 56% des dirigeants d'entreprise au Maroc, 50% en Mauritanie et 40% en Tunisie. En revanche, la tendance est plutôt à l'équilibre en Algérie (69%) et en Égypte (63%). En Afrique centrale, plus de 8 entreprises sur 10 seront bénéficiaires ou à l'équilibre. La conjoncture s'est montrée particulièrement propice au Tchad et plus difficile au Congo Brazzaville (38% prévoient un exercice 2022 en déficit). En Afrique australe, orientale et Océan Indien, Maurice et la Tanzanie sont les pays les plus favorables avec 75 et 70% d'entreprises bénéficiaires, suivis de Djibouti. Au Mozambique le report des développements gaziers a freiné les projets des entreprises qui se sont mises en position d'équilibre en attendant un redémarrage. Le Kenya et Madagascar sont sur une trajectoire favorable avec plus d'entreprises ayant engrangé des bénéfices que l'année précédente. L'Afrique du Sud est un peu en retrait sur la zone mais l'année prochaine devrait être meilleure selon les dirigeants qui sont 53% à prévoir des bénéfices en 2023 contre 29% en 2022. En Afrique de l'Ouest, plus de 6 entreprises sur 10 sont bénéficiaires au Mali et au Niger alors qu'au Togo et en Côte d'Ivoire les entreprises se répartissent presque équitablement entre bénéfice, équilibre et déficit.

En matière d'investissement pour 2023, les pays en tête sont la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda à l'Est, le Togo, le Nigéria et le Niger à l'Ouest, le Maroc et la Mauritanie au Nord. En queue de peloton, le Mali, Djibouti, la Centrafrique et la Tunisie.

Un climat des affaires qui s'améliore lentement

Depuis son lancement, l'enquête du Cian recueille l'avis détaillé des dirigeants d'entreprise sur l'environnement et le climat des affaires dans les pays où ils interviennent (voir page suivante pour les résultats par zone).

Avec les 39 critères étudiés se dessinent les contours des environnements économiques, administratifs et socio-culturels africains. Ce retour du terrain par des

professionnels qui exercent dans le pays, donne des repères aux futurs investisseurs. Cela constitue aussi pour le Cian des éléments précieux de dialogue avec les gouvernements et les agences de promotion qui souhaitent inciter davantage les acteurs étrangers à s'implanter dans leur pays.

En 2022 la note globale d'appréciation de l'environnement des affaires est en progression. Elle s'établit à 2,7 vs 2,5-2,6 sur les années précédentes. L'Afrique du Nord obtient le meilleur résultat avec 2,9 suivie par l'ensemble Afrique australe, de l'Est et Océan Indien à 2,8 qui ont amélioré leur score. En troisième position, on trouve l'Afrique de l'Ouest. Comme les années précédentes, l'Afrique centrale est en dernière position avec une moyenne de 2,2, mais avec une progression de 0,3 point.

L'Afrique du Nord en tête

Sur les 30 pays évalués, 16 ont une note supérieure ou égale à la moyenne continentale, c'est le cas pour toute l'Afrique du Nord (la Lybie n'est pas étudiée) sauf la Mauritanie qui progresse malgré tout de 2,1 à 2,2. Tous les pays de cette zone qui bénéficient d'assez bonnes infrastructures et de personnel bien formé ont d'ailleurs amélioré leur note globale : l'Algérie et l'Égypte obtiennent un score satisfaisant de 3,1 et 3 alors que le Maroc avec 3,6 conserve d'année en année l'un des deux meilleurs scores du continent. Notons toutefois l'exception de la Tunisie où les jugements sont plus sévères que l'année dernière en matière de secteur bancaire et d'administration, l'environnement politique étant perçu comme peu favorable à l'investissement étranger.

En Afrique australe, Est et Océan Indien, 6 pays sur 8 dépassent cette moyenne africaine. Maurice qui a dû modifier quelque peu son modèle pour ne pas être dans la liste grise des pays de l'OCDE conserve sa place de leader africain pour le climat des affaires. Djibouti et le Kenya progressent en raison d'excellentes appréciations sur toutes les infrastructures (de transport comme de télécoms) ainsi que la perception d'un plus fort soutien gouvernemental à l'investissement pour le second. Enfin on peut noter un engouement pour la Tanzanie cette année alors que le résultat était médiocre en 2021, probablement porté par la tenue du forum EU-Tanzanie en faveur de l'investissement, les critiques se focalisant encore sur le harcèlement fiscal et la persistance de la corruption, point noir pour l'ensemble de la zone d'ailleurs.

En Afrique de l'Ouest ce sont 6 pays sur 10 qui se placent au-dessus de cette moyenne africaine. Le Togo et le Bénin restent les pays les mieux notés de cette zone mais seront bientôt rejoints par la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée et le Niger dont le score a progressé. En Côte

En 2022, la note globale d'appréciation de l'environnement des affaires est en progression

d'Ivoire, le retour du terrain montre des progrès sur la qualité de la main d'œuvre et la formation ainsi que des coûts favorables (à l'exception du fuel). Le Sénégal qui continue d'améliorer ses infrastructures avec notamment le nouveau TER a marqué en 2022 un retrait sur les critères administratifs (douane, judiciaire) et financiers (coût du crédit).

En Afrique centrale, aucun pays n'atteint la moyenne continentale, mais tous sauf le Cameroun (en tête de la zone) ont amélioré leur score, notamment sur le coût des facteurs de production et plus étonnant en termes de sécurité des personnes. Les pays côtiers bénéficient de ports qui fonctionnent bien alors que les infrastructures routières sont d'une manière générale insuffisantes. Cette zone reste fortement pénalisée par un secteur social peu développé (manque d'instruction, faiblesse du système de santé) et la prégnance du secteur informel. Les dirigeants notent une progression des réseaux de transport, de télécoms et une amélioration des coûts des facteurs de production.

Des entreprises qui s'accommodent de la complexité

D'une manière générale, les évaluations traduisent le développement continu des infrastructures soutenu par les bailleurs de fonds et les investissements privés. Les dirigeants trouvent auprès des opérateurs télécoms un accès internet satisfaisant même si le coût des télécoms leur paraît encore trop importants en Afrique centrale notamment. Le réseau portuaire et routier s'améliore. On voit aussi progresser la distribution électrique puis l'eau et l'assainissement. A l'opposé, ce sont toujours les critères liés à l'administration qui sont notés avec le plus de sévérité (douane, fiscalité, système judiciaire) et la corruption subsiste comme un mal du continent, quelle que soit la zone géographique. Puisque la sensibilité à l'ESG (ensemble des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) progresse partout dans le monde, on pourra aussi noter des progrès dans le critère « respect de l'humain », qui traduit les efforts en matière de travail décent et d'inclusion.

Il ressort de l'édition 2022 du Cian que les entreprises internationales implantées en Afrique conduisent leurs affaires dans un environnement complexe, qu'elles ne trouvent pas optimal et jugent même parfois décourageant lorsqu'elles doivent justifier de la pertinence de leurs investissements (retard, conflits juridiques ou fiscaux). Néanmoins, en raison de la croissance et de l'ampleur des besoins (infrastructures, éducation, santé, équipements etc.) qu'elles ne trouvent pas ailleurs, elles s'en accommodent et font preuve de flexibilité pour s'adapter en fonction de la conjoncture ou des aléas administratifs. Elles s'appuient sur leurs réseaux d'affaires, l'expérience du terrain et la résilience du continent et de leurs équipes pour réussir sur ces marchés. ■

Sandrine Sorieul, directrice générale du Cian

APPRÉCIATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note moyenne par pays

(ce panel porte sur 30 des 54 pays du continent)

	2021	2022
AFRIQUE DU NORD	2,8	2,9
Algérie	2,7	3,1
Égypte	2,7	3,0
Maroc	3,7	3,6
Mauritanie	2,1	2,2
Tunisie	3,0	2,7
AFRIQUE DE L'OUEST	2,7	2,6
Bénin	3,1	3,0
Burkina Faso	2,4	2,0
Côte d'Ivoire	2,6	2,8
Ghana	2,8	2,9
Guinée	2,7	2,9
Mali	2,3	2,2
Niger	2,5	2,6
Nigéria	2,5	2,0
Sénégal	3,0	2,7
Togo	3,4	3,0
AFRIQUE CENTRALE	1,9	2,2
Cameroun	2,6	2,3
Congo Brazzaville	2,0	2,2
Gabon	2,1	2,4
Guinée Équatoriale	-	2,5
Centrafrique	1,5	1,5
RDC	1,7	1,9
Tchad	1,7	2,3
AFRIQUE AUSTRALE / EST	2,8	2,8
Afrique du Sud	3,1	2,6
Djibouti	2,4	2,8
Kenya	2,9	3,2
Madagascar	2,2	2,1
Maurice	3,7	3,5
Mozambique	3,0*	2,8
Ouganda	2,9	2,8
Tanzanie	1,9	3,1
AFRIQUE	2,6	2,7

*résultat 2020

ACTIVITÉ DES ENTREPRISES

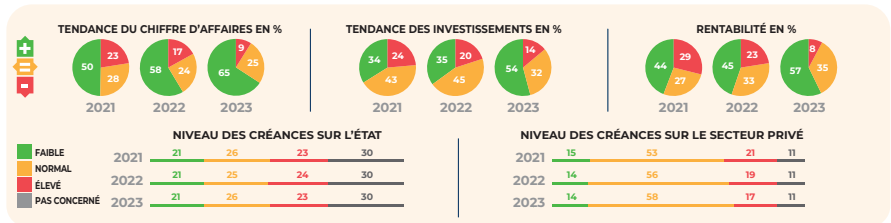
EN 2022 - 2023

Lenquête Cian porte sur l'évolution de cinq indicateurs sur les exercices 2021, 2022, 2023 :

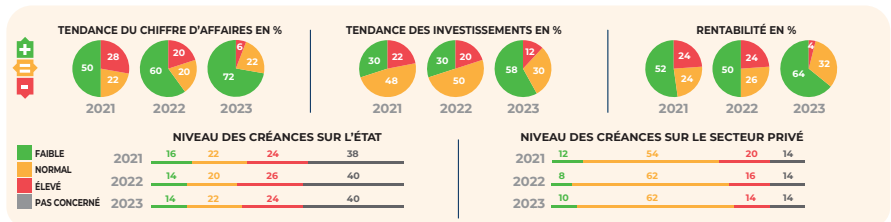
- chiffre d'affaires : croissance, stagnation, baisse ;
- investissements : augmentation, stagnation, diminution ;
- résultats : bénéficiaires, équilibrés, déficitaires ;
- niveau de créances sur l'État : élevé, normal, faible ;
- niveau de créances sur le secteur privé local : élevé, normal, faible.

Les graphiques suivants représentent les tendances par grandes zones géographiques, celles-ci étant ensuite détaillées pour chacun des 30 pays évalués cette année.

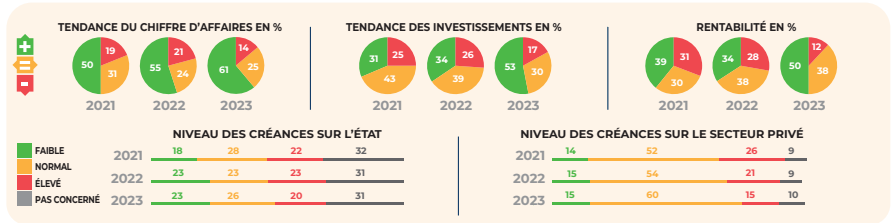
Afrique



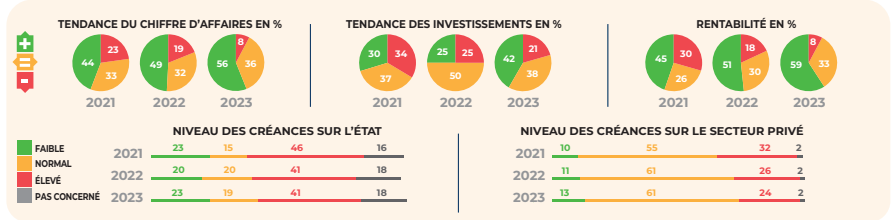
Afrique du Nord



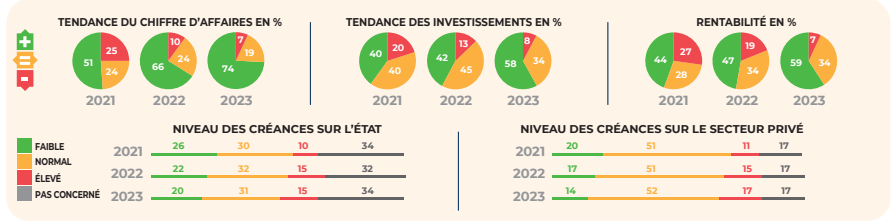
Afrique de l'Ouest



Afrique Centrale



Afrique Australe



BAROMÈTRE CIAN 2022

	AFRIQUE DU NORD			AFRIQUE DE L'OUEST			AFRIQUE CENTRALE			AFRIQUE AUSTRALE / EST			ENSEMBLE DU CONTINENT		
	1 Mauvais	3 Moyen	5 Satisfaisant	1 Mauvais	3 Moyen	5 Satisfaisant	1 Mauvais	3 Moyen	5 Satisfaisant	1 Mauvais	3 Moyen	5 Satisfaisant	1 Mauvais	3 Moyen	5 Satisfaisant
INFRASTRUCTURES															
Réseau routier			3,8			2,6			2,1			3			2,9
Réseau ferré			2,2			1,5			1,6			2,1			2
Réseau portuaire			3,1			3,1			3,1			3,4			3,4
Réseau aérien local			3,8			3,4			2,7			3,5			3,5
Eau et assainissement			3,3			2,4			2			2,6			2,6
Distribution électrique			3,9			2,9			2,3			2,9			3
Réseau téléphonique			4,1			3,8			2,9			4,1			3,9
Réseau Internet			3,5			3,7			3,2			4,1			3,8
ADMINISTRATION															
Efficacité			1,8			2,3			1,4			2,2			2
Incitation à l'investissement			2,3			2,3			1,5			2,4			2,2
Douanes : tarifs			2,1			2,4			1,9			2,6			2,3
Douanes : procédures de dédouanement			2			2,5			1,9			2,9			2,4
Douanes : fraudes			2			2			1,3			2,5			2
Environnement fiscal			2,3			2,3			1,6			2,7			2,3
Système judiciaire : délais des procédures			2,1			1,9			1,2			2,5			2
Système judiciaire : équité des jugements			2,3			2			1,3			2,5			2,1
Système judiciaire : droit foncier			2,5			2,2			1,5			2,7			2,3
ÉCONOMIE ET FINANCE															
Banques : qualité du secteur bancaire			3,3			3,3			3			4			3,4
Banques : accès et coût du crédit aux entreprises			2,6			2,2			2			2,9			2,4
Banques : financement des importations			2,6			2,7			2,2			3,2			2,6
Impact du secteur informel			2			1,9			1,4			2,7			2,1
SOCIAL															
Droit du travail			3,4			3,1			2,8			3,3			3,2
Encadrement : qualité et stabilité			3,1			2,9			2,5			3,2			3
Main d'oeuvre : qualité et stabilité			3			2,7			2,5			2,8			2,8
Système de formation			2,6			2,1			2			2,4			2,3
Taux d'absentéisme			3,2			3,1			2,6			3,3			3,1
Système de santé			2,5			2,2			1,6			2,6			2,3
SOCIO-CULTUREL															
Sécurité des personnes			4,3			3,3			3,3			3,4			3,5
Fiabilité des partenaires et interlocuteurs locaux			3,1			3			2,5			3,3			3,1
Niveau de corruption			2,3			2			1,4			1,9			1,9
COÛT DES FACTEURS															
Énergie : électricité			3			1,9			2,4			2,2			2,3
Énergie : fuel			3,4			2,2			2,6			2,2			2,5
Télécommunications			3,7			2,9			2,1			2,9			2,9
Main d'oeuvre			4			3,7			3,4			3,6			3,6
Transport routier			3,6			2,6			2,3			2,7			2,8
Transport maritime			3,2			2,7			2,4			2,5			2,6
Transport aérien			3,3			2,7			2			2,4			2,6
DÉVELOPPEMENT DURABLE															
Protection de l'environnement			1,9			1,9			2			2,2			2,1
Respect de l'humain			2,4			2,8			2,2			2,9			2,7
NOTE GLOBALE			2,9			2,6			2,2			2,8			2,7

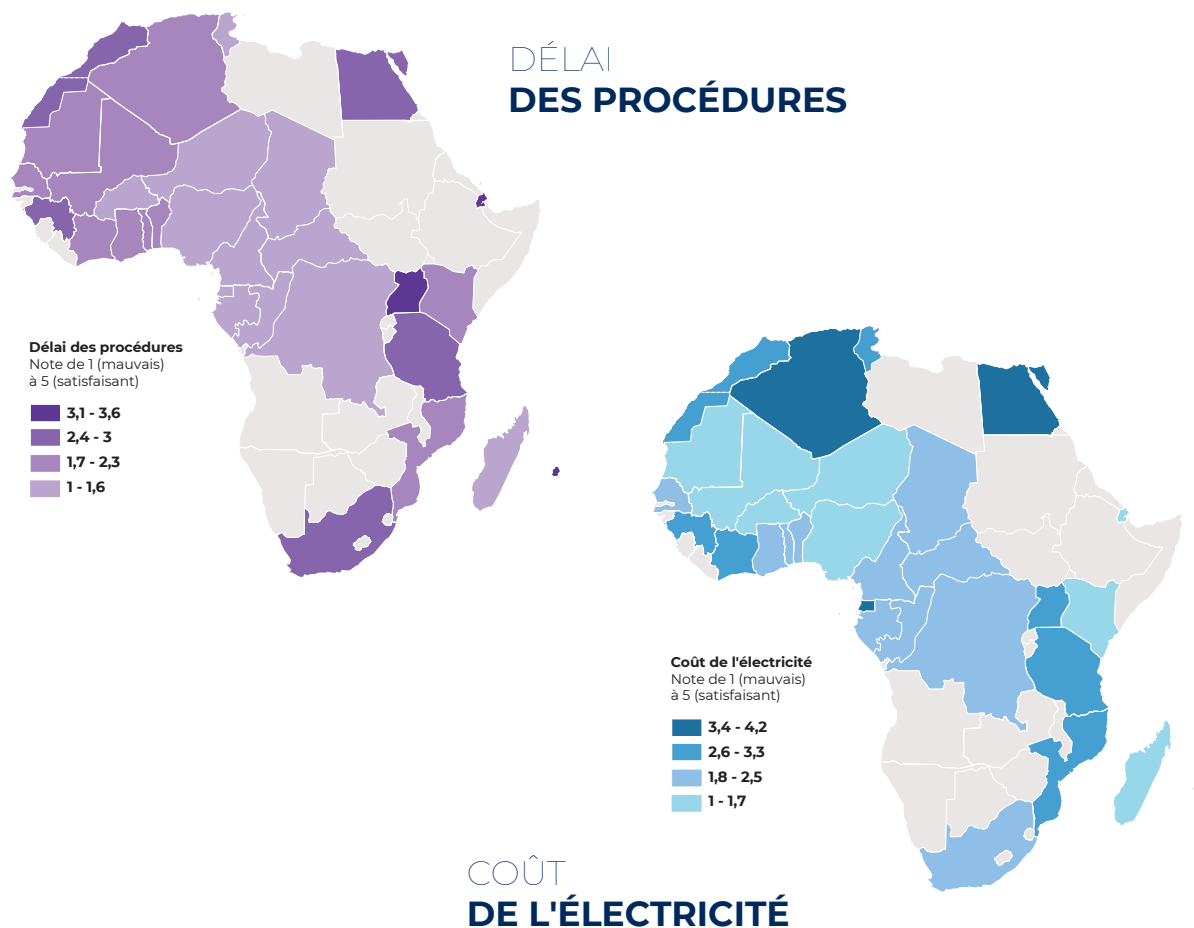
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

EN 2022

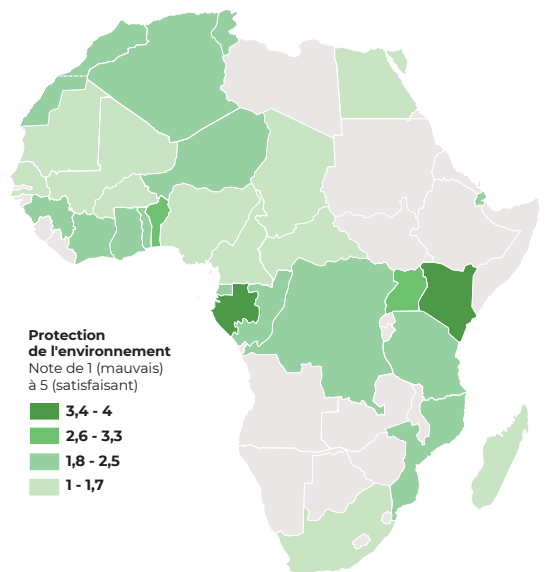
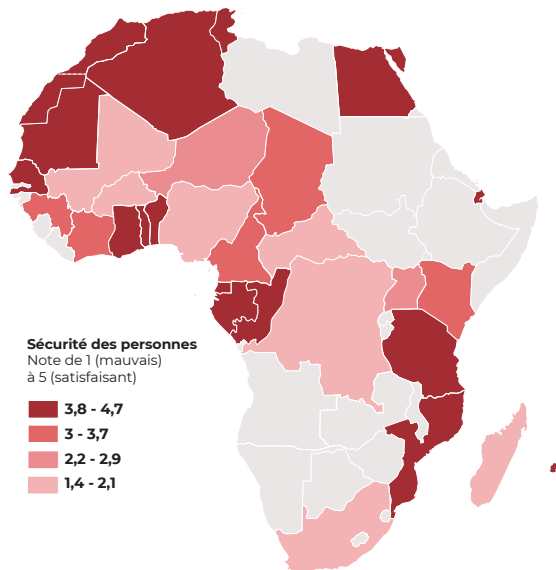
Dans l'enquête que le Cian a réalisée auprès des chefs d'entreprise, ces derniers étaient invités à se prononcer sur l'environnement des affaires dans les pays où ils exercent une activité selon 39 critères d'appréciation, les opinions allant de mauvais (1), moyen (3) à satisfaisant (5) au sein de sept domaines :

- infrastructures : 8 critères
- administration : 9 critères
- économie et finance : 4 critères
- social : 6 critères
- socio-culturel : 3 critères
- coût des facteurs : 7 critères
- développement durable : 2 critères

Le graphique général du Baromètre Cian présenté sur la page précédente rend compte de ces résultats par grandes zones géographiques. Les cartes figurant ci-dessous présentent les appréciations données sur quelques critères clés. Dans les fiches pays qui suivent, sont exposés les points forts et points faibles de l'environnement des affaires des 30 pays évalués cette année.

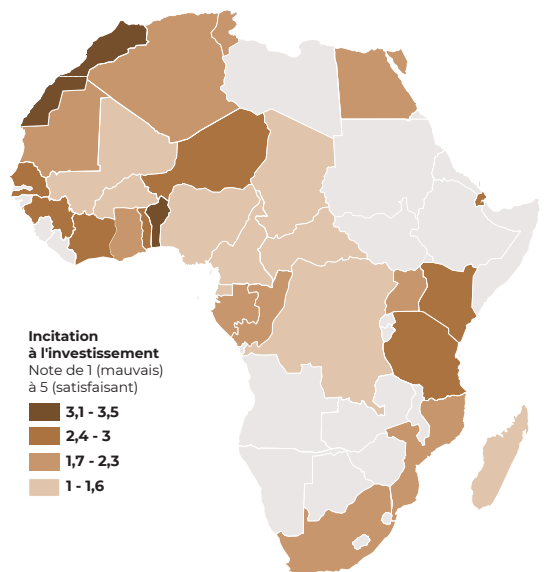
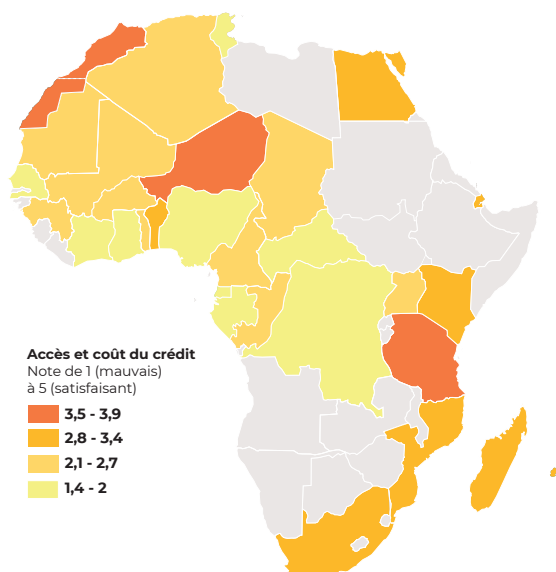


SÉCURITÉ DES PERSONNES



PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ACCÈS ET COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES



INCITATION À L'INVESTISSEMENT

AFRIQUE DU NORD

Des fractures qui s'accroissent et des concurrents aux aguets

Partenariat énergétique avec l'Algérie et l'Égypte, partenariat industriel avec le Maroc : les pays de la rive Sud de la Méditerranée sont devenus incontournables pour l'Europe. Mais la tension entre Alger et Rabat menace de déstabiliser la région. Sur le front financier, la Tunisie et l'Égypte inquiètent.



Algérie.....	52	Maroc.....	56
Égypte.....	54	Mauritanie.....	58
Libye.....	55	Tunisie.....	59

Données économiques des fiches pays - Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

En dépit d'un environnement extérieur dégradé, l'Afrique du Nord a réussi à maintenir une dynamique de croissance apparemment satisfaisante. Le produit intérieur brut de la région a augmenté de 4,5% en 2022. Son expansion se situera dans une fourchette comprise entre 4 et 4,3% en 2023. L'Algérie (4,7%) et l'Égypte (6,6%), chiffre calculé pour la période juillet 2021-juin 2022, ont réalisé les meilleures progressions. Le Maroc, qui avait surperformé en 2021 (+7,5%), a enregistré la plus faible croissance de la zone MENA avec seulement 1,5%.

Mais ces statistiques ne disent rien des deux défis majeurs pour les grands pays de la zone. Le premier est l'inflation alimentaire, qui atteint partout des niveaux difficilement supportables (jusqu'à 37% en glissement annuel en Égypte, 15% en Tunisie et en Algérie), et mine un pacte social déjà fragilisé par le chômage endémique (15% de la population active, et plus du double chez les jeunes). Une situation, qui, à certains égards, n'est pas sans rappeler celle qui prévalait dans les années 2008-2010, à la veille des Printemps arabes. Le second défi, tout aussi préoccupant, est d'ordre financier. Il concerne plus particulièrement la Tunisie et l'Égypte, qui font face à des ratios d'endettement insoutenables, frôlant ou dépassant les 100% du PIB, et qui sont désormais confrontées à une « fatigue » des bailleurs de fonds internationaux et des pays du Golfe.

L'année écoulée a été marquée par une reprise assez vigoureuse de l'industrie touristique, qui a presque retrouvé ses niveaux de 2019 en Égypte et au Maroc. Les deux pays ont accueilli chacun 11 millions de voyageurs. Neuvième destination mondiale, l'Égypte a tiré son épingle du jeu grâce aux touristes russes, qui représentent 30% de ses clients. La Banque Centrale égyptienne envisagerait d'ailleurs d'accepter le protocole de paiement Mir développé par Moscou et ses alliés, pour faciliter des transactions devenues problématiques depuis l'exclusion des banques russes du système Swift. La Tunisie, de son côté, a enregistré 5,9 millions d'arrivées en 2022, un résultat qui demeure nettement en-deçà de 2019 (9,5 millions). Bien inséré dans son environnement régional, le tiers des visiteurs étant originaire d'Algérie et de Libye, le tourisme tunisien pâtit de son positionnement « *low cost* ». Avec sensiblement le même nombre de nuitées qu'au Maroc (18,5 millions), il a généré des recettes sept fois inférieures (1,25 milliard de dollars, contre 8,8 milliards).

Rabat et Tunis ont aussi bénéficié d'une hausse significative des recettes tirées de l'industrie du phosphate. L'Office Chérifien des Phosphates (OCP, Maroc) a enregistré un chiffre d'affaires record de 11,5 milliards d'euros, alors que la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG, Tunisie) a amorcé son redressement en extrayant 3,7 millions de tonnes de minerai. Le groupe vise une production de 5,6 millions de tonnes en 2023, un objectif jugé ambitieux par les experts, au regard du sous-investissement dont a longtemps souffert la filière.

L'année écoulée a été marquée par une reprise de l'industrie touristique, qui a presque retrouvé ses niveaux de 2019 en Égypte et au Maroc

Offensive énergétique italienne

L'Algérie, qui a exporté 56 milliards de mètres cubes de gaz naturel en 2022, souhaite encore augmenter les volumes qu'elle livrera à ses partenaires européens en 2023. Première entreprise du continent africain, la Sonatrach a réalisé un chiffre d'affaires de 21,5 milliards de dollars sur les cinq premiers mois de 2022. L'Italie absorbe la moitié de sa production. Confirmant un rapprochement stratégique esquissé par son prédécesseur centriste Mario Draghi, la Première ministre italienne Georgia Meloni s'est rendue en Algérie les 22 et 23 janvier 2023 pour y rencontrer le président Abdelmajid Tebboune. Alger et Rome ont annoncé de nouveaux investissements d'ENI et la relance du projet de construction d'un gazoduc reliant directement Annaba à la Péninsule, via la Sardaigne. Dual, car permettant de transporter à la fois du gaz et de l'hydrogène, ce projet suscite des appréhensions à Tunis, car il pourrait rapidement venir concurrencer le gazoduc Transmed, qui connecte l'Algérie et l'Italie en transitant par le territoire tunisien. 65% des besoins énergétiques tunisiens sont ▶

Usine de Takrouna, en Tunisie.



“ La rivalité croissante entre l’Algérie et le Maroc place tous leurs partenaires devant un dilemme redoutable ”

pourvus grâce aux redevances perçues au titre des droits de passage. En juillet 2022, l’Algérie, ulcérée par le ralliement de Madrid au plan marocain d’autonomie du Sahara, avait brutalement cessé ses livraisons de gaz à l’Espagne, entraînant, de facto, l’arrêt du gazoduc Medgaz.

L’Italie, qui souhaite devenir un hub énergétique entre l’Europe et l’Afrique, est également passée à l’offensive en Libye et en Égypte. Le 28 janvier, le très entreprenant PDG d’ENI, Antonio Descalzi, a paraphé avec son homologue libyen Farhat Bengdara (NOC) un accord prévoyant un investissement de 8 milliards de dollars sur trois ans, pour exploiter de nouveaux gisements gaziers en Méditerranée. La signature s’est effectuée en présence de Georgia Meloni et d’Abdelhamid Dabaiba, le chef du gouvernement intérimaire reconnu par la communauté internationale. La Libye n’exploite qu’une infime fraction de ses immenses réserves d’hydrocarbures (son sous-sol recèlerait près de 50 milliards de barils de pétrole, soit 40% des réserves d’Afrique). ENI est également idéalement positionné en Égypte. Implanté depuis six décennies, il est le premier producteur d’hydrocarbures du pays, avec environ 350.000 barils équivalent pétrole par jour. La firme italienne est notamment à l’origine de la plus importante découverte jamais réalisée en Méditerranée : le méga-gisement de Zohr, d’un potentiel de 30.000 milliards de mètres cubes, à 1450 mètres de profondeur.

Dangereuse course aux armements

Désormais incontournable pour l’approvisionnement énergétique de l’Europe, l’Afrique du Nord reste prisonnière du paradigme de la conflictualité entre Alger et Rabat. La région est devenue un foyer de tensions préoccupant. L’Algérie et le Maroc ont rompu leurs relations diplomatiques en août 2021 et ne cessent de s’invectiver, par journaux interposés. Les deux pays se sont engagés depuis une

décennie dans une véritable course aux armements. Après l’Égypte, ils sont les plus importants acheteurs d’armes en Afrique. Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) estime l’effort de défense algérien à 90 milliards de dollars pour la période 2010-2020. L’effort marocain serait trois fois moins important, mais demeure significatif. Pour faire face à la puissance conventionnelle de l’Armée nationale populaire algérienne, organisée sur le modèle soviétique, le Royaume mise sur des armements modernes, comme les drones turcs Bayraktar TB2, des chasseurs F-16 américains modernisés, des systèmes de missiles anti-missiles israéliens et des moyens de guerre électronique. La proximité nouvelle entre Rabat et Tel Aviv ne laisse pas d’inquiéter les militaires algériens, qui y voient une menace directe. L’Algérie vient de franchir un palier supplémentaire dans l’escalade stratégique en votant le doublement de son budget militaire. Alger prévoit ainsi de consacrer près de 22 milliards de dollars à son armée en 2023 (15% du PIB !). Une partie de ces crédits (7 milliards de dollars) provient cependant de l’enveloppe réservée au méga-contrat d’armement russe négocié fin 2021, mais qui n’a pu être honoré.

Ce prisme de la rivalité entre l’Algérie et le Maroc place tous leurs partenaires devant un dilemme redoutable. Incapable de s’entendre sur une candidature consensuelle à la vice-présidence tournante de l’Union africaine, la région risque de voir le poste lui échapper au profit de l’Afrique australe, ce qui la priverait de la possibilité d’exercer la présidence de l’organisation, en 2024, à l’expiration du mandat du comorien Azali Assoumani. La Confédération africaine de football (CAF) est confrontée à une difficulté similaire : Rabat et Alger souhaitent organiser l’édition 2025 du tournoi et mènent en coulisses une intense bataille de lobbying. Embarrassées, les instances dirigeantes du football africain pourraient se rallier à une solution de compromis en confiant l’édition 2025 au Maroc et l’édition 2027 à l’Algérie. Au risque de susciter le mécontentement des autres pays africains. Les voisins maghrébins des deux rivaux doivent déployer des trésors de diplomatie pour coopérer avec l’un sans froisser l’autre. La Mauritanie de Mohamed Ould Ghazouani y est pour l’instant parvenue. La Tunisie de Kaïs Saïed, qui a imprudemment reçu avec les égards protocolaires le président du Polisario, Brahim Ghali, lors du dernier Sommet Japon Afrique organisé dans la capitale tunisienne en août, s’est pris les pieds dans le tapis. Ulcéré par ce geste qualifié de provocation inamicale, Rabat a rappelé son ambassadeur à Tunis et a gelé les relations diplomatiques.

Paris sommé de choisir

La rivalité exacerbée entre le Maroc et l’Algérie impacte également les relations entre Paris et les capitales maghrébines. Même s’il a été récemment contrarié par l’affaire Amira Bouraoui, cette journaliste franco-algérienne exfiltrée depuis la Tunisie vers la France, le réchauffement des rapports entre Paris et Alger ne

pas du côté de Rabat. *Mezzo voce*, les officiels marocains reprochent au président Emmanuel Macron son « pari algérien » et son manque d'égards pour le Royaume, longtemps considéré comme l'allié numéro un de la France au Maghreb. Malentendus et griefs réciproques se sont accumulés au fil des années et ont abouti au délitement d'une relation autrefois exemplaire. Côté français, on a encore du mal à oublier les activités d'espionnage (Pegasus) et les actions d'influence hostiles menées en France et à Bruxelles par des officines liées au Royaume chérifien.

Le manque d'empressement supposé du Maroc à reprendre ses ressortissants en situation irrégulière dans l'Hexagone a amené le ministère français de l'Intérieur à durcir les conditions d'octroi des visas aux Marocains. Bien qu'elle ait concerné également les Tunisiens et les Algériens, cette mesure vexatoire, finalement supprimée en février 2023, a été particulièrement mal ressentie à Rabat et à Casablanca. S'estimant ostracisée, la société civile s'est dressée contre la France. Côté marocain, la déception confine au désamour. Elle trouve son origine dans le refus de la France de se rallier sans équivoque au plan d'autonomie du Sahara. La reconnaissance de la souveraineté marocaine sur « les provinces du Sud », par les États-Unis d'abord, puis par l'Espagne, compliquent la posture diplomatique de Paris. Visant la France sans la nommer, le roi Mohammed VI a exhorté les « pays amis » à clarifier leur position sur le Sahara et a laissé entendre que cette question serait désormais le prisme à l'aune duquel leur sincérité serait jugée.

Même si les relations entre Tunis et Paris sont plus sereines, la dégradation de la situation économique et financière

tunisienne et les penchants autoritaires du président Kaïs Saïed constituent un autre motif de préoccupation pour la France. Pragmatique, Emmanuel Macron a choisi jusqu'à présent de faire preuve de compréhension en ménageant le dirigeant tunisien, contrairement à Josep Borrell, le Haut représentant de l'Union Européenne pour la politique extérieure, qui a multiplié les critiques publiques. La vague d'arrestations sans précédent opérée début février, qui a visé des hommes politiques de l'opposition ainsi que le directeur de la première radio du pays, Mosaïque FM, pourrait l'inciter à moins de mansuétude.

Paradoxalement, les tourments des relations franco-maghrébines n'ont pour l'instant pas impacté le partenariat économique. Les échanges bilatéraux avec les trois pays du Maghreb ont fortement progressé en 2022, représentant un total de 33,5 milliards d'euros. Fait notable : la balance commerciale de la France est désormais déficitaire dans ses échanges avec ses trois principaux partenaires d'Afrique du Nord, son déficit cumulé atteignant 3,8 milliards d'euros (5,5 en ajoutant la Libye et l'Égypte). Le renchérissement des importations d'hydrocarbures explique en grande partie ce phénomène.

Samy Ghorbal



ALGÉRIE

En position de force

Premier producteur africain de gaz, l'Algérie est devenue un fournisseur essentiel de l'Europe et veut consolider son leadership. Le réchauffement esquissé avec Paris, s'il n'est pas contrarié, peut-il créer de nouvelles opportunités ?



- **Président :** Abdelmajid Tebboune
- **Premier ministre :** Aymen Benabderrahmane
- **Population (millions) :** 46
- **Superficie (km²) :** 2 381 740
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 12 128
- **Croissance du PIB, 2022 (% , est.) :** 4,7
- **Inflation 2022 (% , est.) :** 9,7
- **Classement IDH, 2021 :** 91

La flambée des cours des hydrocarbures et la crise énergétique européenne ont donné un nouvel élan à la croissance économique algérienne, qui a accéléré en 2022 pour s'établir à 4,7%, un niveau jamais atteint depuis 10 ans. Les réserves de change, tombées à 42,8 milliards de dollars, sont remontées à 60 milliards fin 2022, soit plus d'un an et demi d'importations, alors que la dette publique a été ramenée à 55% du PIB. Même si les perspectives sont bien orientées, la croissance devrait sensiblement ralentir en 2023, à 2,6%.

Avec le chômage, mal endémique des pays du Maghreb, c'est l'inflation qui constitue le principal motif de préoccupation. Elle devrait légèrement décélérer à 8,7%, après un pic à 9,7% en 2022. Mais la hausse des prix des denrées alimentaires reste plus marquée (15% environ). Érodant le pouvoir d'achat des ménages, elle alimente une colère sociale diffuse mais réelle, qui ne trouve plus de débouché politique depuis l'étouffement du Hirak.

Les exportations algériennes de gaz, principalement à destination de l'Europe, ont atteint 56 milliards de mètres cubes, un record là aussi. Le président Abdelmajid Tebboune souhaite voir ce volume doubler en 2023. Un objectif très ambitieux. Le secteur, qui a souffert de l'attentisme des investisseurs jusqu'en 2021, n'a pas la possibilité d'augmenter significativement sa production.

Le gouvernement table sur une forte réduction de la consommation domestique (qui représente presque 50% de la production gazière nationale) grâce à un déploiement rapide du programme des énergies renouvelables. Alger a aussi consolidé son statut de troisième producteur pétrolier africain (1,06 million de b/j).

Déficit commercial

La visite réussie d'Emmanuel Macron à Alger et Oran, en août 2022, augurait d'un réchauffement spectaculaire des relations entre l'Algérie et la France. Les deux pays avaient convenu d'un « partenariat renouvelé » et les visites ministérielles se sont succédées à un rythme inédit entre septembre et janvier. L'affaire de la journaliste franco-algérienne Amira Bouraoui, exfiltrée depuis la Tunisie vers la France, début février 2023, à la grande colère d'Alger, pourrait-elle hypothéquer la réconciliation ?

Économiquement, le partenariat s'est densifié. Les échanges bilatéraux ont atteint 10,5 milliards d'euros, contre 8 milliards un an auparavant. Cette progression, due en partie à la hausse de la valeur des exportations algériennes, s'est accompagnée d'un creusement du déficit commercial – 1,831 milliard d'euros, contre 626 millions en 2022. Le commerce bilatéral était auparavant à l'avantage de la France.

La France est le deuxième fournisseur de l'Algérie, après la Chine, avec une part de marché de 13%, mais la valeur des exportations françaises (4,341 milliards d'euros) a diminué de 30% en dix ans. Paris est aussi le deuxième client d'Alger, derrière Rome.

BAROMÈTRE CIAN 2022

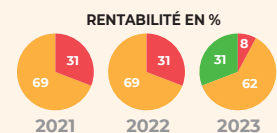
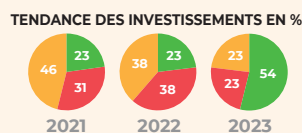
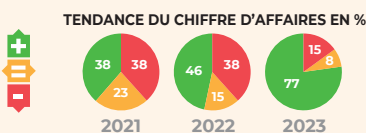
POINTS FORTS

- Coût de l'énergie
- Réseaux routier et aérien
- Distribution électrique
- Sécurité des personnes

POINTS FAIBLES

- Efficacité de l'administration
- Impact du secteur informel
- Douanes
- Incitation à l'investissement

Note globale moyenne : **3,1 sur 5** vs 2021





Bienvenue à l'Agence d'Administration des Zones Economiques Spéciales du Tchad

Créée en 2022, notre agence a pour mission d'organiser, de programmer le développement, de promouvoir et de superviser les sept zones économiques spéciales en République du Tchad. Nous sommes fiers d'offrir à nos partenaires des avantages uniques pour le développement de leurs entreprises.

SÉCURITÉ FONCIÈRE - DROITS ET GARANTIES RÉGIME FISCAL, DOUANIER ET COMMERCIAL FAVORABLE

...voilà certains des avantages que vous pouvez obtenir en travaillant avec nous.

Nous offrons une exemption de 10 ans d'impôts et de taxes, des avantages douaniers et fiscaux, des facilités pour opérer en devises étrangères et bien plus encore.

En travaillant ensemble, nous pouvons exploiter les nombreuses potentialités économiques du Tchad et créer des opportunités exceptionnelles au sein des zones économiques spéciales.

Ne manquez pas cette chance de participer à la croissance économique du Tchad et contactez-nous dès maintenant pour en savoir plus sur nos services!



Agence d'Administration des
Zones Economiques Spéciales

BP 7162 Ndjamenas – République du Tchad
Tél. : +235 99 92 77 29 - Courriel : info@aazes.td
www.aazes.td

ÉGYPTE

Douloureuse remise en question



- **Président :** Abdel Fattah al-Sissi
- **Premier ministre :** Mostafa Madbouli
- **Population (millions) :** 108
- **Superficie (km²) :** 1 002 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 12 706
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.) :** 6,6
- **Inflation 2022 (% , est.) :** 8,5
- **Classement IDH, 2021 :** 97

Inflation galopante, fuite des capitaux, dépréciation de la monnaie et inquiétudes sur la dette forcent le gouvernement à ralentir les projets d'investissements publics et à libéraliser davantage. Mais la croissance reste pour l'instant solide.

2022 aura été l'année de toutes les déconvenues pour l'économie égyptienne, frappée de plein fouet par l'explosion de la facture céréalière et par une fuite massive de capitaux provoquée par la hausse des taux d'intérêts américains et l'envolée du dollar. L'Égypte, premier importateur mondial de blé, fait face depuis l'éclatement de la guerre russo-ukrainienne à une inflation massive, qui a atteint 21,9% en glissement annuel en décembre 2022. Le prix des denrées alimentaires a augmenté de 37,9% sur l'année écoulée. La dévaluation de la livre égyptienne, passée de 15 à 30 livres pour un dollar, risque d'entretenir temporairement ce phénomène dévastateur pour le pouvoir d'achat des ménages les plus fragiles, alors que le taux de pauvreté avoisine les 30%.

Le resserrement monétaire de la réserve fédérale américaine a très lourdement dégradé les équilibres financiers de l'Égypte, en provoquant 20 milliards de dollars de retraits de capitaux. La Banque Centrale d'Égypte a augmenté de 800 points de base son taux directeur, pour tenter de faire face, alors que les alliés arabes du pays - Arabie Saoudite et Émirats en tête - se sont engagés à maintenir 28 milliards de dollars sous forme de dépôts, jusqu'en 2026, le temps de laisser passer l'orage. La fonte des réserves de change et la dépréciation de la monnaie ont désorganisé certains secteurs liés aux importations.

Et pourtant elle tourne...

La dégradation des comptes publics a poussé le FMI à demander au Caire de réduire ses programmes d'investissements, jugés dispendieux, à laisser flotter la monnaie et à libéraliser davantage certains secteurs (contrôlés en sous-main par l'armée) afin de porter à 65% le poids du secteur privé dans l'économie d'ici à 2026. En contrepartie, le Fonds a prêté 3 milliards de dollars supplémentaires au pays, dont la dette extérieure frôle désormais les 150 milliards d'euros (32,8% du PIB). Selon les agences de notation, l'Égypte est l'un des cinq États africains présentant le plus de risque de défaut.

Indéniablement, cette conjoncture va entraîner le ralentissement ou la pause de certains chantiers emblématiques comme celui de la nouvelle capitale, qui ne sera pas livrée dans les délais. Malgré tout, l'économie demeure robuste et résiliente : elle a enregistré une croissance de 6,6% entre juillet 2021 et juin 2022, et progressera encore de 4,5% entre juillet 2022 et juin 2023. Les privatisations et ouvertures de capital de sociétés publiques peuvent créer des appels d'air pour les investisseurs, notamment ceux des Émirats, déjà très solidement implantés dans les secteurs stratégiques.

Les échanges franco-égyptiens ont progressé de 1,6 milliard d'euros en 2022 (total : 4,4 milliards d'euros), sous l'effet de l'augmentation des ventes de blé français (+78%) et de la hausse des fournitures de gaz égyptien.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Qualité du secteur bancaire
- Réseau électrique et Télécoms
- Coût des facteurs (élec, fuel, routes...)
- Sécurité des personnes

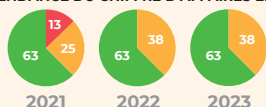
POINTS FAIBLES

- Réseau Ferré
- Corruption
- Protection de l'environnement
- Efficacité administrative (douanes)

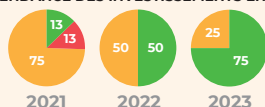
Note globale moyenne : **3 sur 5** + vs 2021



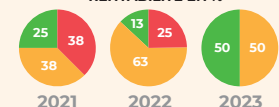
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



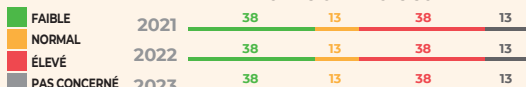
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



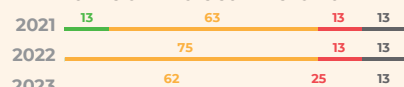
RENTABILITÉ EN %



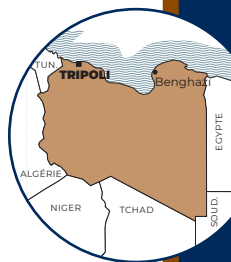
NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



Tripoli succombe aux charmes d'ENI et de Meloni



- **Chef de l'État (conseil présidentiel) :** Mohamed el-Menfi
- **Premier ministre :** Abdelhamid Dabaiba
- **Population (millions) :** 7
- **Superficie (km²) :** 1 759 540
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 24 130
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.) :** -12,1
- **Inflation 2022 (% , est.) :** 5,5
- **Classement IDH, 2021 :** 104

Alors que la partition continue à prévaloir et que des combats sporadiques maintiennent le pays sous tension et éloignent la perspective d'élections, l'impressionnant potentiel énergétique du pays suscite une offensive italienne.

Habitué aux performances en dents de scie, le PIB libyen, qui avait connu une expansion vertigineuse en 2021, s'est contracté d'environ 12% en 2022, à la suite du blocage temporaire de certains sites pétroliers. L'interruption n'a cependant duré que quelques semaines, et le pays a retrouvé en septembre un niveau de production de 1,2 million de barils/jour, qui lui a valu de surpasser le Nigeria et l'Angola, et de s'établir au deuxième rang africain, immédiatement derrière l'Algérie. La Banque Centrale libyenne dispose toujours de très importantes réserves de change et les avoirs (gelés) du Fonds Souverain de la LIA s'élèvent à plus de 70 milliards de dollars. Même si l'économie a dû faire face à des pénuries, ces actifs permettent à Tripoli de maintenir la société sous perfusion.

Politiquement, la situation reste indécise et mouvante. Les élections n'ont pu avoir lieu le 24 décembre 2021, et pourraient se tenir d'ici à novembre 2023, à condition que les négociations, mollement parrainées par la communauté internationale et l'Union Africaine, finissent par aboutir, ce qui est tout sauf certain. Le pouvoir est toujours morcelé, entre le gouvernement intérimaire de Tripoli, dirigé par Abdelhamid Dabaiba, et le gouvernement de l'ancien ministre de l'Intérieur Fathi Bachagha, soutenu par l'homme fort de l'Est, le maréchal Khalifa Haftar. La dynamique joue en faveur de Dabaiba, dont les forces sont sorties victorieuses des combats d'août 2022,

à Tripoli, initiées par Bachagha, et qui est considéré comme le seul interlocuteur légitime par l'ONU. Une inconnue demeure au sujet des kadhafistes, fidèles à Seif el-Islam, fils du Guide défunt. Non représentés au niveau central, ils auraient consolidé leur influence locale et pourraient tirer les marrons du feu en cas d'élections.

Accord gazier à 8 milliards

Un autre élément tend à renforcer le gouvernement Dabaiba : l'accord historique conclu avec le géant italien ENI, paraphé le 28 janvier dans la capitale libyenne en présence de la Première ministre italienne Georgia Meloni. Il prévoit 8 milliards de dollars d'investissements dans deux champs gaziers en Méditerranée, pour produire 750 millions de mètres cubes de gaz par jour pendant 25 ans à partir de 2026.

Ce projet, le plus grand développé en Libye depuis un quart de siècle, va considérablement renforcer la prépondérance d'ENI en Libye (où il assure déjà 80% de la production gazière) et en Méditerranée orientale. Il traduit aussi le potentiel énergétique du pays, qui reste à exploiter. La Libye possède 40% des réserves prouvées de pétrole en Afrique et ses eaux territoriales seraient riches en gaz. TotalEnergies, qui promeut un projet de ferme solaire de 500 MW près de Misrata, contribue, via ses participations, à environ la moitié de la production pétrolière libyenne.



MAROC

Rabat garde le cap des réformes

Fragilisée par la sécheresse, l'inflation et l'envolée des importations énergétiques, l'économie a connu un atterrissage brutal. Mais les difficultés pourraient n'être que passagères, alors que la montée en gamme industrielle se confirme.



- Roi : Mohammed VI
- Premier ministre : Aziz Akhannouch
- Population (millions) : 38,3
- Superficie (km²) : 710 815
- PIB/hab 2021 (USD, ppa) : 8 852
- Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) : 1,5
- Inflation 2022 (% est.) : 6,2
- Classement IDH, 2021 : 123

L'épopée des Lions de l'Atlas, qui se sont hissés en demi-finale de la Coupe du Monde de football au Qatar, a rendu le sourire et l'espoir à 38 millions de Marocains éprouvés par une année 2022 exceptionnellement difficile. Le Royaume a subi sa pire sécheresse depuis 40 ans. Plombée par l'inflation alimentaire et l'envolée de la facture énergétique (+116% en un an), l'économie a connu un atterrissage brutal. Avec 1,5% de croissance en 2022, elle réalise la plus mauvaise performance de la région MENA. La Bourse de Casablanca a abandonné 19,75% sur l'année. Les exportations agricoles et surtout industrielles, en forte progression, les recettes touristiques (+166%, à 91,3 milliards de dirhams) et les transferts de fonds de la diaspora (+16,5%, à 109,5 milliards de dirhams) ont cependant amorti les effets de la crise.

Face aux vents contraires, le Premier ministre Aziz Akhannouch a choisi de préserver les grands équilibres macro-économiques, tout en gardant le cap des réformes. Le déficit public a été réduit, à 5,3%. La fin des subventions de base (pain, sucre, gaz butane) reste programmée pour janvier 2025. Le système actuel sera remplacé par des transferts monétaires ciblés en direction des plus modestes, transferts rendus possibles par l'instauration du registre social unifié. La politique monétaire est restée relativement accommodante, avec un

taux directeur de 2,5%, pour ne pas casser la dynamique de l'investissement. Un pari osé, mais qui pourrait s'avérer payant. Le gouvernement table sur 4% de croissance en 2023. Plus prudent, le FMI estime ce rebond à 3,1%.

Mésentente cordiale avec la France

Les revenus de l'Office Chérifien des Phosphates devraient s'établir à 130 milliards de dirhams (11,5 milliards d'euros), un record. Les ventes du secteur automobile ont progressé de 33%, à 111 milliards de dirhams. Cette tendance haussière devrait se poursuivre : Stellantis va investir 3,2 milliards de dirhams dans l'extension de son usine de Kénitra, pour doubler sa capacité de production, à 400.000 véhicules. La qualité des infrastructures industrielles, la connectivité et une fiscalité incitative sont autant de facteurs d'attractivité pour le Maroc. Les flux d'IDE ont augmenté de 40% en 2022, à 38,4 milliards de dirhams (3,4 milliards d'euros), alors que les investissements marocains à l'étranger (principalement en Afrique) ont approché les 20 milliards de dirhams.

Désormais nettement distancée par l'Espagne, la France est le deuxième fournisseur et deuxième client du Maroc. Les échanges bilatéraux (13,44 milliards d'euros en 2022) n'ont pour l'instant guère été impactés par la mésentente durable entre Paris et Rabat, qui a pour toile de fond, entre autres, les réticences de la France à reconnaître, comme Rabat l'exige, la marocanité du Sahara occidental. Tirées par les ventes de céréales, les exportations françaises ont progressé de 40%, à 6,5 milliards d'euros.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

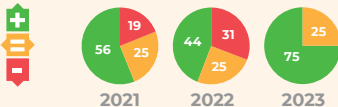
- Infrastructures
- Secteur bancaire
- Qualité de l'encadrement
- Sécurité des personnes

POINTS FAIBLES

- Fraudes douanières
- Impact du secteur informel
- Fiscalité

Note globale moyenne : **3,6 sur 5** vs 2021

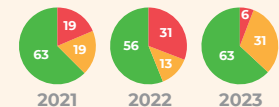
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



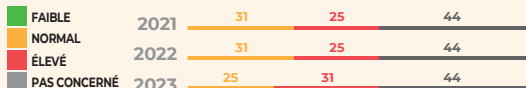
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



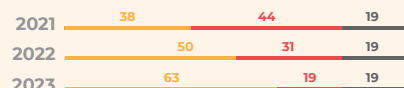
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ





Hub de paiement en Afrique

Paris – Abidjan – Dakar – Douala



Plateforme robuste



Sûr et sécurisé



Conformité réglementaire



Tarification transparente

 www.bizao.com

MAURITANIE

GTA : Nouakchott touche au but



- **Président** : Mohamed Ould Ghazouani
- **Premier ministre** : Mohamed Ould Bilal
- **Population (millions)** : 4,9
- **Superficie (km²)** : 1 030 700
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 5 830
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 5,3
- **Inflation 2022 (% est.)** : 7,1
- **Classement IDH, 2021** : 158

Prévue au troisième trimestre 2023, l'entrée en service du méga-gisement gazier offshore va permettre au pays de diversifier ses recettes et de s'inscrire dans une dynamique de croissance pérenne.

La reprise de la demande intérieure et la vigueur des industries extractives ont contribué à la dynamique de la croissance mauritanienne, qui est passée de 2,8% à 5,3% entre 2021 et 2022. L'activité devrait se maintenir à cet étiage en 2023, dans un contexte d'inflation marquée (7,8% attendus). Les minerais assurent 72,5% des exportations du pays, le fer, dont la Mauritanie est le deuxième producteur africain, représentant à lui seul la moitié de ce total. La Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM, monopole public) en a extrait 12,8 millions de tonnes en 2018. La production d'or, assurée par des entités privées, a atteint les 34 tonnes.

L'entrée en service au troisième trimestre 2023 de la première phase du méga-projet gazier Grand Tortue-Ahmeyin (GTA), situé à la frontière maritime entre la Mauritanie et le Sénégal, va permettre de diversifier les revenus et d'améliorer la résilience de l'économie. L'Allemagne, qui cherche à réduire sa dépendance au gaz russe, s'est déjà positionnée en concluant des accords de fourniture privilégiée avec le consortium GTA. Ce gisement opéré par BP sera développé en trois phases et exploité sur deux à trois décennies. Il recèlerait entre 900 et 1.400 milliards de mètres cubes de gaz naturel.

Procès

Nouakchott, qui a renégocié avec certains créanciers comme le Koweït, poursuit sa stratégie de reprofilage

de sa dette extérieure (53% du PIB) et pourrait lancer prochainement son premier emprunt obligataire. Avant cela, le FMI doit réviser son appréciation sur le niveau de la dette du pays, actuellement considéré comme « élevé », et qui pourrait passer à « modéré », pour faciliter une sortie sur le marché des capitaux.

Politiquement, le feuilleton du procès de l'ex-président Mohamed Ould Abdel Aziz tient l'opinion publique en haleine. L'ex-chef de l'État (2008-2019) est jugé en compagnie de deux anciens Premiers ministres et de plusieurs ex-collaborateurs pour corruption et enrichissement personnel. S'il est relaxé, il pourrait se présenter aux élections de 2024 et se dresser sur la route de son successeur, Mohamed Ould Ghazouani. Aziz, qui ne pouvait plus se représenter, avait adoubé Ghazouani en 2019, mais les relations entre les deux hommes se sont rapidement détériorées.

Sur le plan diplomatico-militaire, le président Ould Ghazouani multiplie les efforts pour réanimer le G5 Sahel, dont l'existence est en suspens après le retrait du Mali. La Mauritanie s'inquiète également de possibles agissements de la milice Wagner dans les pays voisins.

Les échanges commerciaux avec la France ont atteint 223 millions d'euros en 2021, avec un solde excédentaire de 134 millions d'euros en faveur de Paris, qui est le troisième fournisseur de Nouakchott derrière Abu Dhabi et Madrid. Meridiam a remporté la gestion du terminal à conteneurs et du terminal pétrolier du port de la capitale, en PPP.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Réseau aérien local
- Sécurité des personnes
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

- Coût de l'électricité
- Fiscalité
- Système de formation et de santé
- Efficacité de l'administration

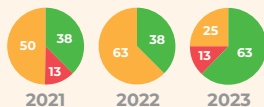
Note globale moyenne : **2,2 sur 5** + vs 2021



TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



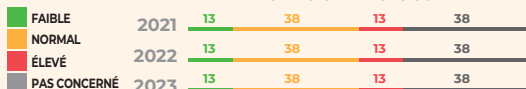
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



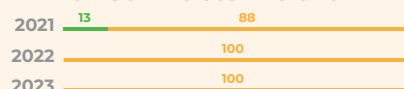
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



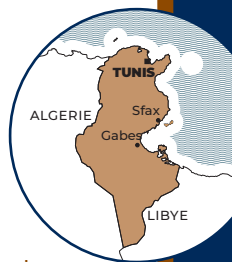
NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



TUNISIE

Dérive autoritaire

Confronté à la désaffection des électeurs, suspendu à un accord avec le FMI qui tardait à se conclure, le président Kaïs Saïed semble incapable d'enrayer le lent naufrage économique de son pays.



- **Président** : Kaïs Saïed
- **Premier ministre** : Najla Bouden
- **Population (millions)** : 12,2
- **Superficie (km²)** : 162 155
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 11 282
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 2,2
- **Inflation 2022 (% est.)** : 8,1
- **Classement IDH, 2021** : 97

L'annonce, le 15 octobre 2022, de la conclusion d'un accord préliminaire avec le FMI pour un nouveau prêt de 1,9 milliard de dollars, avait fait souffler un vent d'espoir dans les milieux économiques. Même assorti de conditions drastiques, ce deal pouvait débloquer d'autres financements étrangers et permettre à l'État, à court de liquidités, de faire face à ses échéances. Autant dire que la déprogrammation, le 14 décembre, de l'examen du dossier tunisien par les instances dirigeantes du Fonds, à Washington, a fait l'effet d'une douche froide. En cause : des insuffisances techniques et les réticences de Tunis à s'engager sur la privatisation d'entreprises publiques comme la régie des tabacs et allumettes. Moody's a encore dégradé la dette souveraine du pays, à Caa2, et affirme que le scénario d'une crise financière ne peut plus être écarté. Avec une dette publique supérieure à 100% du PIB et des besoins de financements extérieurs de 14,8 milliards de dinars en 2023 (4,4 milliards d'euros), le pays, s'il ne sauve pas son accord avec le FMI, serait dans l'impasse et pourrait en appeler au Club de Paris.

L'inflation, durement ressentie par les ménages, dépasse les 10%, et la Banque Centrale a porté son taux directeur à 8%, au risque de décourager un peu plus l'activité. La croissance du PIB a plafonné à 2,2% en 2022 et devrait ralentir à 1,6% en 2023. La production de phosphates s'est relevée, à 3,7 millions de tonnes. Elle pourrait croître à 5,5 millions l'an prochain. Elle était de 8,2 millions en 2010, à la veille de la Révolution.

Pénuries et fuite des investisseurs

Le contexte morose, les incertitudes de change, la hausse de la fiscalité et la difficulté à rapatrier les dividendes pèsent sur les investisseurs. Novartis, Bayer et Shell ont cédé leurs actifs, Pfizer pourrait les imiter, et les Qataris d'Ooredoo réfléchiraient, eux aussi, à vendre une part de leurs actions. Dans le commerce, les oukases présidentielles contre les « spéculateurs », qui ont abouti à l'interpellation de plusieurs grossistes, ont dissuadé les opérateurs de faire des stocks, désorganisant les circuits de distribution et provoquant des pénuries inédites.

Politiquement aussi, le pays semble dans une impasse. Muré dans ses certitudes, le président Kaïs Saïed a fait approuver en juillet 2022 par référendum une constitution ultra-présidentialiste, confirmant une dérive autoritaire à l'œuvre depuis juillet 2021. Les arrestations d'opposants se sont multipliées et sa popularité s'érode. Seuls 11% des Tunisiens ont voté aux législatives du 29 janvier, dans un scrutin vidé de sa substance par l'interdiction faite aux partis de présenter des candidats. Enfin, l'image du pays s'est dégradée en Afrique après les violences xénophobes qui ont visé les Subsahariens en février-mars 2023.

Les échanges avec la France ont atteint 8,88 milliards d'euros. Importations et exportations ont progressé chacune de 700 millions d'euros. Le solde – 1,2 milliard d'euros en faveur de la Tunisie – est resté inchangé.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Télécoms (réseau et coût)
- Distribution électrique
- Main d'œuvre (qualité et coût)
- Sécurité des personnes

POINTS FAIBLES

- Réseaux ferré et portuaire
- Efficacité de l'administration
- Accès/coût du crédit aux entreprises
- Impact du secteur informel

Note globale moyenne : **2,7 sur 5** vs 2021



TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



AFRIQUE DE L'OUEST

Transitions à hauts risques

Le dynamisme des économies de l'UEMOA contraste avec les défis politiques et sécuritaires de la région. Devenue indésirable au Mali et au Burkina, où le retour à l'ordre constitutionnel n'est toujours pas à l'ordre du jour, la France veut renforcer son partenariat avec le Niger et les pays du Golfe de Guinée.



Bénin	64	Ghana	72	Niger	78
Burkina Faso	66	Guinée Bissau	74	Nigeria	80
Cap Vert	68	Guinée	75	Sénégal	82
Côte d'Ivoire	69	Liberia	76	Sierra Leone	83
Gambie	70	Mali	77	Togo	84

Données économiques des fiches pays - Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Le découplage entre la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO, qui rassemble les quinze pays de la zone) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA, qui regroupe les huit pays de la zone Franc) s'accroît. Déjà perceptible en 2021, le phénomène s'est renforcé cette année. La croissance de l'Afrique de l'Ouest a nettement ralenti, passant de 4,4% à 3,6%. À l'inverse, l'activité économique est restée vigoureuse dans la zone UEMOA, où la croissance devrait être comprise entre 5% (selon les prévisions du FMI) et 5,6% (d'après les estimations de la BCEAO). La dissymétrie des trajectoires se reflète également au niveau de l'inflation. Celle-ci a atteint 16,6% en moyenne dans la CEDEAO, alors qu'elle n'a pas dépassé 7% dans la zone UEMOA. La situation est particulièrement critique au Ghana, où la hausse de l'indice des prix à la consommation a frôlé les 50% en glissement annuel en décembre 2022, mais aussi en Sierra Leone (26% annuels) et au Nigeria (18,9%). La spectaculaire dépréciation des devises ghanéenne et nigérienne explique, pour une large part, cette contre-performance, alors que le franc CFA, arrimé à l'euro et bien que régulièrement brocardé par les tenants du souverainisme panafricain, a joué à plein son rôle de bouclier anti-inflation. Le différentiel entre l'UEMOA et la CEDEAO devrait encore s'accroître en 2023. Il pourrait atteindre 2,5 points en termes de croissance et près de 10 points en termes d'inflation. La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest a augmenté son taux directeur d'un quart de point, le 16 mars, pour le porter à 3%, afin de ramener l'inflation dans un intervalle compris entre 1% et 3% à l'horizon janvier 2024.

Léthargie nigérienne

De fait, les difficultés du Nigeria et du Ghana plombent les perspectives de la CEDEAO. Première économie et pays le plus peuplé du Continent, avec ses 223 millions d'habitants, le Nigeria est rattrapé par plusieurs décennies de mauvaise gestion de sa rente énergétique. Tombée à 1,057 million de barils/jour, sa production pétrolière a



Avec 8% attendus pour 2023, le Sénégal apparaît comme le champion de la croissance

atteint son plus bas niveau depuis 32 ans. Le géant ouest-africain a souffert également de l'appréciation du dollar américain, qui a entraîné une désertion des investisseurs sur tous les marchés émergents. Son nouveau président, Bola Tinubu, aura fort à faire pour rétablir la confiance et relancer une économie dont la croissance pourrait plafonner aux alentours de 3% en 2023. Le Ghana, de son côté, vit une douloureuse crise financière, conséquence, entre autres, des déséquilibres provoqués par la crise du Covid-19. Fin décembre, Accra a suspendu provisoirement le paiement de sa dette extérieure et s'est engagé dans de délicates négociations avec le FMI et avec ses créanciers extérieurs.

Locomotive de l'UEMOA, l'économie ivoirienne connaît une période faste. Même si la croissance a légèrement décéléré en 2022, à 5,5%, contre 7% l'année précédente, le pays tire les dividendes de sa politique d'équipement et de transformation industrielle. La production électrique a pratiquement doublé en dix ans. Plus de trois milliards d'euros d'investissements publics ont encore été programmés dans le budget 2023. Le PIB ivoirien, qui talonne aujourd'hui celui du Ghana, pourrait atteindre les 100 milliards d'euros à l'horizon 2028. Toutefois, le champion à venir de la croissance est le Sénégal, avec un taux de 8% annuel attendu dès 2023. L'entrée en service du champ gazier Grand Tortue-Ahmedy, exploité conjointement avec la Mauritanie, couplé au démarrage du projet pétrolier Sangomar, devraient permettre à Dakar d'engranger des recettes avoisinant 900 milliards de FCFA pour la période 2023-2025. Ces gisements permettront au pays de la Teranga d'accéder à l'autosuffisance énergétique, de généraliser l'accès à l'électricité d'ici 2025 et de donner un coup de fouet à la production industrielle. Enfin, le Niger devrait compléter le podium des champions de l'UEMOA, ▶



avec une croissance stimulée par les hydrocarbures et par la relance des projets miniers (uranium).

Sur le plan économique, le partenariat avec la France demeure robuste et diversifié. En 2022, l'UEMOA a représenté 34% des exportations françaises vers l'Afrique subsaharienne, avec des ventes s'élevant à 3,7 milliards d'euros (+6,8%). La Côte d'Ivoire (1,45 milliard d'euros) et le Sénégal (968 millions) sont les deux principaux clients de Paris, suivis par le Mali et le Burkina Faso (367 millions chacun). Les industries agroalimentaires, pharmaceutiques et les machines industrielles et agricoles sont les principaux postes à l'exportation. Le Nigeria, de son côté, a importé 587 millions d'euros de biens français. Le déficit structurel avec Lagos s'est nettement creusé en 2022, à 4,186 milliards d'euros, sous l'effet du renchérissement du prix des hydrocarbures. Avec l'UEMOA, la France reste en revanche nettement excédentaire, même si la valeur de ses importations a sensiblement progressé en 2022 (1,4 milliard d'euros, +8,8%). La Côte d'Ivoire contribue à elle seule aux trois quarts des importations françaises.

Digitalisation des paiements et cryptomonnaies

L'essor des solutions de paiements mobiles et des fintechs constitue l'une des tendances majeures observées depuis le début de la décennie. Le mouvement concerne l'ensemble du Continent mais est particulièrement spectaculaire en Afrique de l'Ouest, où le Nigeria et le Ghana font figure de véritables écosystèmes de l'innovation financière. Le secteur des

fintechs, qui a représenté 61% des financements adressés aux start-ups africaines, pourrait connaître une croissance annuelle de 13 à 15% au cours des trois prochaines en au Ghana et en Afrique de l'Ouest francophone, selon une étude de Mc Kinsey. De leur côté, les start-ups nigérianes ont capté près de 1,2 milliard de dollars de financements en 2022, consolidant leur premier rang continental, malgré un repli de 21% par rapport à 2021, année record marquée par d'importantes opérations.

Une autre révolution financière silencieuse se profile avec l'adoption des cryptoactifs – et en premier lieu du bitcoin –, par une frange croissante de la population. Même si le nombre de transactions en cryptomonnaies en Afrique représente moins de 3% des volumes mondiaux, le chiffre a connu une croissance exponentielle en Afrique subsaharienne, avec une augmentation de 1.200% entre juillet 2020 et juin 2021, selon une étude menée par la plateforme seychelloise KuCoin.

Des pays comme le Nigeria et le Ghana, exposés à la dépréciation de leur monnaie et à une forte inflation, démontrent un fort engouement pour les monnaies numériques décentralisées, au grand dam des autorités de régulation. Ces dernières, à l'instar de la Banque centrale nigériane avec le e-naira, tentent de promouvoir leur propre monnaie numérique. Sans résultats probants pour l'instant. La réduction des frais de transaction liés aux envois d'argent transfrontaliers constitue l'un des moteurs de l'adoption du bitcoin. Consciente du potentiel régional, la plateforme d'échange Binance (Hong Kong), leader mondial du trading de cryptomonnaies, est devenue l'un des principaux sponsors de la Coupe d'Afrique des Nations de football et a lancé une crypto-académie destinée aux Africains francophones.

Vague d'échéances politiques

Secouée, depuis 2020, par une vague de coups d'État militaires qui ont mis à l'épreuve sa cohésion (Mali, Guinée, Burkina Faso), la CEDEAO doit aussi négocier plusieurs échéances politiques délicates. Très attendue, la présidentielle nigériane a livré son verdict avec l'élection, fin février, de Bola Ahmed Tinubu, le candidat du parti au pouvoir, l'APC. Ce scrutin, qui était le plus ouvert depuis la restauration de la démocratie au début des années 2000, n'a pas permis d'opérer un renouvellement en profondeur de la vie politique, mais il devrait contribuer à redynamiser le leadership de la première puissance africaine, après la fin de règne crépusculaire du président Muhammadu Buhari. La Sierra Leone, en juin, et le Liberia, en octobre, connaîtront aussi des élections présidentielles indécises pour les deux sortants, Julius Maada Bio et George Weah, fragilisés par leurs mauvais résultats économiques.

*Le Nigeria et le Ghana,
sont de véritables écosystèmes
de l'innovation financière*

L'élection qui aura vraiment valeur de test est celle qui doit se dérouler le 25 février 2024 au Sénégal. Un scrutin à hauts risques pour la démocratie sénégalaise. La perspective d'une candidature du président Macky Sall pour un troisième mandat, et celle de l'empêchement judiciaire de ses deux principaux opposants, Khalifa Sall et Ousmane Sonko, alimentent déjà les tensions. De nombreux observateurs redoutent un passage en force et appréhendent la réaction des partisans de l'étoile montante de la politique sénégalaise, le souverainiste Ousmane Sonko, si celui-ci venait à être déclaré inéligible à l'issue des deux procès – pour diffamation et pour viol – qui l'attendent. Le cas du leader du Pastef cristallise en effet l'attention bien au-delà des frontières du Sénégal, tant il symbolise cette nouvelle génération, populiste, décomplexée, en phase avec la radicalité de la jeunesse, qui prône une remise à plat des relations avec la France.

La France veut faire profil bas

La montée du ressentiment anti-français et de son corollaire, le « french bashing », constitue une grille de lecture essentielle pour décrypter la situation politique qui prévaut aujourd'hui dans les pays du Sahel. Provoqués par une succession de sévères revers militaires, imputés à l'incurie des autorités civiles, les coups d'État malien et burkinabè ont porté au pouvoir des officiers nationalistes, assez critiques sur l'engagement de l'armée française. Ambitieux, sensibles aux avances de Moscou, les putschistes ont orchestré la rupture avec Paris pour se concilier les faveurs d'opinions publiques déboussolées. Cette fuite en avant a provoqué l'effondrement de l'architecture de sécurité mise en place depuis 2013. Le G5 Sahel est aujourd'hui en situation de mort cérébrale et la question de la pérennité de la mission de paix de l'ONU, la MINUSMA, se pose, alors que sur le terrain, les djihadistes poussent leur avantage.

La défaillance des pouvoirs locaux, à Bamako comme à Ouagadougou, n'a pas permis à la force Barkhane et à ses

alliés de venir à bout des « terroristes en sandales ». L'enlisement de l'intervention française et la vigueur de la contestation qu'elle générerait dans les opinions sahéliennes rendait le statu quo intenable. Le président Emmanuel Macron en a acté l'échec en annonçant, en février 2022, la fin de Barkhane. L'hostilité déclarée des juntes d'Assimi Goïta et d'Ibrahim Traoré, qui ont exigé et obtenu le départ de tous les soldats français et la fin de la coopération militaire, a donné à cette révision stratégique des allures de débâcle politique et renvoyé l'image d'une France devenue indésirable en Afrique... En réalité, Paris va réarticuler son dispositif autour de deux objectifs partagés avec ses alliés africains : appuyer le maillon central du front anti-djihadiste, le Niger du président Mohamed Bazoum, et contrecarrer la stratégie expansionniste du JNIM, la franchise malienne d'Al Qaïda, qui menace maintenant directement les pays côtiers du Golfe de Guinée (Bénin, Togo et Côte d'Ivoire). C'est le sens des annonces faites par Emmanuel Macron, le 28 février 2023. Les soldats français ne seront plus en première ligne, mais en appui. Les bases ne fermeront pas mais verront leurs effectifs diminuer. La priorité sera donnée à la coopération militaire et au renforcement des capacités d'anticipation et de riposte des armées de Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo et du Bénin.

Samy Ghorbal

L'océan
Atlantique,
au Ghana.



© Adobe Stock

BÉNIN

Le pari de la filière coton



- **Président** : Patrice Talon
- **Population (millions)** : 13
- **Superficie (km²)** : 112 622
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 3 649
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 5,7
- **Inflation 2022 (% est.)** : 5
- **Classement IDH, 2021** : 166

Le programme d'investissements soutient la croissance. L'extension du port de Cotonou et la création d'une zone industrielle spéciale, à Glo Djigbé, spécialisée dans l'agro-industrie et le textile, visent à accélérer l'émergence du pays.

Avec 5,7% de croissance et une hausse des prix contenue à 5%, le Bénin a signé en 2022 l'une des meilleures performances de la CEDEAO. Les perspectives pour 2023 sont bien orientées : la croissance devrait accélérer à 6,2% et l'inflation pourrait redescendre sous la cible des 2% (1,7%).

Volontiers cité en exemple pour sa gouvernance macro-économique, le pays bénéficie, depuis juillet 2022, d'une Facilité Élargie de Crédit du FMI sur 42 mois, d'une valeur de 638 millions de dollars. Le Port autonome de Cotonou, qui sert de porte d'entrée vers le Niger enclavé, a engagé un programme de modernisation de ses infrastructures, actuellement utilisées à 95% de leurs capacités. 660 millions d'euros doivent être investis d'ici 2026 pour porter ces dernières à 25 millions de tonnes, contre 12 aujourd'hui. Eiffage réalisera les travaux d'extension des quais, pour un montant de 170 millions d'euros. L'activité portuaire est stratégique : elle assure près de la moitié des recettes fiscales de l'État béninois.

La part de l'investissement dans le PIB a augmenté de manière significative entre 2016 et 2020, passant de 20 à 27%. Cette tendance est appelée à se poursuivre. 100 milliards de francs CFA (152 millions d'euros) ont été injectés dans la Société Béninoise d'Infrastructures Numériques (SBIN), née sur les cendres de Bénin

Telecoms, qui commercialise, depuis fin octobre, une offre mobile et datas sous la marque Celtiis, en partenariat avec Orange/Sonatel. Celtiis doit stimuler la concurrence dans le secteur, en bousculant le duopole MTN/Moov Africa et accélérer le déploiement de la 4G sur l'ensemble du territoire, un objectif auquel les deux opérateurs étrangers n'étaient pas parvenus.

Concurrencer les pays asiatiques

Le Bénin entend aussi valoriser sa filière coton. Avec 760.000 tonnes récoltées en 2022, le pays a consolidé son rang de premier producteur et premier exportateur africain d'or blanc. Il souhaite aussi profiter de l'engouement autour du coton écologique. 56% de la production nationale est exportée, en vrac, vers le Bangladesh. Située à 45 kilomètres de Cotonou, la zone industrielle de Glo Djigbé, développée avec Arise IIP, vise à créer une industrie textile nationale pour concurrencer les pays asiatiques. 15.000 embauches sont prévues en 2023. Selon ses promoteurs, la transformation locale du coton pourrait créer jusqu'à 6 milliards de dollars de valeur ajoutée.

Confronté depuis deux ans à une recrudescence des attaques djihadistes dans le Nord du pays, le président Patrice Talon a noué un partenariat sécuritaire avec le Rwanda de Paul Kagame. Des éléments de l'armée de Kigali doivent être déployés pour épauler les soldats béninois. La France, très active dans le domaine de la formation militaire, partage des renseignements avec Porto-Novo et doit aussi intensifier ses livraisons de matériel.

BAROMÈTRE CIAN 2022

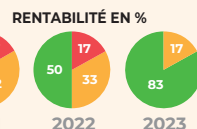
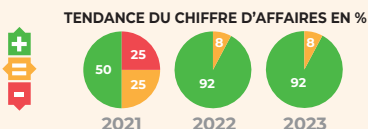
POINTS FORTS

- Sécurité des personnes
- Main d'œuvre (coût et qualité)
- Incitation à l'investissement
- Droit du travail

POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Système judiciaire
- Coût de l'énergie et des télécoms
- Impact du secteur informel

Note globale moyenne : 3 sur 5 vs 2021



CAMEROUN

*Terre
d'attractivité*

Vivez l'expérience d'un pays aux potentialités plurielles

- Une situation géographique et stratégique dans le Golfe de Guinée
- Un sous-sol riche en ressources minières
- Un secteur agro-industriel aux opportunités multiples
- Une main d'œuvre jeune et qualifiée



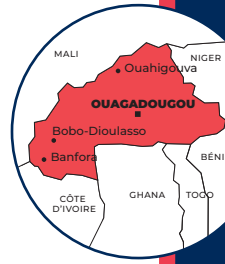
**AGENCE DE PROMOTION
DES INVESTISSEMENTS
CAMEROUN**

B.P.: 20771 Yaoundé
www.investincameroon.net

BURKINA FASO

À quitte ou double

Le pays, qui a vécu deux coups d'État en huit mois, s'enfonce dans la crise. La stratégie sécuritaire de ses nouveaux dirigeants, qui ont tiré un trait sur la coopération avec la France en la matière, interroge.



- **Président** : Ibrahim Touré
- **Premier ministre** : Apollinaire Kyélem de Tambéla
- **Population (millions)** : 13
- **Superficie (km²)** : 274 500
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 394
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 3,6
- **Inflation 2022 (% est.)** : 14,2
- **Classement IDH, 2021** : 184

Le capitaine Ibrahim Traoré, qui a évincé en septembre 2022 le lieutenant-colonel Paul-Henri Damiba, parviendra-t-il à juguler l'insurrection djihadiste ? Au lendemain d'une double attaque meurtrière, survenue à Déou (au moins 51 militaires tués le 17 février) et à Tin Akoff (19 tués, le 21 février), le président de la transition burkinabè a décrété une mobilisation générale et lancé le recrutement de 5.000 nouveaux supplétifs paramilitaires, qui seront déployés dans les parcs nationaux. Ils s'ajouteront aux 90.000 Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) déjà actifs aux côtés des quelque 12.000 soldats de l'armée régulière. Au moins 40% du territoire national est contrôlé par les combattants islamistes et le délitement de la sécurité est patent.

Alors que les derniers éléments opérationnels français de la Force Sabre ont quitté le camp de Kambois le 18 février, après la dénonciation par Ouagadougou des accords militaires avec la France, la stratégie des autorités interroge. Beaucoup d'observateurs jugent un rapprochement avec Moscou inéluctable. Une perspective qui pourrait tendre un peu plus les rapports déjà dégradés avec la CEDEAO et avec le grand voisin ivoirien.

Repli du secteur aurifère

Vigoureuse en 2021 (+6,9%), la croissance burkinabè a nettement ralenti en 2022, s'établissant à 3,6%, alors que le pays a connu un pic d'inflation à 14,2%. Une contre-

performance qui s'explique par la dégradation du contexte sécuritaire et par l'effet des sanctions commerciales de la CEDEAO.

Dominé par les compagnies australiennes et canadiennes, le secteur minier, qui représente 20% du PIB et contribue à plus de 80% des recettes d'exportations, avait bien résisté à la pandémie en 2020, avec une augmentation de la production aurifère de 25%. La propagation de l'insécurité affecte désormais l'activité des principales mines, quatre d'entre elles ayant été obligées de fermer. Les autres voient leur rentabilité chuter du fait des surcoûts logistiques, de l'augmentation des dépenses de sécurité et des primes d'assurances. La production burkinabè de métal jaune devrait reculer d'une douzaine de pour cent en 2022 et repasser sous le seuil des 60 tonnes. Les industriels pourraient être mis à contribution par les autorités pour « participer à l'effort de guerre ». Fin janvier, le capitaine Ibrahim Traoré a sommé les opérateurs miniers de verser 500 milliards de FCFA et a fait réquisitionner 500 kilogrammes d'or pour « nécessité publique ».

Le contexte impacte également la cinquantaine d'entreprises françaises implantées sur le marché local, même si cela ne se voit pas encore dans les chiffres du commerce extérieur. Les échanges bilatéraux affichent ainsi 396 millions d'euros, leur plus haut niveau depuis dix ans, grâce à une forte progression des ventes de produits agricoles. Le Burkina absorbe environ 10% des exportations françaises adressées à l'UEMOA.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

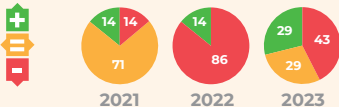
- Coût de la main d'œuvre
- Qualité du secteur bancaire
- Réseau téléphonique

POINTS FAIBLES

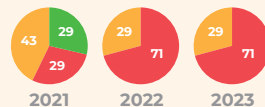
- Incitation à l'investissement
- Délai des procédures judiciaires
- Corruption
- Coût de l'énergie et du transport routier

Note globale moyenne : 2 sur 5 vs 2021

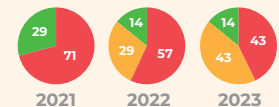
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



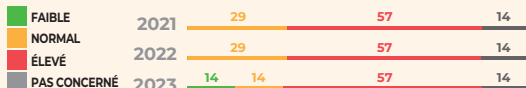
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



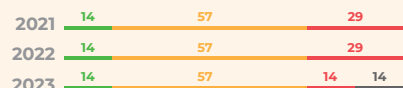
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat RÉPUBLIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES ET DE L'ARTISANAT

Le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat joue un rôle stratégique dans la réalisation des objectifs du Plan National de Développement 2022-2026 en matière de développement économique. À cet égard, il contribue à la mise en place d'une économie forte, diversifiée et résiliente, en proposant des stratégies et mettant en œuvre divers projets à travers la Direction Générale des PME et la Direction Générale de l'Artisanat, ainsi que les directions générales sous sa tutelle. Ces projets visent à stimuler l'esprit entrepreneurial et à créer des activités génératrices d'emplois et de revenus pour les congolais, en particulier les jeunes.



Jacqueline Lydia MIKOLO
Ministre des PME
et de l'Artisanat

CONTRIBUER À LA PROMOTION ET AU DÉVELOPPEMENT DES PME



L'**Agence Congolaise pour la Création des Entreprises** est le guichet unique chargé de faciliter les formalités de création, modification, et radiation des entreprises au Congo. Elle a de plus pour mission de gérer le fichier national des entreprises. Afin de mieux accompagner les entreprises, l'ACPE s'est engagée dans un processus de digitalisation et de dématérialisation de ses services. Ainsi, le portail internet « guichet unique » est appelé à jouer un rôle capital dans la facilitation de la vie des entreprises.



L'**Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises**, agence chargée de soutenir et d'accompagner les très petites, petites et moyennes entreprises au Congo met en place un incubateur de référence. Cet incubateur d'entreprises hébergera les porteurs de projets et leur apportera conseils et financement lors du lancement de leur projet d'entreprise. Dans ce contexte, l'ADPME est à la recherche de partenaires pouvant l'accompagner dans les différentes phases de développement de cet ambitieux projet. Elle organise cette année la Caravane de l'Entrepreneuriat et la Foire Nationale de l'Entrepreneuriat.



L'**Agence Nationale de l'Artisanat**, dans le cadre de ses missions principales visant à la promotion des artisans congolais organisera deux grands événements au cours de l'année 2023 :
- La première édition du **Forum International des Femmes Entrepreneuses**, du 20 au 25 juillet 2023 ;
- Le **Salon des Métier du Bois (SAMEB)** du 10 au 19 août 2023. La troisième édition du Salon des Métiers du bois, sous le thème « Artisanat congolais, jeunesse et emplois ». Ce salon est né de la volonté du gouvernement de faire de l'artisanat un outil de création d'emplois, de richesses et l'un des leviers de développement socio-économique du Congo.



La **Bourse de Sous-traitance et de Partenariat des Entreprises** (BSTPE) a pour objectifs de faciliter l'accès aux marchés pour les PME, renforcer les liens entre les entreprises pour permettre l'intégration des entreprises locales et étrangères, et améliorer la performance, la compétitivité et le dynamisme des PME afin qu'elles puissent répondre efficacement à la demande croissante de sous-traitance des grandes entreprises.



L'objectif principal du **Fonds d'Impulsion, de Garantie et d'Accompagnement** (FIGA) est de faciliter l'accès des très petites, petites et moyennes entreprises ainsi que des artisans aux services financiers. Notamment par l'impulsion, la garantie des crédits accordés par les établissements financiers et par l'accompagnement post-crédit.

Le Ministère des PME et de l'artisanat recherche des partenaires techniques et financiers pour les projets suivants:

- La **Maison de l'Entreprise au Congo (MEC)** regroupera l'ensemble des acteurs de l'écosystème de création, promotion, développement et financement des PME. Cette infrastructure permettra d'améliorer les services financiers et non financiers aux entreprises et aider les promoteurs de projets à monter et présenter des dossiers bancables;
- La **Banque d'Investissement et de Développement des PME**, structure qui va jouer un rôle déterminant pour faciliter l'accès des PME au crédit.
- Les **Villages artisanaux** de Brazzaville et de Pointe-Noire.

CAP VERT

Mieux qu'attendu

La vigoureuse reprise du tourisme a permis à l'archipel d'afficher une croissance à deux chiffres, très supérieure aux prévisions. Couplé à l'aide internationale, ce regain d'activité a amorti les effets du choc inflationniste.



- **Président** : José Maria Neves
- **Premier ministre** : Ulisses Correia e Silva
- **Population** : 573 000
- **Superficie (km²)** : 4 033
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 6 717
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 10,5
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 8,5
- **Classement IDH, 2021** : 128

La progression du PIB cap-verdien a été nettement plus élevée que prévu : alors que le FMI, cet automne, tablait sur 4% de croissance, dans un contexte marqué par un emballement préoccupant de l'inflation (8,5%), les chiffres de l'Institut national des statistiques montrent que le PIB de l'archipel a augmenté d'au moins 10,5%. La croissance est même restée au-dessus de 16% au cours des trois premiers trimestres 2022. Cette embellie s'explique par le retour massif des touristes, venus principalement du Royaume-Uni, du Portugal, d'Allemagne et de France. L'industrie touristique est la première source de devises du pays, devant les transferts de la diaspora : elle pèse 25% du PIB et 40% des emplois. Elle avait particulièrement souffert en 2020, lorsque le nombre de visiteurs étrangers avait chuté de 75%, pour s'établir à 200.000.

Le gouvernement s'attend à un atterrissage en douceur en 2023, avec une prévision de 5%. La dette publique, qui avait atteint en 2021 le niveau vertigineux de 160% du PIB, est sur une trajectoire descendante, à 128%.

Concession aéroportuaire

Inquiètes des conséquences de la guerre en Ukraine sur la facture alimentaire, les autorités de Praia avaient décrété « l'état d'urgence social et économique » en juin 2022 et appelé les institutions internationales à la rescousse. Le FMI a décidé de l'octroi d'une aide d'urgence de 60 millions de dollars, décaissable par tranches sur 42 mois. En novembre, la Banque Mondiale a débloqué une aide budgétaire de 42,5 millions de dollars. L'exécutif doit maintenir son programme de subventions en faveur du pouvoir d'achat jusqu'en juin 2023.

Pour soutenir les ambitions du secteur touristique, la gestion des sept aéroports de l'archipel a été confiée à Vinci Airports, qui modernisera les installations. La concession, d'une durée de 40 ans, débutera mi-2023.

São Vicente,
Cap Vert.



CÔTE D'IVOIRE

Vitesse de croisière

Croissance, poursuite des investissements dans les infrastructures, découvertes pétrolières, émergence d'une classe moyenne urbaine : la Côte d'Ivoire, principal partenaire commercial de la France dans la région, confirme son attractivité.



- **Président** : Alassane Ouattara
- **Premier ministre** : Patrick Achi
- **Population (millions)** : 28
- **Superficie (km²)** : 322 462
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 5 850
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 5,7
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 5,5
- **Classement IDH, 2021** : 159

Avec une croissance comprise entre 5,7% (FMI) et 6,8% (gouvernement), la Côte d'Ivoire a confirmé en 2022 son statut d'économie la plus dynamique de la CEDEAO. Le pays a connu un pic d'inflation à 5,5%, mais les perspectives 2023 sont bien orientées : l'expansion du PIB devrait atteindre 7,3% et l'inflation refluera à 4%. L'activité est tirée par les investissements et la vigueur de la demande intérieure. Une classe moyenne ivoirienne urbaine émerge, comme en témoigne le succès d'Auchan Retail. L'enseigne française de grande distribution a réussi son implantation sur le marché local en ouvrant dix magasins à Abidjan et Bouaké en 2022. Les projets du métro de surface d'Abidjan (2 milliards d'euros) et de l'extension de l'aéroport Félix Houphouët-Boigny doivent être relancés, avec l'appui du Trésor français et de Bpifrance.

Le méga-gisement d'hydrocarbures Baleine, découvert par l'Italien ENI, recèle un potentiel de 2,5 milliards de barils de pétrole et de plus de 3 milliards de pieds cubiques de gaz. Il entrera en production mi-2023 et atteindra les 150.000 barils/jour en vitesse de croisière. D'après ses promoteurs, ce projet sera le premier développement pétro-gazier à zéro émission nette de CO₂ en Afrique, grâce à des technologies innovantes.

Traçabilité des fèves

La Côte d'Ivoire reste une grande puissance agricole avec ses cultures de rente (cacao, café, anacarde, banane). Les plantations cacaoyères ivoiriennes produisent 2,2 millions de tonnes, assurent un million d'emplois et alimentent 40% de la production mondiale. Cependant, la question de la traçabilité des fèves est au cœur d'un bras de fer avec Bruxelles, qui a durci sa législation et banni les produits issus de la déforestation. Les nouvelles règles européennes doivent prendre effet mi-2024.

La fréquence des visites et des concertations bilatérales témoigne de la vitalité du partenariat entre Paris et Abidjan. La Côte d'Ivoire absorbe 36,4% des exportations françaises adressées à l'UEMOA (1,45 milliard d'euros) et est le premier client de la France dans la sous-région. Elle exporte pour un milliard d'euros vers l'Hexagone. Le stock d'investissements français représente 2,1 milliards d'euros (environ 20% du stock d'IDE en Côte d'Ivoire). Le nouveau contrat de désendettement et de développement (C2D) passé en octobre 2021 avec l'AFD prévoit 1,1 milliard d'euros d'engagements jusqu'en 2025.

Le partenariat bilatéral comprend aussi un volet défense. La base de Port-Bouët (900 soldats) sert d'appui logistique dans la lutte antiterroriste au Sahel, qui concerne également le Nord de la Côte d'Ivoire, où les djihadistes tentent des infiltrations. La France, qui a appuyé la création par Abidjan de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT), a intensifié sa coopération militaire et va aider à renforcer les capacités de son allié.

BAROMÈTRE CIAN 2022

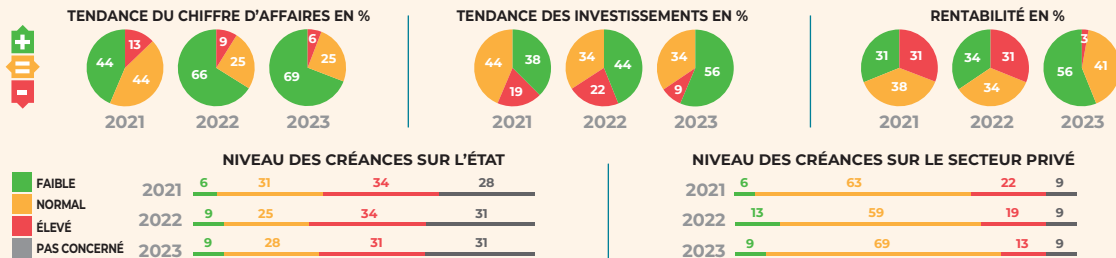
POINTS FORTS

- Coût de la main d'œuvre
- Réseau portuaire et aérien
- Réseau de télécom
- Sécurité des personnes

POINTS FAIBLES

- Douanes
- Réseau ferré
- Protection de l'environnement
- Accès et coût du crédit aux entreprises

Note globale moyenne : **2,8 sur 5** vs 2021



GAMBIE

Le fléau des faux médicaments



- **Président** : Adama Barrow
- **Premier ministre** : Isatou Touray
- **Population (millions)** : 2,63
- **Superficie (km²)** : 11 295
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 281
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 5
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 11,3
- **Classement IDH, 2021** : 174

Banjul a desserré l'étau financier grâce à l'amorce d'une dynamique de désendettement, rendue possible par la sollicitude des bailleurs arabes. Mais l'année 2022 restera celle d'un scandale sanitaire qui a coûté la vie à 69 enfants.

Le drame a fait la une de la presse internationale : 69 enfants gambiens sont morts, entre juillet et octobre 2022, après avoir ingéré des sirops antitussifs empoisonnés, importés d'Inde sans aucun contrôle. L'affaire a éclaboussé le gouvernement, qui a tardé à réagir et a d'abord incriminé une infection bactérienne, avant de reconnaître le scandale. Elle illustre la vulnérabilité des pays africains les moins avancés comme la Gambie, située au 174^{ème} rang au classement du développement humain, face au fléau des faux médicaments.

Dépendante du tourisme (20% du PIB) et de l'exportation des noix de cajou, l'économie gambienne a vu sa croissance accélérer légèrement, à 5%, dans un contexte marqué par des tensions inflationnistes. La hausse des prix a atteint 11,3% en 2022 et devrait rester à cet étiage en 2023. La nation lusophone enclavée a aussi été victime d'inondations qui ont également frappé le Sénégal voisin. En décembre, le FMI a approuvé le décaissement d'une aide d'urgence de 27,5 millions de dollars.

Les dividendes de l'OCI

Toujours considérée comme surendettée, la Gambie a cependant vu ses fondamentaux macro-économiques s'améliorer. Bénéficiant de divers allègements consentis par la communauté internationale dans le cadre de la riposte post-pandémie et de la sollicitude des bailleurs arabes (fonds koweïtiens et saoudiens), Banjul devrait ramener le niveau de sa dette à 73% du PIB en 2023, soit 12 points de moins qu'en 2020. Le président Adama Barrow tire là les dividendes de l'accueil du Sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), en novembre 2022.

La perspective d'un procès de l'ex-dictateur Yahya Jammeh (1995-2017), qui a trouvé refuge à Malabo, en Guinée Équatoriale, sera la grande affaire de 2023 et fait craindre des risques de déstabilisation. Une tentative de putsch a d'ailleurs été déjouée le 21 décembre.





La Banque Postale du Congo, banque publique congolaise, a initié ses activités en janvier 2013 avec deux missions stratégiques : contribuer à l'inclusion financière et au développement de l'économie nationale. Nous sommes aujourd'hui, avec plus de 35 agences, la banque qui couvre le mieux le pays et bénéficions d'une excellente réputation et d'une clientèle fidèle. C'est grâce à l'étendue de notre réseau et la qualité de notre service que nous avons réussi à gagner la confiance de nos 80 000 clients et démontrer que bien qu'étant une banque d'État, nous sommes un opérateur sérieux qui a tous les outils nécessaires pour répondre à leurs besoins financiers.

Pour accélérer notre croissance, nous avons décidé de renforcer notre activité dans l'affacturage où nous sommes leaders, développer l'activité liée au crédit-bail, un mode de financement alternatif qui nous permettra d'aider les PME, et souhaitons, à moyen terme, créer un pôle banque-assurance.

Notre département d'affacturage possède une équipe performante : son personnel est complètement bilingue et suit chaque année des formations qualifiantes auprès du FCI, le réseau mondial d'affacturage. Nous avons adopté une solution informatique spécifique appelée Aquarius pour la gestion des dossiers. Pour le moment nous ne faisons que de l'affacturage classique, mais très rapidement, grâce à cet outil et au soutien du réseau FCI, nous allons nous lancer dans l'affacturage inversé et l'affacturage international. Cela va nous permettre de répondre à un grand problème des entreprises travaillant à l'international et particulièrement des « majors », pour payer leurs fournisseurs à l'étranger. Nous avons de très bons résultats dans ce domaine, meilleurs que ceux obtenus au Sénégal, selon un consultant international ! Cela nous motive à continuer d'investir dans ce segment stratégique. Afreximbank, institution spécialisée dans l'import-export, vient d'ailleurs de nous ac-



corder un prêt de 10 millions d'euros pour soutenir notre croissance dans l'affacturage en Afrique centrale et au Congo. Nous sommes fiers d'avoir pu gagner la confiance des banques internationales, comme la Banque Arabe de Développement économique qui nous a octroyé récemment un financement de 10 millions d'euros et Afreximbank.

Comment la Banque Postale s'outille-t-elle afin d'être compétitive dans les activités liées au crédit-bail ?

En décembre 2021, le Chef de l'État a promulgué deux lois : la première concernait l'affacturage et nous a permis d'exercer cette activité dans un cadre légal clair ; la deuxième concernait le crédit-bail. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons développer notre activité dans ce mode de financement alternatif qui représente la parfaite opportunité de soutenir l'essor des PME-PMI locales. Grâce à l'étendue de notre réseau, nous souhaitons mobiliser l'épargne à l'intérieur du pays pour la redistribuer dans l'économie, au travers du crédit-bail et de notre activité d'affacturage. Pour ce faire, nous avons signé, en janvier 2023, un partenariat avec l'entreprise SAGES International qui va nous apporter son savoir-faire technique, former nos équipes et également nous apporter des capitaux. Nos exigences d'accès au crédit-bail vont contribuer à amener plus de PME-PMI à travailler dans le secteur formel, ce qui est important pour l'État. Le Fonds d'Impulsion, de Garantie et d'Accompagnement lancé par le Ministère des PME et de l'Artisanat, pourra, par ailleurs, nous apporter les garanties nécessaires. C'est donc un écosystème de financement des PME qui est mis en place.

COMMUNIQUÉ

Entrevue exclusive avec Calixte Tabangoli, Directeur Général de la Banque Postale du Congo, dont le mandat vient d'être reconduit pour cinq ans.

Nous souhaitons fortement développer notre utilisation des nouvelles technologies. Nous possédons une Direction des projets et de l'innovation, qui, une fois finalisée la migration au nouveau « core banking » Amplitude, accélérera le processus de digitalisation d'un certain nombre de nos opérations, aussi bien pour le guichet unique de paiements que nous opérons pour les impôts et la douane congolaise que pour les autres transactions. Nous avons également engagé un processus de certification de la banque, un sujet hautement stratégique.

Quelle est votre vision de la banque pour 2030 ?

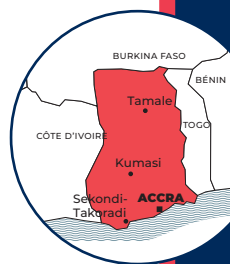
Notre banque surprend déjà aujourd'hui, mais nous surprendrons bien davantage en 2030 ! Notre ambition est d'être parmi le Top 5 des banques congolaises. A cet effet nous nous préparons à répondre de manière agile à l'évolution du marché. Nous collaborons étroitement avec le Ministère de l'Environnement afin de pouvoir répondre aux transactions qui seront générées dans le cadre des fonds liés à la préservation de l'écosystème au Congo et en Afrique Centrale : le Fonds bleu et le Fonds vert.

Notre plan stratégique 2023-2025 pose déjà des jalons pour que la Banque Postale se structure, autour des activités affacturage et crédit-bail citées auparavant, ainsi que celle de la banque d'assurance que nous initierons début 2024. Celles-ci opéreront sous le chapeau du « Groupe » Banque Postale, qui gèrera les activités traditionnelles.

Au cours de nos dix premières années d'existence, nous avons pu démontrer notre sérieux et gagner la confiance de nos clients et partenaires. Au cours des prochaines années, nous sommes confiants que la nouvelle dynamique de la banque lui permettra d'atteindre une nouvelle dimension, avec l'appui de ses partenaires techniques, stratégiques et financiers.

GHANA

L'effet boule de neige de la dette



- **Président** : Nana Akufo-Addo
- **Vice-président** : Mahamudu Bawumia
- **Population (millions)** : 33,1
- **Superficie (km²)** : 238 537
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 5 971
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 3,6
- **Inflation 2022 (% est.)** : 27,2
- **Classement IDH, 2021** : 133

En défaut partiel sur sa dette, confronté à un emballement de l'inflation et à la dépréciation de sa monnaie, le Ghana vit des moments difficiles. La mobilisation de ses partenaires et du FMI laisse entrevoir une possible sortie du tunnel.

Exclu de facto du marché international des capitaux depuis plusieurs mois, en raison de la dégradation de sa note souveraine, Accra a annoncé le 19 décembre 2022 la « suspension provisoire » du paiement de sa dette externe. Un défaut partiel qui sanctionne la trajectoire insoutenable de la dette ghanéenne. L'encours, qui a quadruplé depuis 2007, représentait 90% du PIB, et son remboursement mobilisait jusqu'à 70% des recettes de l'État. Les autorités ont demandé une restructuration de leur dette extérieure dans le cadre du mécanisme du G20. La Chine, dont les prêts bilatéraux (1,9 milliard de dollars) représentaient 5% de la dette totale du pays, a accepté fin février d'ouvrir des négociations. Un accord avec Pékin permettrait le décaissement des 3 milliards de dollars du programme de sauvetage du FMI, approuvé en décembre.

Naguère cité en exemple pour son émergence et le dynamisme de son économie, le Ghana a été classiquement victime de « l'effet boule de neige » : une accélération inexorable du poids de l'endettement provoqué par les déficits publics cumulés (15,2% en 2020, au plus fort de la crise Covid) et une violente hausse des taux d'intérêts. Le gouvernement du président Nana Akufo-Addo, qui avait déjà sévèrement restreint ses dépenses au cours de l'année écoulée, va faire face à des choix cornéliens, en adoptant des mesures supplémentaires d'austérité, au risque d'une explosion sociale.

Balance commerciale excédentaire

La situation des finances publiques a pesé sur la croissance, nettement inférieure aux prévisions (3,6% contre 5,8 attendus). Elle devrait décélérer encore en 2023, à 2,8%. L'inflation a atteint 50% en glissement annuel en décembre, alors que le cedi, la monnaie nationale, ne cesse de plonger. Il s'échangeait à 86 FCFA en mars 2023, contre 48 FCFA un an auparavant.

La vigueur du tissu entrepreneurial, de l'agriculture – le pays est le deuxième producteur mondial de cacao – et des industries minières et pétrolière ont cependant permis à l'économie ghanéenne d'amortir le choc. La balance commerciale a affiché un excédent de 2,7 milliards de dollars en 2022, grâce aux exportations de pétrole (5,42 milliards de dollars, en progression de 1,4 milliard), et à l'or (6,6 milliards de dollars).

Le métal jaune, dont le Ghana est redevenu premier producteur africain avec 117 tonnes extraites, représente 38% des recettes d'exportations. Le projet de mine de lithium d'Ewoyaa, porté par les Australiens d'Atlantic Lithium, devrait entrer en exploitation en 2024. Le fonds souverain minier ghanéen y sera associé. Prévue sur 12 ans, sa production pourrait générer plus de 4 milliards de dollars de recettes.

Les échanges commerciaux avec la France ont légèrement progressé, à 542 millions d'euros, alors que le stock d'investissements directs tricolores est estimé à 1,7 milliard d'euros.

BAROMÈTRE CIAN 2022

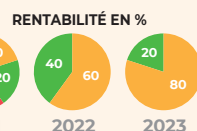
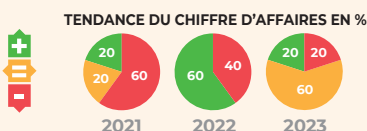
POINTS FORTS

- Réseau portuaire et aérien local
- Sécurité des personnes
- Main d'œuvre (coût et qualité)
- Télécoms

POINTS FAIBLES

- Réseau Ferré
- Fraude Douanière
- Coût de l'énergie
- Accès et coût du crédit aux entreprises

Note globale moyenne : 2,9 sur 5 + vs 2021



Sanola Group Holding vise à devenir l'entreprise indépendante de promotion d'investissement et pétrolière la plus innovante et respectée en Afrique subsaharienne.

Entreprise créée en 2019, Sanola Group Holding agit en tant qu'interface entre les entreprises étrangères souhaitant investir en Guinée et en Afrique de l'Ouest, et les autorités et institutions publiques et privées. Nous mobilisons des partenaires techniques et financiers pour concevoir des programmes et des **projets de développement durable et local dans les secteurs des hydrocarbures, de l'énergie, des mines et de la finance.**



SANOLA GROUP HOLDING
Rue DI-024 Camayenne Corniche/Dixinn
BP 2984 Conakry - République de Guinée
Tél. : +224 620 02 68 38
sanolagroup.holding@outlook.fr



MISSION DE PROMOTION DES MATERIAUX LOCAUX (MIPROMALO)



Cameroun: Terre d'opportunités dans le secteur des matériaux locaux de construction.

Le Cameroun, selon les dernières études sur son potentiel minier est l'un des pays d'Afrique les plus riches en ressources minérales diversifiées, notamment les calcaires, les granites, les quartzites, les argiles, les marbres, les pouzzolanes, le sable pour verrerie, les feldspaths et néphélines.

La Mission de Promotion des Matériaux Locaux (MIPROMALO), établissement public est chargé de l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du Gouvernement du Cameroun en matière de promotion et de valorisation de l'emploi des matériaux locaux et matériaux innovants de construction. Selon ONU-Habitat, la tendance à l'urbanisme s'accroît en Afrique Subsaharienne et au Cameroun en particulier. Elle atteindrait plus de 75 % d'ici 2050. Il n'est plus à démontrer qu'en Afrique le besoin en infrastructures est l'un des plus importants au monde avec pour corolaire une forte demande en matériaux locaux de construction. Les besoins du Cameroun en matériaux de construction sont estimés à plus de 1000 milliards de FCFA/an.

Face à ce défi, le Cameroun s'est engagé à la mise en place d'un tissu industriel de production des matériaux locaux pour le développement des infrastructures au travers de la MIPROMALO. C'est dans cette perspective que la MIPROMALO demeure ouverte aux partenariats et/ou conventions avec des investisseurs et organismes internationaux afin de promouvoir et de valoriser davantage les matériaux locaux.

La MIPROMALO a pour objectif, d'ici 2024, la création des unités industrielles suivantes :

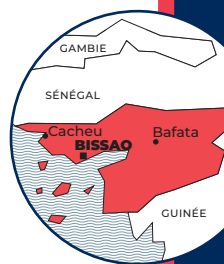
- Valorisation des argiles à travers la mise en place d'une usine de production industrielle des briques cuites et des carreaux à Douala. Coût du projet : 13 139 436 euros.
- Valorisation du marbre par le biais de la mise en place d'une usine de production industrielle des revêtements marbriers au Nord Cameroun. Coût du projet : 7 700 074 euros.
- Exploitation des sables et autres minéraux pour la mise en place d'une usine de production industrielle du verre plat dans la région du Littoral. Coût du projet : 101 656 150 euros et d'une usine de production industrielle des micro-bétons à Yaoundé et Douala. Coût du projet : 260 3611 euros.
- Valorisation des calcaires, des argiles et des pouzzolanes en vue de la mise en place de cimenteries communautaires bas carbone dans les différentes régions du Cameroun. Coût du projet : 3 413 825 euros.

Dotée d'experts qualifiés ainsi que des données, la MIPROMALO offre l'opportunité de partenariats publics privés aux investisseurs intéressés par l'exploitation des minéraux de développement dans une perspective industrielle à forte valeur ajoutée.

GUINÉE-BISSAU

Coup d'arrêt

Malgré une campagne agricole excellente, les exportations de noix de cajou ont pâti de la faiblesse de la demande et de la baisse des cours. Fragilisé, le pays table sur un rebond en 2023 et bénéficie du soutien des institutions internationales.



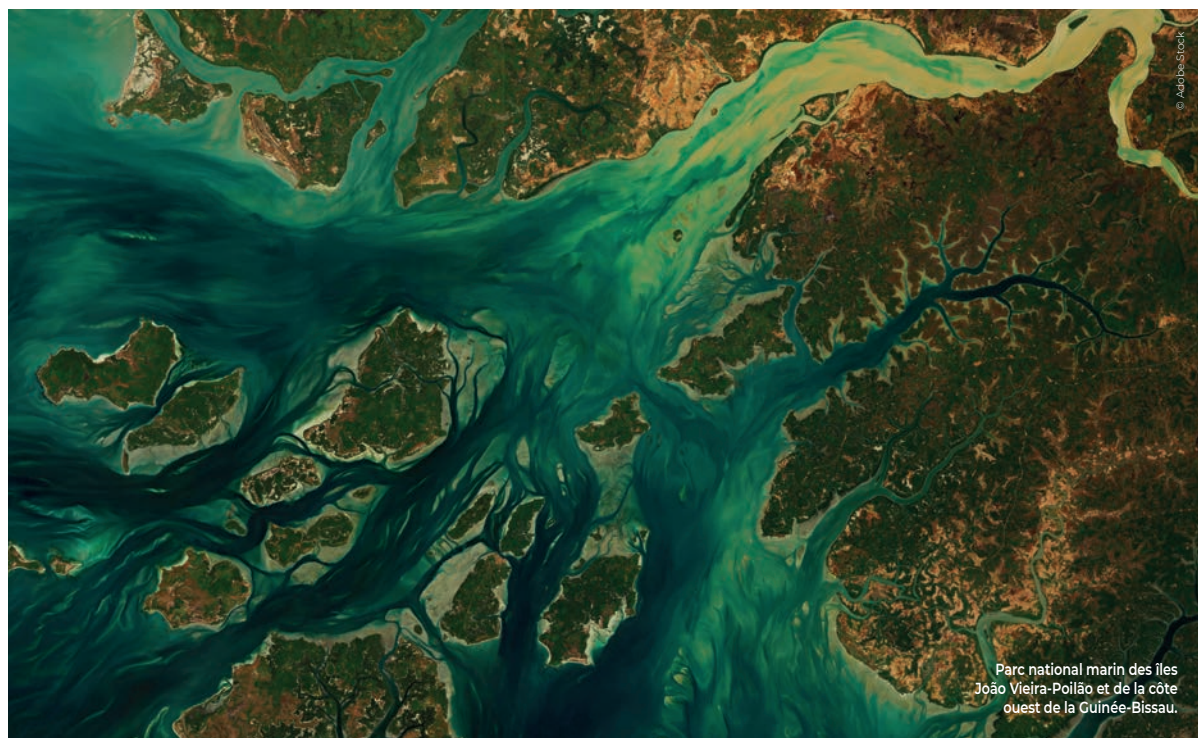
- **Président** : Umaro Sissoco Embaló
- **Premier ministre** : Nuno Gomes Na Biam
- **Population (millions)** : 2,1
- **Superficie (km²)** : 36 125
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 071
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 3,8
- **Inflation 2022 (% est.)** : 5,5
- **Classement IDH, 2021** : 177

Pénalisée par la faiblesse de la demande internationale pour sa principale ressource à l'exportation, la noix de cajou, dont elle est le premier producteur mondial, la Guinée-Bissau a vu sa croissance plafonner à 3,8% en 2022. Une situation paradoxale et décevante : les résultats de la campagne agricole avaient été excellents, mais les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et la mévente au Vietnam et en Inde, ses deux premiers marchés, n'ont pas permis au pays d'en retirer les bénéfices escomptés. Les perspectives s'annoncent cependant meilleures pour 2023. Les cours devraient se reprendre et l'inflation ralentir à 4%. Le gouvernement table sur un rebond de croissance, à 4,5%. La situation d'ensemble du pays, l'un des plus fragiles de la planète, reste dégradée. 117.000 personnes souffriraient d'insécurité alimentaire sévère, selon le PAM, qui a appelé à la mobilisation des donateurs.

Ligne dure

Les autorités bénéficient de l'appui des institutions internationales. En janvier 2023, le FMI a donné son accord pour un programme de 38 millions de dollars, sur 36 mois, pour assurer la viabilité de la dette et soutenir une croissance inclusive. La Banque Mondiale va allouer 50 millions de dollars au renforcement du secteur public et à la mise en œuvre d'un projet de gestion du littoral.

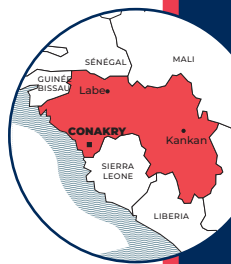
Sur le plan extérieur, le président Umaro Sissoco Embaló continue à faire preuve d'un activisme soutenu. Président en exercice de la CEDEAO, il s'est impliqué dans la gestion des crises malienne, guinéenne et burkinabè, plaidant pour une ligne dure de son organisation. Les trois pays demeureront suspendus des instances régionales et leurs dirigeants interdits de voyage tant qu'un calendrier réaliste pour le retour à l'ordre constitutionnel n'aura pas été avalisé. Sur le plan intérieur, des législatives sont prévues le 4 juin prochain.



Parc national marin des îles João Vieira-Poilão et de la côte ouest de la Guinée-Bissau.

GUINÉE

La montagne de fer bientôt exploitée ?



- **Président** : Mamadi Doumbouya
- **Premier ministre** : Bernard Gomou
- **Population (millions)** : 14,1
- **Superficie (km²)** : 245 857
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 900
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 4,6
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 12,7
- **Classement IDH, 2021** : 182

L'arrivée d'un nouveau partenaire chinois, le sidérurgiste Baowu Steel, devrait relancer le gigantesque projet minier de Simandou. Le calendrier de la transition demeure incertain alors que les tensions politiques grandissent.

Visé, comme ses homologues malien et burkinabè, par les sanctions de la CEDEAO, le colonel Mamadou Doumbouya, qui s'était emparé du pouvoir en octobre 2021, a choisi de faire profil bas. Après avoir annoncé une transition pouvant durer jusqu'à 52 mois, les dirigeants de la junte guinéenne ont fait machine arrière et promettent qu'un scrutin présidentiel aura lieu avant le 31 décembre 2024. Le président de la transition a répété qu'il ne serait pas candidat mais ses détracteurs doutent de ses intentions réelles. Le dialogue politique avec l'opposition, coalisée au sein des FVG (Forces Vives de Guinée) est extrêmement heurté. Conakry a été le théâtre de plusieurs manifestations violemment réprimées. Avec la date des élections, les contours de la nouvelle constitution et les conditions d'éligibilité sont au cœur du bras de fer qui oppose la junte aux deux anciens Premiers ministres Cellou Dalein Diallo (UFDG) et Sydia Touré (UFR).

L'économie guinéenne est restée assez dynamique en 2022, enregistrant une croissance de 4,6%. Une légère accélération à 5% est attendue pour 2023, alors que l'inflation devrait se maintenir à 12% : un plateau haut, qu'elle n'a pas quitté depuis 2021. Les richesses du sous-sol et la bonne tenue des cours des matières premières expliquent la résilience macro-économique. Mais le manque d'infrastructures, la faiblesse du développement

humain, la pauvreté et la complexité de l'environnement des affaires demeurent de sérieux handicaps pour le pays.

Coup de semonce

L'or et surtout la bauxite représentent encore 90% des exportations du pays. La Guinée recèle le tiers des réserves mondiales de bauxite. Ses gisements assurent 20% de la production mondiale d'aluminium et 55% de l'approvisionnement chinois. La région de la Guinée forestière abrite la plus importante ressource mondiale inexploitée de minerai de fer de haute qualité, à Simandou. Divisé en quatre blocs, le gisement a été attribué aux Australiens de Rio Tinto et au consortium sino-singapouro-franco-guinéen Winning Consortium Simandou (WCS). Irrité par la lenteur de la mise en œuvre de l'accord qui prévoyait la mutualisation des coûts de la construction d'une ligne ferroviaire de 660 kilomètres, pour évacuer le minerai, le gouvernement guinéen a suspendu les activités des deux groupes en juillet 2022. Celles-ci ont redémarré en mars 2023, avec l'arrivée de China Baowu Steel, le numéro un mondial de l'acier, qui va intégrer le capital de WCS et pourrait faciliter le financement du projet, estimé entre 15 et 20 milliards de dollars. L'entrée en production est toujours théoriquement prévue pour 2025.

Les échanges commerciaux avec la France sont restés stables, à 193 millions d'euros, avec un solde excédentaire de 149 millions. Le stock d'IDE français est estimé à 145 millions d'euros.

BAROMÈTRE CIAN 2022

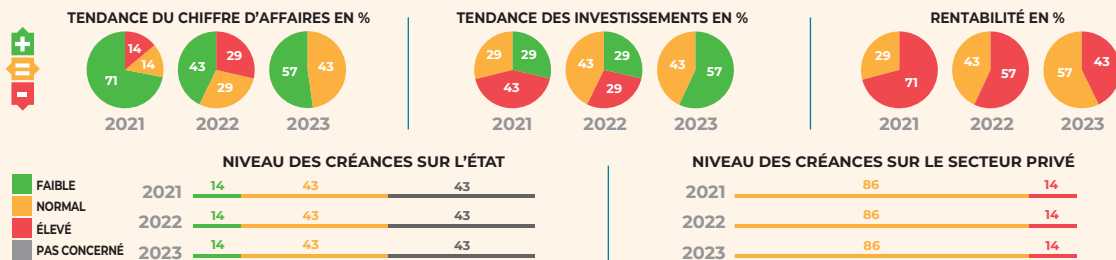
POINTS FORTS

- Coût de la main d'œuvre
- Taux d'absentéisme
- Procédures de dédouanement
- Réseau portuaire et téléphonique

POINTS FAIBLES

- Réseau routier et ferré
- Eau et assainissement
- Système de formation et de santé
- Système judiciaire

Note globale moyenne : 2,9 sur 5 + vs 2021



LIBERIA

Bilan en demi-teinte

Critiqué pour un style de gouvernance confus et un manque de résultats sur le front de la lutte contre la pauvreté, George Weah espère profiter de la fragmentation de l'opposition pour se faire réélire en octobre.

George Weah réalisera-t-il la passe de deux ? Le chef de l'État libérien a officialisé, début janvier, sa candidature à l'élection présidentielle d'octobre 2023. Élu sur un programme de lutte contre la pauvreté, l'ancienne icône du football africain devra défendre un bilan sans éclat. Sa gouvernance n'a pas changé grand-chose à la condition des plus démunis et le Liberia a même été rétrogradé dans les profondeurs du classement du développement humain, à la 178^{ème} place. En décembre 2022, ses compatriotes ont fait des gorges chaudes sur son très long séjour à l'étranger, dont une dizaine de jours au Qatar, pendant la Coupe du Monde, pour encourager son fils, qui portait le maillot américain... Weah a aussi été épinglé pour des intimidations envers les journalistes et une responsabilité indirecte dans une affaire d'exploitation illégale de bois tropical. Pour sa défense, l'ancien attaquant invoquera un premier mandat perturbé par la pandémie. La fragmentation de l'opposition pourrait l'avantager.



- **Président :** George Weah
- **Premier ministre :** Jewel Howard Taylor
- **Population (millions) :** 5,4
- **Superficie (km²) :** 111 370
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 1 563
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.) :** 3,7
- **Inflation 2022 (% , est.) :** 6,9
- **Classement IDH, 2021 :** 178

Dynamisme minier

L'économie, qui reste tributaire des envois de fonds de la diaspora (25% du PIB), est marquée par le dynamisme du secteur minier. En nette progression, les exportations d'or ont représenté 130 millions de dollars au 3^{ème} trimestre 2022, surclassant celles de minerai de fer (65 millions) et de caoutchouc (35 millions). La Suisse, patrie d'origine de géants du trading de matières premières comme Glencore, absorbe près de la moitié des exportations libériennes, devant les États-Unis (10%).

Les échanges avec la France ont atteint 163 millions d'euros, avec un solde excédentaire de 151 millions en faveur de Monrovia, grâce aux ventes de fer. Le stock d'IDE français est estimé à une centaine de millions d'euros.

africanews.

Fiers de faire entendre votre voix

et d'être le seul media
d'information panafricain
multilingue, indépendant
et impartial.



MALI

Seul contre tous

La production aurifère et la bonne campagne cotonnière ont permis à l'économie malienne de résister. Diplomatiquement, le régime putschiste fait face à un isolement croissant, alors que la perspective d'élections demeure très incertaine.



- **Président** : Assimi Goïta
- **Premier ministre** : Choguel Kokalla Maïga
- **Population (millions)** : 21,8
- **Superficie (km²)** : 1 241 231
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 329
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 2,5
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 8
- **Classement IDH, 2021** : 186

L'économie malienne a affiché une croissance de 2,5% en 2022, l'une des plus faibles de la région. Ce chiffre témoigne cependant d'une résilience surprenante, compte tenu d'un contexte politique et diplomatique très dégradé et de l'ampleur de la crise sécuritaire. Le pays, qui a connu une accélération de l'inflation (8%), a été fortement pénalisé par les sanctions financières et commerciales de la CEDEAO, levées à la fin du premier semestre 2022. L'État malien, qui ne bénéficie plus de programme du FMI (celui-ci ayant expiré), est néanmoins parvenu à honorer ses obligations de remboursement et a poursuivi la consolidation budgétaire, avec des niveaux de dette et de déficit inférieurs à la moyenne régionale.

Même si la situation reste fragile et si nombre de partenaires économiques étrangers ont réduit leurs activités ou différé leurs projets, les perspectives pour 2023 sont bien orientées : la croissance du PIB pourrait atteindre 5,3%. Avec 800.000 tonnes récoltées, le pays est redevenu le premier producteur africain de coton. La production industrielle d'or a augmenté de 4%, à 66,2 tonnes, une performance qui doit beaucoup aux groupes canadiens Barrick et B2Gold. La France demeure un partenaire économique important, avec des échanges commerciaux stables, à 384 millions d'euros. Le solde est largement en faveur de Paris (+367 millions d'euros). Environ 120 filiales de sociétés à capitaux français opèrent toujours sur le marché malien.

Axe Bamako-Ouagadougou

Politiquement, en revanche, l'impasse semble totale. Le calendrier de la transition, qui prévoyait un référendum constitutionnel en mars 2023 et des élections générales en février 2024, paraît compromis, car techniquement impossible. Les rapports entre Bamako et les pays de la CEDEAO, qui ont adopté une ligne dure à l'encontre des militaires putschistes, ne devraient pas connaître d'amélioration à brève échéance. Et le régime du colonel Assimi Goïta pourrait bientôt se retrouver en délicatesse avec un autre de ses voisins, l'Algérie, qui a parrainé les accords de paix de 2015 avec les rebelles touaregs de la Coordination des Mouvements de l'Azawad. Les autorités maliennes ont en effet dénoncé la passivité des médiateurs internationaux face aux « violations répétées » de cet accord par les ex-rebelles. Une reprise des hostilités dans le Nord n'est plus à exclure, alors que l'aide militaire apportée par les miliciens russes de Wagner n'a pas permis de faire refluer durablement les groupes djihadistes, qui multiplient les coups de main.

Isolé diplomatiquement, Bamako a amorcé un net rapprochement avec Ouagadougou, dans ce qui pourrait s'apparenter à un front souverainiste et anti-occidental gravitant dans l'orbite de Moscou. Reste à voir si cette stratégie, qui ressemble à une fuite en avant, pourrait s'avérer payante auprès de l'opinion locale.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Réseau Télécoms
- Réseau aérien local
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

- Corruption
- Incitation à l'investissement
- Impact du secteur informel
- Système de formation

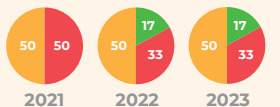
Note globale moyenne : **2,2 sur 5** vs 2021



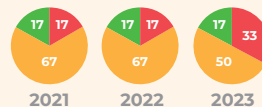
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



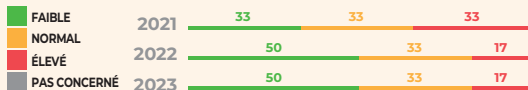
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



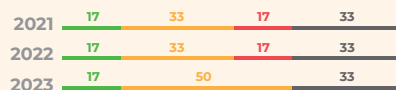
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT

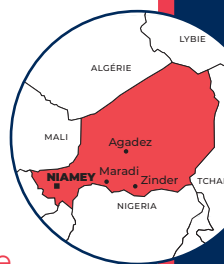


NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



NIGER

Regain d'attractivité pour le secteur minier



- **Président** : Mohamed Bazoum
- **Premier ministre** : Ouhoumoudou Mahamadou
- **Population (millions)** : 26,9
- **Superficie (km²)** : 1 267 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 1 303
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 6,7
- **Inflation 2022 (% est.)** : 4,5
- **Classement IDH, 2021** : 189

En plein renouveau, la filière uranium attire désormais les convoitises d'investisseurs qui avaient tourné le dos à Niamey en raison de la chute des cours mondiaux. Le gouvernement table sur une croissance à deux chiffres dès 2024.

Devenu le principal point d'appui de la présence militaire française au Sahel, le Niger est plus que jamais le dernier rempart face à la poussée djihadiste. Assumant sans complexes l'alliance avec la France et les pays occidentaux, le président Mohamed Bazoum veille toutefois à développer les capacités défensives de son armée, l'une des plus résilientes de la région. Le pays consacre 20% de son budget à l'effort de défense, et Niamey a passé commande de drones Bayraktar TB2 à la Turquie. Les premiers appareils ont été réceptionnés en juin 2022 et déployés pour sécuriser la frontière avec le Mali. Tenant d'une ligne dure face aux putschistes, le chef de l'État nigérien a réussi à faire prévaloir ses vues auprès de la CEDEAO, qui a maintenu les sanctions contre Bamako et Ouagadougou.

En dépit de fragilités persistantes (péril djihadiste, démographie galopante, pauvreté et vulnérabilité au changement climatique), l'économie nigérienne est demeurée l'une des plus dynamiques d'Afrique, avec 6,7% de croissance en 2022. L'activité, tirée par l'agriculture, les investissements et les hydrocarbures, devrait encore progresser à 7,3% en 2023. La production pétrolière a augmenté de 86% l'an passé et atteindra 110.000 barils/jour en 2023. L'évacuation du brut sera facilitée par la mise en service de l'oléoduc de 2.000 kilomètres reliant le champ

d'Agadem au port béninois de Cotonou, attendue en octobre prochain.

Orano sur la sellette ?

La perspective d'une croissance à deux chiffres dès 2024, annoncée dans le plan stratégique du gouvernement, est rendue crédible par le regain d'attractivité de la filière uranium, dont le Niger est le septième exportateur mondial. Après la catastrophe de Fukushima, le secteur avait gravement souffert de l'effondrement des cours du minerai radioactif. Mais les prix sont remontés de 50% depuis août 2021. Développée par le Canadien GoviEx, détenteur d'un permis d'exploitation depuis 2015, la mine de Madaouela devrait être opérationnelle en 2025. Elle produira 2,67 millions de livres pendant 19 ans. L'avenir du méga-gisement d'Imouraren, attribué en 2009 à Orano (ex-Areva), demeure en suspens : les réserves estimées sont de 240.000 tonnes (à faible teneur) sur 20.000 hectares, mais l'ampleur des investissements fait hésiter le groupe français. Pressées de faire aboutir ce projet, les autorités nigériennes ont engagé des négociations tendues avec leur partenaire historique et menacent de déclarer le permis caduc.

Toujours à l'avantage de Niamey, du fait des exportations minières, les échanges commerciaux avec la France ont légèrement reculé en 2022, à 259 millions d'euros, contre 277 l'année précédente.

BAROMÈTRE CIAN 2022

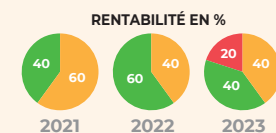
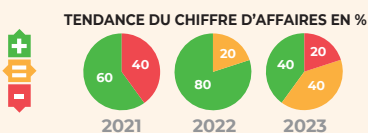
POINTS FORTS

- Réseau internet
- Qualité du secteur bancaire
- Coût main d'œuvre et droit du travail
- Coût du Fuel et de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

- Système de formation
- Eau et assainissement
- Impact du secteur informel
- Système judiciaire

Note globale moyenne : 2,6 sur 5 + vs 2021





PRENEZ **RENDEZ-VOUS** AVEC L'**AFRIQUE**
ET LE **MONDE AU NIGER**

UN **GUICHET UNIQUE** POUR
L'ORGANISATION DE VOS **ÉVÈNEMENTS**
INTERNATIONAUX AU NIGER

DES **INFRASTRUCTURES** AU STANDARD
INTERNATIONAL POUR UN **SÉJOUR D'AFFAIRES** AGRÉABLE

République du Niger

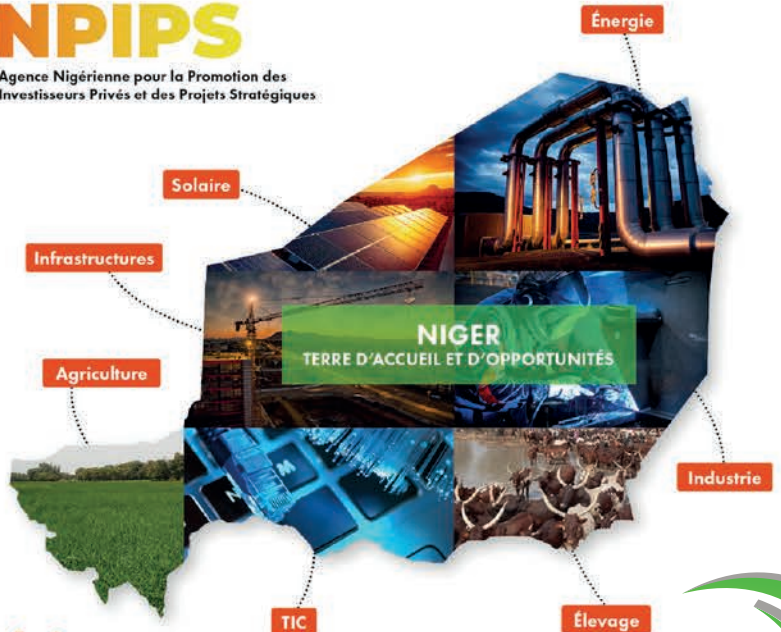


Fraternité - Travail - Progrès
Présidence de la République



Agence Nigérienne pour la Promotion des
Investisseurs Privés et des Projets Stratégiques

L'ANPIPS offre aux investisseurs
les **meilleures facilités** et l'**expertise**
nécessaire dans le processus de prise
de décision d'investissement au **Niger**.



L'ANPIPS, un partenaire stratégique
pour vos investissements au Niger

www.anpips.ne   

NIGERIA

Les défis de Bola Tinubu



- **Président** : Bola Ahmed Tinubu
- **Vice-président** : Kashim Shettina
- **Population (millions)** : 221
- **Superficie (km²)** : 923 768
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 5 408
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 3,2
- **Inflation 2022 (% est.)** : 18,9
- **Classement IDH, 2021** : 163

Déclin accéléré de la production pétrolière, inflation, crise sociale et financière : les chantiers s'annoncent ardu pour le nouveau président, élu sur un score étriqué. Chancelante, la première économie d'Afrique est en proie au doute.

Jusqu'au bout, l'outsider Peter Obi, 61 ans, a rêvé de créer la surprise et de mettre un terme à l'hégémonie de l'APC et du PDP, les deux formations historiques de la politique nigériane. Coqueluche de la jeunesse et vainqueur sur le fil à Lagos, il lui aura manqué les voix du Nord musulman, qui se sont reportées sur le multimillionnaire Bola Tinubu, 70 ans, qui défendait les couleurs de l'APC, le parti du président sortant Muhammadu Buhari. Contestée par ses adversaires, l'élection début mars de Tinubu, un politicien madré, surnommé « le parrain », représente un tour de force tant le second mandat de Buhari aura été crépusculaire. Le président sortant a laissé une économie en lambeaux, gangrénée par la corruption, minée par le chômage (33%), ébranlée dans ses assises financières et rongée par l'inflation, qui a atteint 18,9% en 2022 et devrait rester à un niveau très élevé en 2023 (17,3%).

Le Nigeria, qui a produit jusqu'à 2,4 millions de barils de pétrole par jour au début des années 2000, a vu sa production s'effondrer à moins d'un million de barils, à la troisième place africaine. La faute à une législation inadaptée, qui a dissuadé les investisseurs étrangers, aux violences, récurrentes dans la région du Delta et aux vols de pétrole. Près de 400.000 barils seraient détournés quotidiennement et le pays est confronté à des pénuries d'essence.

Fuite des capitaux

La situation financière, jugée alarmante par Moody's qui a dégradé la note souveraine nigériane à « Caa1 avec risque élevé de défaut », sera le premier défi du nouveau président. La hausse des taux d'intérêts américains a sévèrement pénalisé le géant africain et provoqué une fuite massive des capitaux étrangers. Le pays n'a attiré que 4,9 milliards de dollars entre janvier et novembre, soit quatre fois moins qu'en 2019.

Depuis sa création, en 1973, le naira a vu sa valeur divisée par 700 face à la devise américaine. Exacerbé par l'inflation, le phénomène a engendré une perte de confiance dans la monnaie, amenant de plus en plus de Nigériens à se tourner vers des cryptoactifs comme le bitcoin... au grand dam des autorités, qui militent pour une interdiction pure et simple des monnaies numériques décentralisées. La pénurie de billets provoquée par le remplacement précipité des anciens naira, commencé début 2023, a ajouté à la confusion, poussant les commerçants à accepter des paiements en francs CFA. Le remplacement du gouverneur de la Banque Centrale Godwin Emefiele, devrait être une des premières décisions de Bola Tinubu.

Le Nigeria demeure le premier partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne. Les échanges bilatéraux ont atteint 5,36 milliards d'euros en 2022. Les exportations françaises restent stables, à 587 millions d'euros, un niveau quasi-inchangé depuis 2018. Le déficit a presque doublé, à 4,186 milliards, sous l'effet du renchérissement des importations d'hydrocarbures.

BAROMÈTRE CIAN 2022

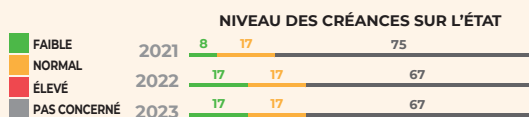
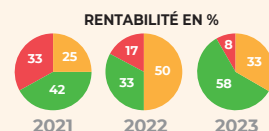
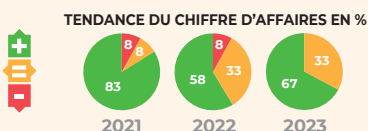
POINTS FORTS

- Télécoms
- Réseau aérien local
- Qualité du secteur bancaire
- Taux d'absentéisme

POINTS FAIBLES

- Incitation à l'investissement
- Système de formation
- Coût du fuel et du transport routier
- Infrastructures (routes, fer, eau, élec.)

Note globale moyenne : 2 sur 5 vs 2021





Sénégal, destination privilégiée d'investissement ...

Investir au Sénégal, c'est pousser les portes de l'Afrique par la pointe la plus occidentale du continent en accédant aux marchés africains et plus loin, aux marchés européens, américains et asiatiques.

Investir au Sénégal, c'est découvrir une terre d'opportunités car chaque région recèle de richesses, d'hommes et de femmes qualifiés qui facilitent l'investissement dans les niches croissantes de l'économie mondiale : agriculture, exploitation minière, gazière et pétrolière, industrie, économie numérique, tourisme, transport, pêche, aquaculture...

Investir au Sénégal, c'est rencontrer un peuple accueillant qui garantit la liberté d'affaires et la qualité de vie. L'environnement des affaires y est favorable et en constante amélioration. De nombreuses réformes et innovations sont actuellement en cours, à l'instar de la révision du Code des Investissements.

Cette volonté déclinée par le Président de la République S.E.M Macky Sall de rendre le Sénégal plus compétitif sur le plan International, repose sur la mise en place de hubs industriels et logistiques afin d'offrir un ensemble d'infrastructures et de services de qualité aux investisseurs qui choisissent le Sénégal. En effet, dans sa politique incitative de promotion de l'Investissement, le Sénégal a pris l'option stratégique de créer et de développer les Zones Économiques Spéciales (ZES) pour favoriser l'attraction des investissements et la génération massive d'emplois par la création de valeur ajoutée.

La ZES de Diass, développée par APIX-S.A, Administrateur de par la loi de toutes les ZES au Sénégal, est contiguë à l'Aéroport AIBD. Elle vous offre un espace d'investissement de classe mondiale sur plus de 718 Hectares pour installer

vos projets d'investissements notamment dans le domaine de la manufacture, de l'Industrie pharmaceutique, de l'écosystème de la construction, du tourisme, des services et de l'agro-alimentaire.

APIX-S.A. en partenariat avec le Conseil National du Patronat (CNP) envisage d'établir le Dakar Financial & Service City dans l'espace de la ZES pour renforcer les capacités de service. Les récentes découvertes de gaz et de pétrole font que le Sénégal est sur le point de devenir un important pays producteur d'hydrocarbures. Les exploitations qui en résultent devraient offrir au pays des opportunités, dans la gestion des revenus tirés. De plus, des politiques telles que le plan de conversion de gaz en électricité « gaz to power » pourraient fournir au pays une énergie moins coûteuse, plus propre et plus accessible.

APIX-S.A. participe ainsi à la mise en oeuvre des stratégies d'impulsion de l'investissement privé et la conduite pour le compte de l'État du Sénégal, des infrastructures structurantes qui sont confiées à son portefeuille d'exécution des Grands Travaux.

Le Train Express Régional à titre d'exemple, est aujourd'hui le plus emblématique des projets du Plan Sénégal Émergent (PSE). En effet, le Président de la République, S.E.M Macky Sall a, de par sa vision, doté le Sénégal d'un système ferroviaire robuste, innovant, fiable et confortable.

Depuis le démarrage de l'exploitation commerciale, il y a un an, des millions de personnes ont voyagé à bord du TER avec un niveau de régularité à hauteur de 98%. L'engagement au quotidien du gouvernement sous l'impulsion de S.E.M Macky Sall est de créer les meilleures conditions d'affaires pour les entreprises et de les accompagner dans la réalisation de tous leurs projets.

Pour promouvoir toutes ces opportunités et les marqueurs de l'Emergence, le Sénégal vous invite à participer sous l'égide de l'APIX, au Forum « **Invest In Sénégal** » les **6, 7 et 8 Juillet** dans la nouvelle ville de **Diamniadio** au **Centre International de Conférence Abdou Diouf (CICAD)**.

**Le TER vous invite ainsi à vous laisser transporter ...
vers le Forum « Invest In Sénégal »**



www.investinsenegal.com



SÉNÉGAL

De l'électricité dans l'air



- **Président** : Macky Sall
- **Premier ministre** : Amadou Ba
- **Population (millions)** : 18,1
- **Superficie (km²)** : 196 722
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 3 840
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 4,7
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 7,5
- **Classement IDH, 2021** : 170

L'entrée en service des gisements d'hydrocarbures va donner un coup de fouet à la croissance sénégalaise, qui sera la plus élevée d'Afrique en 2023. Mais la prochaine élection présidentielle s'annonce tendue.

Le Sénégal, qui rejoindra en 2023 le club des exportateurs de pétrole et de gaz, devrait connaître une accélération significative de sa croissance. L'activité, qui a augmenté de 4,7% en 2022, progressera de 8% cette année. L'expansion du PIB pourrait atteindre la barre des 10% en 2024. À l'inverse, l'inflation, mesurée à 7,5% en 2022, devrait refluer à 3,1%. Le pays, qui importait 60% de son blé de Russie, a été fortement impacté par la guerre dans l'Est de l'Europe. L'endettement public se situera dans la fourchette haute de la CEDEAO (77%), mais restera majoritairement composé de prêts concessionnels.

Malgré un secteur primaire toujours prédominant – 16% du PIB mais 60% de la population active –, le Sénégal espère franchir des étapes décisives en matière de transformation structurelle grâce à l'abondance programmée de la ressource gazière. Le pays veut atteindre l'accès universel à l'électricité dès 2025, en doublant la capacité installée. La centrale thermoélectrique à cycle combiné de Malicounda, récemment inaugurée, alimentera 700.000 ménages. Une nouvelle centrale à turbine à gaz doit sortir de terre à Saint-Louis. Un accord-cadre de financement de 430 millions d'euros a été trouvé avec l'AFreximbank. D'importants investissements sont aussi prévus dans les infrastructures, pour réhabiliter la ligne ferroviaire Dakar Tambacounda, relier Thiès au réseau TER, ou encore moderniser le port autonome de Dakar comme ceux de Ndayane et Bargny.

Troisième mandat

Rare pays épargné par la contagion djihadiste, le Sénégal demeure une référence africaine en matière de démocratie et d'État de droit. Mais le pays pourrait connaître des tensions à l'approche de la présidentielle du 25 février 2024. Même si certains de ses pairs tenteraient de l'en dissuader, tout porte à croire que le président Macky Sall souhaitera briguer un troisième mandat. Il pourrait trouver sur sa route son ancienne Première ministre, Aminata Touré, devenue une farouche opposante, et le leader du Pastef, Ousmane Sonko, à condition que ce dernier ne soit pas frappé par une mesure d'inéligibilité. Conscient que ses prises de positions souverainistes radicales ont pu inquiéter les partenaires du Sénégal, Sonko a arrondi son discours et adressé des signaux à Paris.

Avec 1,051 milliard d'euros d'échanges en 2022 (dont 968 millions d'exportations, +18%), la France est le premier partenaire commercial du Sénégal. Mais sa part de marché, estimée à 15,7%, a reculé de dix points en vingt ans, sous l'effet de la concurrence chinoise, turque et nigériane. La France reste cependant le premier investisseur étranger et le premier bailleur bilatéral d'aide au développement. Les engagements de l'AFD dépassent les 2 milliards d'euros.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

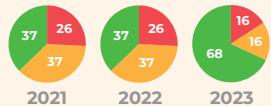
- Réseau électrique et de télécoms
- Sécurité des personnes
- Coût de la main d'œuvre
- Réseau routier et aérien local

POINTS FAIBLES

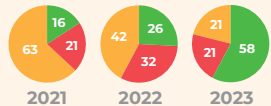
- Douanes
- Corruption
- Coût de l'énergie
- Accès et coût du crédit aux entreprises

Note globale moyenne : 2,7 sur 5 vs 2021

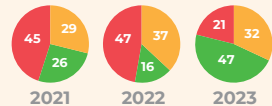
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT

	2021	2022	2023
FAIBLE	26	11	16
NORMAL	11	16	16
ÉLEVÉ	47	47	47
PAS CONCERNÉ	26	11	16

NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ

	2021	2022	2023
FAIBLE	21	37	32
NORMAL	21	47	21
ÉLEVÉ	11	11	11
PAS CONCERNÉ	21	53	16

SIERRA LEONE

Le compte n'est pas bon

Croissance en berne, inflation hors de contrôle, émeutes contre la vie chère : la dégradation des conditions économiques et sociales sera un lourd passif pour le président Maada Bio, candidat à sa réélection le 24 juin prochain.



- **Président** : Julius Maada Bio
- **Vice-président** : Victor B. Foch
- **Population (millions)** : 8,5
- **Superficie (km²)** : 71 740
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 1 773
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 2,4
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 25,9
- **Classement IDH, 2021** : 181

La présidentielle du 24 juin 2023 opposera à nouveau Julius Maada Bio (SLPP), le chef de l'État sortant, à l'ancien ministre des Finances Samara Kamara (APC). En avril 2018, l'ex-général Maada Bio l'avait emporté de justesse sur Kamara, candidat du parti alors au pouvoir, au terme d'un scrutin qui avait fait l'objet de fortes contestations. Les résultats pourraient s'inverser cette année. Le président sortant, fragilisé par la crise sociale, craint de voir son étroite base électorale s'éroder. La Sierra Leone, l'un des pays les pauvres du Continent, a été frappée de plein fouet par le retour de l'inflation. Tous les voyants sont au rouge. La hausse des prix des produits alimentaires a atteint 38,5% en janvier 2023 (en glissement annuel), la monnaie s'est dépréciée et les prévisions restent dégradées : le FMI anticipe une inflation à 26,8% sur l'année à venir. Le pays importe près de 80% de ce qu'il consomme pour se nourrir. En août 2022, Freetown a été

le théâtre de violentes manifestations contre la vie chère, qui ont fait une douzaine de morts, dont quatre policiers.

Proportionnelle

La reprise de l'agriculture – 61% du PIB et les deux tiers des emplois – et les revenus et redevances des mines de fer ont permis à la croissance de rester en territoire positif en 2022, à 2,4%. Mais elle reste structurellement faible et l'activité ne progressera que de 3,3% l'an prochain. Dans ces conditions, la décision de la commission électorale d'instaurer la proportionnelle aux législatives de juin 2023, organisées en même temps que la présidentielle, risque de jeter de l'huile sur le feu de la contestation. Vue comme une manœuvre politicienne visant à éloigner le risque d'une cohabitation, si le président Maada Bio venait à être réélu, elle a fait l'objet de vives polémiques, au Parlement comme dans les médias.

CLUB FRANCOPHONE DU MANAGEMENT DES RISQUES ET ASSURANCES



L'espace francophone dédié
au risk management

**Rejoignez l'association
créée par des risk
managers au service de
risk managers !**

**Vous souhaitez participer
aux activités du Club ?
SCANNEZ LE QR CODE**



Notre mission

Promouvoir et développer les notions
et la pratique du Risk Management
dans les pays francophones...
et au-delà.

Nos objectifs

Information
& Appui

Formation



Conseil



www.clubfrancorisk.com



Abonnez-vous à notre page linkedin



YouTube

Accédez aux rediffusions de nos
webinaires et événements

TOGO

En première ligne

Alors que le trafic portuaire poursuit son expansion, le pays a renoué avec les niveaux de croissance pré-pandémie. Mais la recrudescence des attaques djihadistes dans le Nord contraint les autorités à revoir leur dispositif de sécurité.



- **Président** : Faure Gnassingbé
- **Premier ministre** : Victoire Tomegah Dogbe
- **Population (millions)** : 8,9
- **Superficie (km²)** : 56 500
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 334
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 5,4
- **Inflation 2022 (% est.)** : 5,6
- **Classement IDH, 2021** : 162

Citée en exemple pour sa résilience face à la pandémie et pour une stratégie d'accompagnement social qui avait permis d'en atténuer les effets auprès des plus vulnérables, l'économie togolaise a renoué avec sa trajectoire de croissance pré-Covid. Le produit intérieur brut a progressé de 5,8% en 2022 et devrait encore croître de 6,6% en 2023. Un dynamisme tiré par l'investissement dans les industries de transformation agro-industrielles (plateforme d'Adétikopé), dans l'énergie et dans l'amélioration de la logistique portuaire.

Lomé veut consolider sa vocation de hub régional grâce à son port, le premier d'Afrique de l'Ouest et le deuxième d'Afrique subsaharienne (après Durban) en termes de trafic de containers. Son activité a atteint 1,96 million d'EVP en 2021, en progression de 13,7%, après une année 2020 déjà marquée par une croissance de 15% des volumes. L'armateur italo-suisse MSC, concessionnaire pour 35 ans du Lomé Containers Terminal, vise un doublement du trafic à 4 millions d'EVP à l'horizon 2030. En situation de monopole après le rachat des activités de Bolloré, il prévoit d'injecter 500 millions d'euros supplémentaires dans ses installations.

En septembre 2022, le gouvernement a mis la main à la poche pour soutenir le pouvoir d'achat dans un contexte d'emballement des prix à la consommation (5,6% sur

l'année). La valeur des indices dans la fonction publique a été relevée de 10%, les subventions sur les produits pétroliers et le gaz ont été renforcées, comme les aides à la scolarité. Par ailleurs, la Banque Mondiale va injecter 95 milliards de FCFA dans des projets prioritaires (santé, eau, agriculture).

Loi de programmation militaire

Les concours financiers de la Banque Mondiale serviront en partie à financer le programme d'urgence du gouvernement pour la région septentrionale des Savanes (PURS). Depuis mai 2022, le Nord du pays est confronté à une recrudescence des attaques terroristes. Le 10 février 2023, 31 villageois ont été enlevés et assassinés dans la préfecture de Kpendjal lors d'une opération attribuée aux djihadistes du GSIM, qui sévissent également au Burkina voisin. Après cet épisode, les autorités togolaises ont décidé d'observer un black-out sur les opérations militaires, « pour préserver le moral et éviter d'alerter la population ».

Le Togo, conscient des risques liés à l'expansion djihadiste vers le Golfe de Guinée, avait pourtant pris les devants en 2021, en adoptant une ambitieuse loi de programmation militaire pluriannuelle de 1,1 milliard d'euros. Le pays s'est équipé de drones et avait renforcé la présence de ses soldats au nord. Fin décembre, le président Faure Gnassingbé a remanié le commandement de l'armée, en nommant le général Fassouti Djato chef d'état-major. Cet aviateur aura pour mission d'améliorer la coordination et la riposte sécuritaire.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

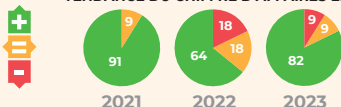
- Réseau portuaire et aérien local
- Qualité du secteur bancaire
- Sécurité des personnes
- Réseau Télécoms

POINTS FAIBLES

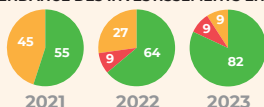
- Impact du secteur informel
- Coût de l'énergie
- Corruption
- Réseau ferré

Note globale moyenne : 3 sur 5 vs 2021

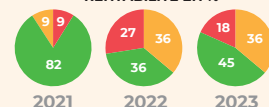
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



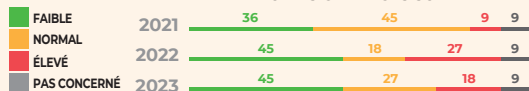
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



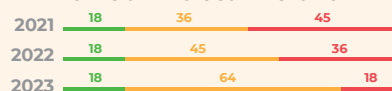
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ





CAMTEL, au cœur de la transformation numérique

L'opérateur historique des télécommunications au Cameroun se positionne comme un acteur majeur de l'écosystème national et sous-régional.

Sous l'égide du Directeur Général, Madame Judith Yah Sunday Epouse Achidi, l'opérateur historique des télécommunications capitalise ses atouts et améliore ses capacités opérationnelles. CAMTEL administre, pour le compte de l'Etat, un important patrimoine infrastructurel dans le secteur des communications électroniques. Dans le domaine des infrastructures de transport, CAMTEL gère à l'international quatre câbles sous-marins qui connectent le Cameroun aux pays d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique. Ces câbles sont adossés, sur le territoire national, à un « Backbone » à fibre optique d'environ un peu plus de 12.000 km déployé à travers les dix régions du pays.

CAMTEL offre ainsi des solutions de téléphonie et une connectivité IP de grande fiabilité. En outre, deux stations par satellite sont opérationnelles à Zamengoé et à Douala-Bépanda. Ce patrimoine infrastructurel est complété et enrichi par un Data Center moderne.

Le Data Center de CAMTEL : une innovation en Afrique

Depuis 2020, un performant Data Center trône à Zamengoé, localité située dans la proche banlieue de Yaoundé. Ce véritable bijou technologique est le fruit d'un investissement de l'Etat du Cameroun, via CAMTEL, pour près de 10 milliards de FCFA. Le partenariat technique est assuré par l'entreprise chinoise HUAWEI. Les importantes capacités de ce Data Center offrent aux institutions publiques et aux entreprises privées des espaces de stockage des données hautement sécurisés.

Le complexe de Zamengoé est bâti conformément aux standards internationaux sur une superficie de 3.019 m². Sa fiche technique force tout simplement le respect. Certifié Tiers 3 à la conception, il est constitué d'une salle de serveurs de 400 m² d'une capacité de cinq cubes soit 130 baies, d'une salle de supervision de huit positions de travail et d'un système automatisé de gestion d'énergie de 444 K. Plus-value numérique, il ancre définitivement le Cameroun dans la société digitale.

Le Data Center de Zamengoé se veut la matérialisation de la souveraineté numérique du Cameroun. Les pays de la sous-région Afrique centrale bénéficient, également, d'une opportunité unique avec l'infrastructure camerounaise.

Une certification pour quoi faire ?

Au terme d'un processus méthodique et rigoureux, CAMTEL est désormais certifié à la norme ISO 9001/2015 pour le pan « Wholesale » ou vente en gros. A titre explicatif, le pôle « Wholesale » à CAMTEL manage la politique de vente des produits et services de communication électronique en gros aux opérateurs nationaux et internationaux. L'objectif est de valoriser les actifs réseaux de l'entreprise (câbles souterrains, Backbone national à fibre optique, l'accès au fixe et au mobile, le Data Center, etc.). Le « Wholesale » est ainsi le premier périmètre certifié par une norme ISO à CAMTEL. Indication forte de l'importance stratégique accordée par le « Top Management » à la vente en gros.

AFRIQUE CENTRALE

Une relance en demi-teinte

Le retour de la croissance, l'inflation jugulée et l'amélioration des fondamentaux créent une conjoncture favorable dans la zone. Mais le manque de diversification des économies, une production pétrolière déclinante et le risque politique pèsent toujours sur son attractivité.



Cameroun	89	République Centrafricaine	93
Congo-Brazzaville	90	République Démocratique du Congo	94
Gabon	91	Sao Tomé et Príncipe	95
Guinée Équatoriale	92	Tchad	96

L'Afrique centrale a connu une reprise marquée de l'activité en 2022, au point de combler son différentiel de croissance avec les autres ensembles économiques du Continent, grâce aux hydrocarbures, aux industries extractives et au dynamisme des services observé dans les deux principales économies de la zone, la République Démocratique du Congo et le Cameroun. La croissance régionale globale s'est ainsi établie à 4,6% (soit 1,1% de plus que la moyenne continentale). Elle a atteint 3,8% dans les pays de la CEMAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale). Les prévisionnistes du FMI et de la BAD (Banque Africaine de Développement) tablent sur des niveaux de croissance sensiblement équivalents pour 2023 : 4,6% pour la zone et 3,4% pour la CEMAC.

Le surcroît de recettes a permis d'améliorer la situation des finances publiques, autrefois dégradée. Les grandes économies de la zone disposent actuellement d'un matelas de réserves de changes assez confortable, couvrant de 3 à 6 mois d'importations. La région affichait en outre en 2022 les meilleures performances africaines en matière d'inflation : s'agissant de la CEMAC, l'écart avec la moyenne continentale atteint dix points (4,4% contre 14,4% en moyenne pour l'Afrique subsaharienne). Cette tendance devrait se poursuivre en 2023, avec une inflation qui décélérera à 3,3%. La politique monétaire rigoureuse de la BEAC (Banque des États de l'Afrique Centrale) qui a procédé à trois hausses de taux l'an passé, a manifestement permis de prévenir un emballement inflationniste, mais pèse en retour sur l'investissement.

Assurer l'indépendance en carburants

Les pays producteurs d'Afrique centrale n'ont cependant pas pu profiter à plein du doublement des cours du pétrole observé entre janvier 2021 et juin 2022. La région produit environ 800.000 barils par jour, le Congo-Brazzaville et le Gabon contribuant, à eux seuls, aux deux tiers de ce total. Mais les gisements sont vieillissants. Les volumes ont décliné d'environ 15% par rapport à 2019. Une fraction importante du surcroît de recettes pétrolières a été allouée en priorité au remboursement de la dette extérieure, souvent souscrite dans des conditions désavantageuses. Cet apurement, qui a amélioré la position nette des pays d'Afrique centrale, a limité des effets de ruissellement de la manne pétrolière sur l'économie réelle.

La région souffre par ailleurs d'une capacité de raffinage insuffisante. Elle a vu sa facture de produits pétroliers finis (essence et gasoil) exploser. Pour remédier à cette situation et assurer l'indépendance en carburant, plusieurs projets de construction, d'extension ou de réhabilitation de raffineries ont été ou sont sur le point d'être lancés. Le Cameroun connaît la situation la plus critique : son unique raffinerie, la Sonara, qui assurait 80% de la consommation domestique, est à l'arrêt depuis le grave incendie qui l'a ravagée en mai 2019. L'installation devrait être modernisée et réhabilitée. De son côté, le Congo-Brazzaville a programmé une extension des capacités de

Les prévisionnistes du FMI et de la BAD tablent sur des niveaux de croissance de 4% pour la zone en 2023

la CORAF (filiale de la SNPC, à Pointe-Noire). Enfin, la Guinée Équatoriale et la RD Congo ont également prévu de se lancer dans la construction de raffineries.

L'attitude des majors occidentales, engagées dans une stratégie de « verdissement » de leurs actifs, ajoute à l'incertitude sur le devenir à moyen terme de l'industrie pétrolière et gazière d'Afrique centrale. Le marché régional des capitaux, peu développé, ne permettant guère le financement de nouveaux investissements lourds, l'implication des compagnies pétrolières internationales reste primordiale. Or BP, Shell et Chevron ont réduit leur voilure. Et ce d'autant qu'aucune découverte significative n'a été réalisée ces dernières années. La RD Congo, qui rêve d'un destin pétrolier et spéculé sur des réserves d'une vingtaine de milliards de barils – un chiffre jugé surestimé par les experts du secteur – a lancé des appels d'offres pour une trentaine de permis d'exploration. Situés pour la plupart dans des zones écologiquement sensibles et soumises à une insécurité récurrente, ils n'ont pas suscité l'intérêt escompté. À contre-courant de cette tendance, TotalEnergies, solidement implanté au Congo-Brazzaville et au Gabon, et ENI, ont consolidé leurs positions. L'énergéticien italien, à l'offensive du Nord au Sud du Continent, a consenti de lourds investissements pour construire un terminal de liquéfaction de gaz à Pointe-Noire, au Congo.

Opérations pétrolières et gazières, au Gabon.



La guerre des ports

Les flux d'investissement adressés à la région sont restés stables en 2021, à 10 milliards de dollars, d'après les estimations de la CNUCED. Ils témoignent d'une attractivité en berne. L'Afrique centrale reste sujette aux crises et aux incertitudes politiques liées à la succession de ses dirigeants, pour certains établis au pouvoir depuis plusieurs décennies. Le climat des affaires n'y a pas connu d'amélioration significative. L'économie est insuffisamment diversifiée et le tissu entrepreneurial est faible, sauf au Cameroun. L'enclavement des marchés et leur taille limitée (exception faite de la RD Congo et ses 96 millions d'habitants) représentent des freins supplémentaires pour les investisseurs. Les promesses de la ZLECAf, la Zone de libre échange continentale africaine, instaurée en 2020, ne se sont pas encore concrétisées, faute d'infrastructures logistiques et de voies de communication adaptées. Ainsi, la CEMAC demeure à la traîne en matière d'intégration, avec des échanges intracommunautaires estimés à 4%, le taux le plus faible du Continent avec l'Afrique du Nord.

Plusieurs grands projets, longtemps remisés dans les cartons, pourraient néanmoins modifier en profondeur les paramètres de l'attractivité des pays concernés. C'est le cas du projet de pont route-rail sur le fleuve Congo, entre Brazzaville et Kinshasa. Soutenu par l'AUDA-NEPAD (Agence de développement de l'Union Africaine) et appuyé financièrement par la BAD, il est désormais prévu à l'horizon 2028 et permettra de dopper les échanges entre les deux rives du fleuve. Les études techniques sont bouclées et les obstacles politiques qui retardaient le projet ont été levés en avril 2022, avec la ratification de l'accord par le Sénat de la RDC. Les autorités de

Pour assurer l'indépendance en carburant, plusieurs projets de construction, d'extension ou de réhabilitation de raffineries ont été ou sont sur le point d'être lancés

Kinshasa ne souhaitait pas de démarrage des travaux avant qu'une solution n'ait été trouvée à un autre projet stratégique : celui du port en eaux profondes de Banana, à l'embouchure du fleuve, sur l'unique et étroite façade maritime du pays (37 kilomètres). Affichant un coût total de 1,2 milliard de dollars, ce port sera construit d'ici à 2025 par les Émiratis de DP World, qui l'exploiteront les 30 prochaines années. Après quatre années de négociation, le groupe dubaïote a finalement accepté de concéder 48% des parts de l'ouvrage au gouvernement congolais, contre 30% dans la version initiale du projet. Conçu pour devenir la plaque tournante du commerce sous-régional, au détriment des ports de Pointe Noire (Congo-Brazzaville) et de Lobito (Angola), ce futur port de Banana devrait permettre de diviser par trois le coût du fret maritime pour les opérateurs nationaux.

Une grande ambition verte

La valorisation du « patrimoine vert » peut-elle constituer, au-delà des mots, un nouvel axe d'attractivité pour la région ? On le sait, Libreville, Brazzaville et Kinshasa nourrissent de grandes ambitions. Le Gabon, qui a pris une longueur d'avance dans ce domaine, a organisé en mars 2023 à Libreville le One Forest Summit, en présence du président français Emmanuel Macron. L'occasion de souligner la contribution essentielle de la forêt du Bassin du fleuve Congo (deuxième poumon vert de la planète après l'Amazonie, avec ses 220 millions d'hectares) dans la séquestration du CO₂. La République du Congo, de son côté, promeut le Fonds Bleu pour le Bassin du Congo (F2BC), qui vise à mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de des programmes de développement durable et de conservation. Le pays dont les aires protégées représentent 50% du couvert forestier tropical, revendique l'exemplarité. Mais, s'agissant des financements, il y a loin de la coupe aux lèvres. Les flux adressés à la région restent notoirement insuffisants. La République Démocratique du Congo n'a pas hésité à manifester avec éclat son mécontentement lors de la dernière COP15 de la biodiversité, en décembre 2022 au Canada. Dénonçant le manque d'ambition financière de l'accord de Montréal, les représentants de Kinshasa ont refusé de le signer.

La question des compensations dues à l'Afrique pour son rôle dans la préservation des forêts et de la biodiversité risque de demeurer encore longtemps un sujet de friction majeur entre les pays de la région, concernés au premier chef, et leurs partenaires de la communauté internationale.

L'Afrique centrale reste sujette aux crises et aux incertitudes politiques liées à la succession de ses dirigeants, pour certains établis au pouvoir depuis plusieurs décennies

Samy Ghorbal

CAMEROUN

Un potentiel à libérer

Première économie de la sous-région, le pays devrait connaître une accélération de sa croissance en 2023. Mais les incertitudes politiques et un environnement des affaires difficile freinent toujours les opérateurs.

Avec 3,8% de croissance en 2022, le Cameroun a réalisé une performance dans la moyenne de la CEMAC. Le pays devrait surperformer en 2023, avec 4,6% attendus - soit 1,2% de plus que la moyenne prévue pour la zone. Résiliente aux chocs, l'économie camerounaise est la plus diversifiée, la part de l'industrie atteignant 23%. Adossée aux cultures de rente (cacao, banane, coton) et aux cultures vivrières, l'agriculture est robuste (17,5% du PIB), bien que la filière café, affectée par l'insécurité dans les régions anglophones, soit aujourd'hui en difficulté.

Même s'il compte un secteur privé particulièrement dynamique et entreprenant, le potentiel du pays reste entravé par un environnement des affaires peu favorable, que les nombreuses opérations anti-corruption orchestrées depuis le palais d'Étoudi n'ont pas réussi à assainir complètement. La double crise sécuritaire, séparatiste et djihadiste, dans le Nord du pays, constitue un autre handicap. Enfin, les incertitudes relatives à la succession de Paul Biya n'ont pas été levées. Le président camerounais, 89 ans, est le plus âgé des chefs d'État africains. Fidèle à son habitude, il cultive le silence et les mystères pour 2025. On prête des ambitions à son fils aîné, Franck Biya, 50 ans. Mais l'homme fort de l'appareil d'État demeure le secrétaire général de la Présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh. Les barons du parti, le RDPC, auront aussi leur mot à dire.



- **Président** : Paul Biya
- **Premier ministre** : Joseph Dion Ngute
- **Population (millions)** : 28,5
- **Superficie (km²)** : 475 440
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 4 065
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 3,8
- **Inflation 2022 (% est.)** : 4,4
- **Classement IDH, 2021** : 151

Ambitions françaises

Les lenteurs du pays pèsent sur la dynamique de la croissance camerounaise. Néanmoins, un rattrapage semble s'amorcer au niveau des infrastructures, avec la multiplication des grands projets. Dans le domaine logistique, un nouveau terminal du Port autonome de Douala, est en cours de réalisation. L'extension, réalisée par les libano-britanniques de KTH, portera la capacité à 21 millions de tonnes par an. À Kribi, CMA-CGM a entamé la deuxième phase du développement du terminal. Les autorités veulent aussi valoriser le potentiel hydro-électrique. La capacité de la centrale du barrage de Memve'ele doit être doublée, à 211 MW. Un consortium mené par EDF et Stoa Infra & Energy pilote la réalisation du barrage de Nachtigal, sur la Sanaga. Sa livraison est prévue en 2024. Avec une puissance installée de 420 MW, cet investissement de 1,2 milliard d'euros couvrira 30% de la production électrique du pays.

Avec un stock d'IDE de 1,1 milliard d'euros, le Cameroun est la deuxième destination d'Afrique centrale pour les investissements français. Les échanges ont atteint 815 millions d'euros en 2021, avec un solde excédentaire de 555 millions en faveur de la France. Mais Pékin reste le premier fournisseur de Yaoundé (17,5%, devant Paris, 8,5%). Emmanuel Macron, qui a fait du Cameroun la première étape de sa tournée africaine en juillet 2022, souhaite booster la coopération économique et regagner des parts de marché.

BAROMÈTRE CIAN 2022

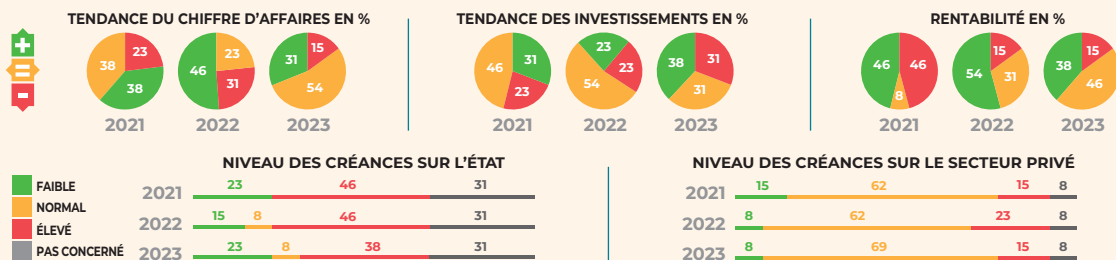
POINTS FORTS

- Réseau portuaire
- Droit du travail
- Qualité du secteur bancaire
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

- Administration
- Impact du secteur informel
- Corruption
- Système de Santé

Note globale moyenne : **2,3 sur 5** vs 2021



CONGO-BRAZZAVILLE

Investir,
mais autrement

- **Président** : Denis Sassou Nguesso
- **Premier ministre** : Anatole Collinet Makosso
- **Population (millions)** : 5,8
- **Superficie (km²)** : 342 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 3 553
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 2,8
- **Inflation 2022 (% est.)** : 3,5
- **Classement IDH, 2021** : 153

Le retour de la croissance favorise la restauration des grands équilibres budgétaires. Avec le pouvoir d'achat, la question des infrastructures demeure centrale, et les autorités misent désormais sur une montée en puissance des PPP.

Troisième producteur de brut d'Afrique subsaharienne (266.000 b/j), la République du Congo a retrouvé des marges de manœuvres en 2022, sous l'effet d'une conjoncture porteuse. La croissance s'est élevée à 2,8% et va accélérer à 3,5% en 2023. La Banque des États d'Afrique Centrale prévoit que le pays affichera une croissance moyenne annuelle de l'ordre de 4% jusqu'en 2026. Ce rebond intervient après trois ans de récession et va permettre de poursuivre l'assainissement des comptes publics et la réduction du poids de la dette (-30% en deux ans). Brazzaville bénéficie de l'appui du FMI, dans le cadre d'un programme triennal de 456 millions de dollars conclu en novembre 2021. Les experts du Fonds ont néanmoins alerté sur une dérive des dépenses sociales et des subventions énergétiques.

Malgré cette embellie conjoncturelle, l'équation politico-financière demeure délicate pour le gouvernement d'Anatole Collinet Makosso, qui avance sur une ligne de crête. Il doit tenir compte des exigences des bailleurs de fonds, gardiens de l'orthodoxie budgétaire, des attentes d'une population éprouvée par le renchérissement du coût de la vie (+3,5% en 2023) et relancer l'investissement, victime une pause prolongée du fait de la dépression des années 2016-2020.

Relance du pont route-rail

Si le projet de construction d'une raffinerie modulaire chinoise dans la zone économique spéciale de Pointe-Noire, annoncé en 2020, a pris du retard, la Congolaise de Raffinage (CORAF, filiale de la SNPC), va lancer de nouveaux investissements pour porter à 85% ses capacités d'approvisionnement du marché domestique. Les autorités, qui veulent accélérer la diversification économique (agriculture, agro-industries), privilégient désormais les PPP (partenariats public-privé) pour les infrastructures. Une nouvelle réglementation a été mise en place en 2022. Le groupe de conseil et d'ingénierie français Egis, gestionnaire des trois aéroports congolais, a ainsi monté un consortium avec le chinois CSCEC pour la concession des routes nationales 1 et 2. Différé en raison des hésitations de la RD Congo, le projet de pont route-rail devant relier Brazzaville et Kinshasa, les deux capitales les plus proches du monde, a été politiquement relancé au printemps 2022. Les autorités des deux pays évoquent désormais 2028 pour une possible mise en service. Il bénéficiera d'appuis de la BAD et du NEPAD.

Le Congo est le troisième client de la France en Afrique centrale (253 millions d'euros d'exportations). Mais Paris n'absorbe qu'une part mineure des exportations congolaises (57 millions d'euros), l'Asie captant 82% du total. Outre les pétroliers, une centaine de sociétés françaises sont présentes dans le pays, opérant dans tous les secteurs d'activités, pour un stock d'IDE, hors énergie, estimé à 3,8 milliards d'euros.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

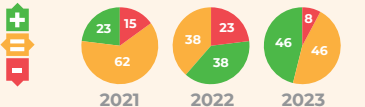
- Réseau portuaire
- Sécurité des personnes
- Réseau Télécoms
- Coût du fuel

POINTS FAIBLES

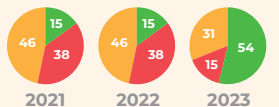
- Infrastructures (fer, eau, élec.)
- Système de Santé et de formation
- Administration et corruption
- Impact du secteur informel

Note globale moyenne : **2,2 sur 5**  vs 2021

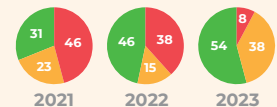
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



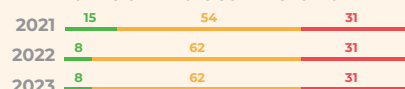
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



GABON

Élections et soft power climatique



- **Président** : Ali Bongo Ondimba
- **Vice-présidente** : Rose Christiane Ossouka Raponda
- **Premier ministre** : Alain-Claude Bilie-by-Nze
- **Population (millions)** : 2,35
- **Superficie (km²)** : 267 667
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 15 175
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 2,7
- **Inflation 2022 (% est.)** : 3,5
- **Classement IDH, 2021** : 112

Après le sommet international sur la préservation des forêts du Bassin du fleuve Congo, l'élection présidentielle d'août rythmera l'année, dans une conjoncture marquée par le dynamisme des recettes tirées du pétrole et de la filière bois.

Ali Bongo Ondimba devrait logiquement briguer un troisième mandat à la présidentielle d'août 2023. Le chef de l'État gabonais, qui a succédé à son père Omar Bongo Ondimba en juin 2009, a été désigné « candidat naturel » de son parti, le PDG, lors du congrès de décembre 2022. La révision constitutionnelle de 2018 a réinstauré un scrutin à deux tours. Le président, qui avait été sérieusement challengé par Jean Ping en 2016, devra se méfier d'une « coalition anti-sortant » qui fédérerait un vote protestataire. Très fortement implanté en milieu rural et dans les villes moyennes, le PDG a traditionnellement davantage de difficultés à Libreville et à Franceville.

Même si ses gisements sont déclinants et qu'aucune découverte significative n'a été réalisée récemment, le pays, jadis qualifié de « Koweït de l'Afrique », a stabilisé sa production pétrolière aux alentours de 200.000 b/j. La hausse en valeur des recettes tirées de l'or noir, le dynamisme de la filière bois et les exportations de manganèse ont favorisé le retour à une croissance plus vigoureuse (2,7% en 2022, 3,7% attendus en 2023). L'inflation est passée de 1,1 à 3,5% sous l'effet du renchérissement des importations alimentaires mais, les années électorales étant généralement peu propices aux réformes douloureuses, les mesures d'austérité attendront. Les sous-traitants pétroliers, qui exerçaient jusque-là librement, sont désormais soumis à agrément. Une

obligation qui s'inscrit dans la politique de développement du « local content ».

Économie verte

Membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU jusqu'en 2024, le Gabon a organisé les 1^{er} et 2 mars 2023 un sommet international sur la préservation des forêts d'Afrique centrale, à Libreville, sommet auquel le président Emmanuel Macron a participé. Annoncée à la COP 27 de Charm el-Cheikh, l'initiative visait à consolider le soft power climatique gabonais, mis en musique par le ministre de l'Environnement, Lee White. Le Bassin du Fleuve Congo, dont le couvert forestier s'étend sur près de 200 millions d'hectares, est en voie de supplanter l'Amazonie comme principal capteur de CO₂ de la Planète. Le Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques s'est vu confier par l'État la commercialisation de 90 millions de crédits carbone. Prévue en 2023, cette opération sera la plus importante de ce type jamais réalisée en Afrique subsaharienne.

Le Gabon demeure un partenaire stratégique de la France, mais la valeur des échanges régresse d'année en année. Elle s'est établie à 569 millions d'euros en 2021. L'excédent français – 241 millions d'euros – est le plus faible enregistré. Son montant a été divisé par trois en dix ans. L'agroalimentaire, les biens d'équipement, la chimie et la pharmacie sont les principaux postes à l'export. La demande gabonaise reste soutenue pour les biens de consommation et décline pour les produits d'équipements.

BAROMÈTRE CIAN 2022

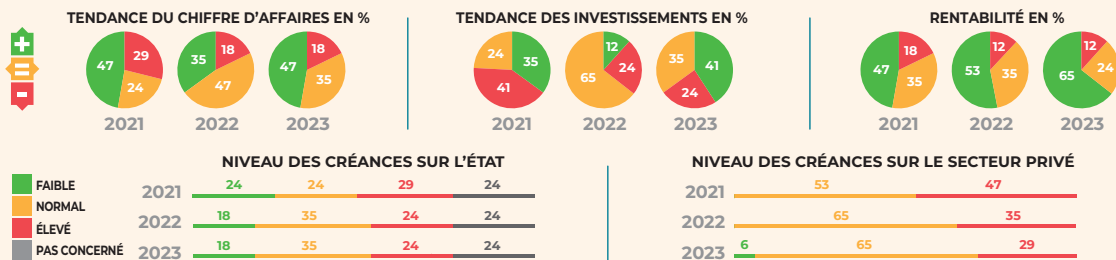
POINTS FORTS

- Réseau portuaire et aérien local
- Réseau Télécoms
- Sécurité des personnes
- Droits humains, environnemental

POINTS FAIBLES

- Réseau routier
- Système judiciaire
- Accès et coût du crédit
- Impact du secteur informel

Note globale moyenne : 2,4 sur 5 + vs 2021



GUINÉE ÉQUATORIALE

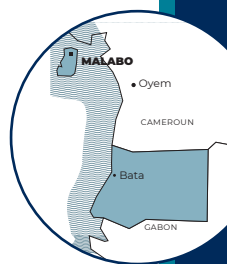
Une embellie sans lendemain ?

Malabo a enregistré la plus forte croissance de la CEMAC en 2022, année qui a aussi vu la réélection du président Obiang pour un sixième mandat. Mais les perspectives à moyen et long terme demeurent dégradées.

Les élections anticipées du 26 novembre 2022 ont renforcé le caractère monolithique du régime équato-guinéen. Le président Teodoro Obiang Nguema, 80 ans – dont 43 passés au pouvoir – a été réélu avec près de 95% des suffrages. Son parti, le PDGE, s'étant adjugé l'ensemble des sièges des députés et sénateurs, la question de son éventuelle succession est actuellement remise à plus tard. Son fils et héritier présomptif, Teodorin, 54 ans, empêtré dans l'affaire des « biens mal acquis » qui défraie la chronique judiciaire en France et aux États-Unis, ne fait pas encore l'unanimité auprès des caciques. Le vice-président équato-guinéen a néanmoins dirigé la campagne présidentielle victorieuse de son père, prélude à un possible adoubement en cours de mandat, hypothèse jugée crédible à Malabo.

Exploitation commune

Ultra-dépendante de la manne pétrolière, l'économie du pays a connu un essor spectaculaire jusqu'au milieu



- **Président** : Teodoro Obiang Nguema Mbasogo
- **Vice-président** : Teodorin Nguema Obiang Mangué
- **Première ministre** : Manuela Roka Botey
- **Population (millions)** : 1,5
- **Superficie (km²)** : 28 051
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 16 080
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 5,8
- **Inflation 2022 (% est.)** : 5,1
- **Classement IDH, 2021** : 145

des années 2010. Elle fait désormais face au déclin apparemment inexorable de la production (80.000 barils/jour, -45% par rapport à 2018). Le PIB par habitant a été divisé par deux en dix ans. Exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA), il demeure parmi les plus élevés du Continent, à 16.000 dollars annuels, mais ce chiffre est à tempérer car la majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté. Tout comme il convient de nuancer le chiffre de la croissance 2022 – 5,8% – meilleure performance de la CEMAC : le pays devrait retomber en récession en 2023 (-3,1% selon le FMI), du fait de la baisse tendancielle de la production pétrolière. L'exploitation commune avec le Cameroun des gisements gaziers de Yolanda et Yoyo, dont le principe vient d'être conclu, offre cependant des perspectives, d'autant que le gaz naturel extrait sera liquéfié dans les installations situées sur l'île guinéenne de Bioko.

Les échanges commerciaux avec la France (123 millions d'euros) sont en recul très prononcé sur une décennie.



En 2023, rejoignez la Commission Afrique de France Invest !

L'opportunité de faire partie d'un **réseau composé de plus d'une centaine de professionnels** d'Afrique et d'Europe. Parmi eux figurent certains des plus grands noms du capital-investissement en Afrique.

Une participation aux **conférences, tables rondes et autres rencontres** proposées par la Commission.

Être tenu informé de **l'actualité de la profession** et des activités de la Commission.

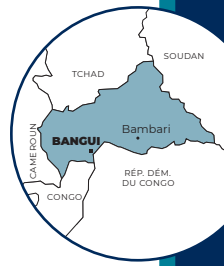
Être acteur de **l'émergence du capital-investissement en Afrique.**

Plus d'infos
sur notre site
franceinvest.eu

FRANCE INVEST
Association des Investisseurs
pour la Croissance

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Coup de pompe



- **Président :** Faustin Archange Touadéra
- **Premier ministre :** Félix Moloua
- **Population (millions) :** 5,07
- **Superficie (km²) :** 623 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 920
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.) :** 1,5
- **Inflation 2022 (% , est.) :** 6,5
- **Classement IDH, 2021 :** 188

Le pays est exsangue alors que les relations avec Paris sont au plus bas et que les derniers militaires français, remplacés par les Russes de Wagner, sont partis. Le président Touadéra songerait à réformer la Constitution en prévision de 2025.

Après 62 ans de présence militaire ininterrompue dans le pays, Emmanuel Macron a annoncé en septembre 2022 l'évacuation des 130 derniers soldats français de la mission logistique de l'aéroport de Bangui. Ce départ est l'épilogue de la spectaculaire dégradation des relations entre la France et la République Centrafricaine (RCA), conséquence de l'emprise grandissante du groupe paramilitaire russe Wagner et de l'intense propagande antifranaïse menée par les proches du président Faustin Archange Touadéra. L'Union Européenne a elle-aussi significativement réduit sa présence en appui de la MINUSCA onusienne. La RCA est le théâtre d'une guerre d'influence sans merci. En décembre 2022, un responsable civil russe du groupe Wagner a été gravement blessé par un colis piégé. Moscou a immédiatement accusé les services français.

Même si la situation sécuritaire s'est stabilisée après l'échec, en janvier 2022, de l'offensive de la CPC (la coalition rebelle de l'ex-président Bozizé), la République Centrafricaine est exsangue. Sa croissance est restée en zone positive (1,5% en 2022, 3% espérés en 2023), mais son PIB demeure inférieur de 21% à ce qu'il était en 2012, avant le début de la guerre civile. Le budget dépend pour moitié des aides extérieures et les pénuries pèsent sur l'activité. En janvier 2023, le président Touadéra, reconnaissant une « situation catastrophique » dans le

secteur de la distribution pétrolière, s'est résolu à une augmentation de 50 à 80% du prix des carburants. Cette hausse pourrait faire flamber une inflation contenue à 6,5% l'an passé.

Fuite en avant

Les tensions aux frontières sont exacerbées par les groupes rebelles centrafricains implantés dans le sud du Tchad et au Soudan. En novembre 2022, un avion léger venu du Tchad à l'initiative de la CPC, a largué des explosifs sur des installations de l'armée et sur un camp de Wagner à Bossangoa. Bangui et Ndjamena ont cependant réussi à éviter une escalade grâce à l'intercession des chefs d'État de la sous-région.

Sur le plan politique, le président Touadéra, dont le mandat expire en 2025, ne cache plus sa volonté d'amender la Constitution pour supprimer la limitation du nombre de mandats présidentiels et créer les conditions d'une nouvelle candidature. La présidente de la Cour constitutionnelle, Danièle Darlan, hostile au projet, a été révoquée de son poste.

Ce cavalier seul des autorités de Bangui s'observe aussi sur le terrain économique, avec la décision d'octroyer un cours légal au Bitcoin, prise en mai 2022. Mal préparé, et suscitant l'ire de la BEAC, émettrice du Franc CFA de la zone CEMAC, le projet semble durablement enlisé.

La France reste l'un des principaux partenaires économiques de la RCA et compte encore une cinquantaine d'entreprises implantées dans le pays. Mais les échanges commerciaux sont inférieurs à 40 millions d'euros.

BAROMÈTRE CIAN 2022

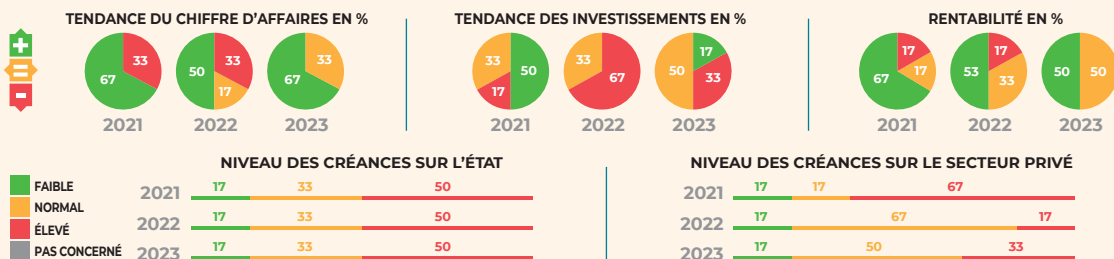
POINTS FORTS

- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

- Administration
- Réseau routier, ferré et téléphonique
- Système de santé
- Coût du transport routier

Note globale moyenne : 1,5 sur 5 📊 vs 2021



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGOL'année de tous
les dangers

- **Président** : Félix Tshisekedi
- **Premier ministre** : Sama Lukonde
- **Population (millions)** : 96
- **Superficie (km²)** : 2 345 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 1 179
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 6,1
- **Inflation 2022 (% est.)** : 8,4
- **Classement IDH, 2021** : 179

Guerre dans l'Est du pays et tensions avec le Rwanda, élection présidentielle en décembre : les défis ne manquent pas en 2023, mais malgré les impondérables, la croissance devrait se maintenir à un niveau vigoureux.

Paradoxe congolais ou signe de la résilience de la plus grande économie de la zone ? La succession des crises et le tunnel d'incertitudes liées à un calendrier politique qui paraît intenable aux yeux de nombre d'observateurs ne semblent pas vouloir affecter le niveau de la croissance. La plus vaste économie d'Afrique centrale, qui avait fortement rebondi après la pandémie, confirme son statut de champion régional, avec une croissance de 6,1% en 2022. La tendance haussière devrait se poursuivre en 2023, avec 6,7% prévus, dans un contexte marqué cependant par une accélération de l'inflation à 9,8% – plus du double de la moyenne des pays de la CEMAC – qui ne sera pas sans poser de problèmes sociaux.

Même si elle demeure très dépendante du secteur minier, l'économie congolaise connaît un boom des projets en partenariats public-privé (PPP). Le développeur de parcs industriels Arise IIP va lancer la zone économique spéciale de Kin Malebo, avec l'objectif d'attirer 800 millions de dollars d'investissements et de créer 20.000 emplois dans la transformation du bois et la valorisation des déchets. Les Émiratis sont également bien positionnés : outre le port en eaux profondes de Banana (DP World), le consortium Primera group prévoit d'investir 1 milliard de dollars dans les mines, l'agriculture et les énergies renouvelables. La Chine demeure incontournable en RDC : les échanges commerciaux avec Pékin se sont élevés à 5,6 milliards de

dollars sur le premier trimestre 2022, en hausse de 98%. En regard, les échanges avec la France (294 millions d'euros, dont 210 millions d'exportations françaises) paraissent modestes. Déjà membre du marché commun d'Afrique australe (SADC) et du COMESA, la RD Congo a intégré en mars 2022 la communauté des États d'Afrique de l'Est (CAE).

Bruits de bottes

La résurgence des combats dans le Nord-Kivu, près de Goma (Est), a provoqué une crise ouverte avec le Rwanda, accusé par Kinshasa de soutenir les rebelles du M23. Des rapports de l'ONU pointent également une responsabilité de Kigali. Les pressions de la communauté internationale (USA, UE) et une médiation africaine menée par l'ancien président kenyan Uhuru Kenyatta pourront-elles circonscrire l'incendie ? Une force régionale de la CAE, sous commandement kenyan, a été déployée sur le terrain, mais Kinshasa souhaiterait que les militaires est-africains adoptent une posture plus offensive.

La tension des esprits dans la classe politique congolaise à l'approche de la présidentielle, théoriquement prévue pour le mois de décembre 2023, sera propice aux dérapages, Félix Tshisekedi, candidat à un nouveau mandat, ne voulant pas être accusé de faiblesse. Le chef de l'État sortant aura face à lui une opposition déterminée, conduite par Moïse Katumbi, l'ex-gouverneur du Katanga, l'ancien président Joseph Kabila (PPRD) et l'ex-finaliste malheureux de la présidentielle de 2018, Martin Fayulu.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

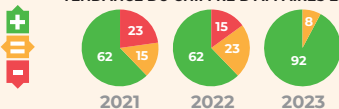
- Réseau Télécoms
- Qualité du secteur bancaire
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

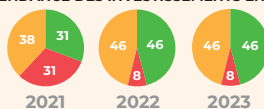
- Réseau routier, ferré, et électrique
- Système de santé
- Corruption
- Administration

Note globale moyenne : 1,9 sur 5 + vs 2021

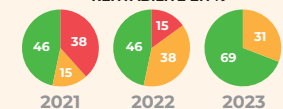
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



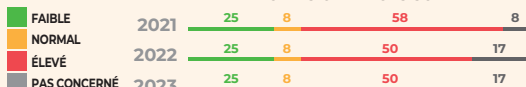
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



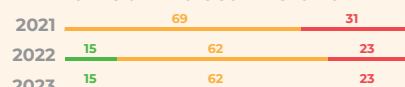
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT

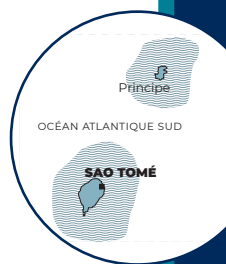


NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



SAO TOMÉ ET PRINCIPE

L'ombre des mercenaires



- **Président** : Carlos Vila Nova
- **Premier ministre** : Patrice Trovoada
- **Population** : 231 000
- **Superficie (km²)** : 1 001
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 4 451
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 1,4
- **Inflation 2022 (% est.)** : 15
- **Classement IDH, 2021** : 138

Une tentative de coup d'État, suivie de l'exécution sommaire de certains de ses auteurs, a ébranlé les premiers jours du gouvernement de Patrice Trovoada, qui hérite d'une économie fragilisée par l'inflation et la crise du tourisme.

L'attaque menée dans la nuit du 25 novembre 2022 contre le quartier général de l'armée par un commando aux intentions mystérieuses a réveillé de mauvais souvenirs à Sao Tomé. L'archipel lusophone, l'un des plus pauvres du monde, était volontiers cité en exemple pour sa démocratie parlementaire et ses alternances régulières. L'assaut déjoué est intervenu quinze jours seulement après l'investiture d'un nouveau gouvernement, dirigé par Patrice Trovoada (ADI, vainqueur des législatives de septembre). Les autorités ont immédiatement mis en cause un ancien président de l'Assemblée nationale (Delfim Neves, arrêté puis relâché), et un opposant, Arlecio Costa.

Tensions inflationnistes

L'annonce de la mort en détention de trois assaillants et d'Arlecio Costa, visiblement tués par les militaires qui se sont fait justice eux-mêmes, a ajouté au trouble et créé une crise politique. Les membres du commando

appartenaient à un bataillon de mercenaires dissout, le bataillon Buffalo, constitué dans les années 1990 par le régime d'apartheid sud-africain pour lutter contre « la subversion communiste ». Il s'était déjà illustré dans trois tentatives de putsch en 1988, 2003 et 2009.

Ces événements interviennent sur fond d'une conjoncture dégradée. L'archipel, dont l'économie est dominée par l'agriculture (le cacao et l'huile de palme totalisant plus de 80% des recettes d'exportation), la pêche et le tourisme, peine à se remettre de la crise sanitaire, qui a fait chuter le nombre de visiteurs étrangers. La croissance s'est limitée à 1,4% en 2022, mais devrait accélérer à 2,6% en 2023. L'inflation a atteint un pic de 15% et l'instauration prochaine d'une TVA au taux de 13% pourrait amputer davantage le pouvoir d'achat des ménages. Les campagnes d'exploration pétrolières menées dans les eaux territoriales se sont révélées pour l'instant décevantes.

Construire avec excellence, pour un avenir durable

- Construction et rénovation de maisons, immeubles et projets immobiliers divers
- Travaux publics
- Maîtrise d'œuvre, travaux de terrassement et génie civil
- Exploitation de carrières de granulats, vente et transport d'agregats
- Production de pavés et pose
- Mise à disposition d'équipements de BTP
- Études géotechniques
- Contrôle technique de construction



MAK - SERVICES Construction
 Hotel Leconi Palace - BP 809 Franceville - Gabon
 Tél. : +241 62 10 10 93 / 062 16 38 09 / 074 12 12 42
 b.babelamara@makservices-ga.com - makservices-ga.com

TCHAD

Transition à rallonge

L'accord avec les créanciers et l'appui du FMI vont permettre à N'djamena de respirer. Mais les heurts du 20 octobre 2022 jettent une ombre sur la transition tchadienne, dont le terme a été repoussé de deux ans par le dialogue national.



- **Président de la transition :** Mahamat Idriss Déby Itno
- **Premier ministre :** Saleh Kébsabo
- **Population (millions) :** 17,8
- **Superficie (km²) :** 1 844 797
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 1 566
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 3,3
- **Inflation 2022 (% est.) :** 4,9
- **Classement IDH, 2021 :** 190

Après deux années de récession, le Tchad a renoué avec la croissance en 2022 (+3,3%). Les hydrocarbures – 20% du PIB – représentent les trois-quarts des exportations du pays. Les perspectives de l'économie restent bien orientées pour 2023 (3,4% attendus), dans un contexte marqué par un ralentissement de l'inflation. La hausse des prix, estimée à 4,9% en 2022, devrait se stabiliser autour de 3% fin 2023.

Le Tchad, dont la dette extérieure devenait insoutenable, est parvenu à un accord avec ses créanciers bilatéraux, le G20 et le Club de Paris, et avec le trader Glencore, qui détenait à lui seul un quart de la dette totale du pays. N'djamena est à nouveau éligible aux crédits du FMI et va bénéficier d'un programme de trois ans d'un montant de 570 millions de dollars. Appuyé par la France et l'Arabie Saoudite, le pays espère désormais obtenir un rééchelonnement afin que son ratio service de la dette/recettes ne dépasse pas 12,5% d'ici 2025. Contrairement à ses homologues malien, guinéen, burkinabè et soudanais, Mahamat Déby Itno, le président de la transition tchadienne, a été convié au 2^{ème} Sommet États-Unis Afrique de Washington, en décembre 2022.

Commission d'enquête

Cet appui renouvelé de la communauté internationale intervient alors que le processus de réconciliation politique mis en place au lendemain de la mort d'Idriss

Déby Itno (avril 2021), a connu de sérieuses embardées. La répression des manifestations du 20 octobre 2022 aurait fait entre 50 et 150 morts. Initiées par les Transformateurs, la formation de l'opposant Succès Masra, les marches visaient à dénoncer les conclusions du dialogue national inclusif qui ont prolongé de deux ans la durée de la transition et autorisé Mahamat Déby Itno à concourir à la future présidentielle. Le gouvernement a dénoncé une « tentative de coup d'État », soulignant qu'une dizaine de membres des forces de l'ordre avaient trouvé la mort dans les affrontements. Une commission d'enquête internationale devra faire la lumière sur ces événements.

La situation risque donc de demeurer volatile au cours des prochains mois, d'autant que la rivalité politique entre Mahamat Déby Itno et Succès Masra se double d'un antagonisme régional Nord Sud, teinté de communautarisme. À l'inverse, le dialogue national, parrainé par le Qatar, a permis un début de décrispation avec les groupes armés, pouvant déboucher sur l'intégration d'une fraction des combattants dans les forces de sécurité et le désarmement des autres.

La France est le deuxième partenaire du Tchad. Le volume des échanges a atteint 238 millions d'euros en 2021, avec un solde positif de 100 millions d'euros pour N'djamena. Une vingtaine de groupes français sont présents dans le pays, dans le BTP, la banque, les brasseries, le sucre où l'énergie, avec l'arrivée de Perenco, qui a repris une partie des actifs pétroliers de Glencore.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Coût de la main d'œuvre
- Qualité du secteur bancaire
- Stabilité de la main d'œuvre
- Droit du travail

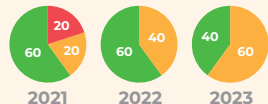
POINTS FAIBLES

- Administration
- Système de santé
- Impact du secteur informel
- Corruption

Note globale moyenne : **2,3 sur 5** vs 2021



TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



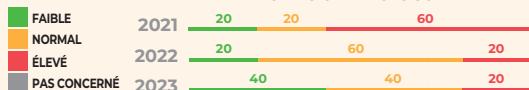
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



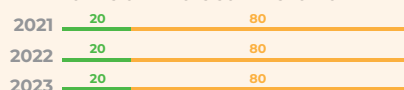
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ





Ministère des Finances, du Budget
et des Comptes Publics
RÉPUBLIQUE DU TCHAD



www.finances.gouv.td

TCHAD : EN QUÊTE DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE SON ÉCONOMIE

Le Tchad est résolument engagé dans la transformation structurelle de son économie. Les autorités du pays ont pour objectif de développer à terme une économie diversifiée, compétitive, résiliente et plus inclusive.

Les piliers de cette transformation économique sont :

Le **développement de l'énergie** : renforcer l'offre nationale d'énergie au travers de la promotion des énergies renouvelables et la diversification du mix énergétique ;

L'**agro-industrie** : créer de la valeur ajoutée ;

Le développement des **infrastructures** et **industrialisation** ;

La promotion de **Zones économiques spéciales** : encourager la création de pôles économiques ;

La création de **villes nouvelles** : répondre à la demande croissante de logements décents.

LE MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DES COMPTES PUBLICS, VOTRE PARTENAIRE STRATÉGIQUE AU TCHAD

Le Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics a pour mission la conception, la coordination, la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière monétaire, financière, fiscale et budgétaire. Dans ce cadre, il est chargé de la mobilisation des ressources et de leur allocation au financement des dépenses publiques.

Entreprises et institutions associées à ce processus :

- Ministère du Développement agricole
- Ministère de l'Élevage et des Ressources animales
- Ministère des Affaires foncières, de l'Habitat et de l'Urbanisme
- Ministère de l'Industrie et du Commerce
- Société de Promotion foncière et immobilière (SOPROFIM)
- Agence Nationale des Investissements et des Exportations (ANIE)
- Laboratoire de Recherches zootechniques et vétérinaires
- Société Nationale d'Électricité (SNE)
- Conseil National du Patronat Tchadien
- Chambre du Commerce, d'Industries, d'Agriculture, des Mines et d'Artisanat
- OLAM-Tchad
- ZIZ Energie
- Direction Générale des Impôts (Ministère des Finances)
- Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (Ministère des Finances)



AFRIQUE AUSTRALE

& OCÉAN INDIEN

Panne d'énergie

Le décrochage de l'économie sud-africaine compromet les perspectives à court terme de la région, qui a enregistré la plus faible croissance d'Afrique en 2022. L'importance du potentiel gazier et minier ainsi que la compétition pour les terres rares laissent néanmoins entrevoir de réelles opportunités au Botswana, en Namibie et au Mozambique.



Afrique du Sud.....	101	Malawi.....	106
Angola.....	102	Maurice.....	107
Botswana.....	103	Mozambique.....	108
Comores.....	103	Namibie.....	109
Eswatini.....	104	Seychelles.....	109
Lesotho.....	104	Zambie.....	110
Madagascar.....	105	Zimbabwe.....	110

La levée des dernières restrictions liées au Covid-19, en juin 2022, a permis à la région de tourner la page de la crise sanitaire, qui n'est plus qu'un mauvais souvenir. Ce retour à la normale continue de produire ses effets sur le marché du travail sud-africain, demeuré dynamique en dépit du tassement de la croissance. Cependant, les difficultés du géant sud-africain plombent encore les perspectives de l'Afrique australe. Deuxième puissance économique du Continent après le Nigéria, la Nation arc-en-ciel représente les deux tiers du produit intérieur brut de la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC) qui atteint au total 640 milliards de dollars. Confronté à une crise énergétique qui s'aggrave année après année et se manifeste par des délestages électriques pouvant durer jusqu'à huit heures par jour, le pays, jadis locomotive de la région, fait aujourd'hui figure d'homme malade.

La région avait bénéficié d'une forte reprise en 2021 (+4,5%), mais a enregistré en 2022 la croissance la plus faible des cinq grands ensembles économiques du Continent, avec 3%, loin des 4,9% de l'Union économique et monétaire de Ouest-Africaine (UEMOA). Cette situation devrait perdurer en 2023, où la progression de l'activité devrait se limiter à 2,8%. Les pays de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) connaîtront une conjoncture encore plus anémique (1,3% de croissance). Le Botswana, deuxième producteur mondial de diamants, et dont le sous-sol recèle d'importants gisements de minerais stratégiques comme l'uranium et le lithium, continuera à afficher des performances largement au-dessus de la moyenne (4% de croissance en 2022, 4,1% attendus en 2023). Le Mozambique, qui bénéficiera de la montée en régime de la production gazière, devrait s'imposer comme l'économie la plus dynamique de la zone, avec une croissance légèrement inférieure à 5% en 2023. Mais il part de loin. L'autre grande nation lusophone, l'Angola, renouera avec des performances plus en rapport avec son statut de premier exportateur africain de pétrole. Après deux années de récession en 2019 et 2020, le pays devrait voir sa croissance accélérer à 3,4% en 2023.

Rivalité stratégique

Les déséquilibres qui affectent la Zambie (crise de la dette) et le Zimbabwe (hyperinflation) n'ont pas d'impact systémique, en raison de la petite taille et du degré limité d'intégration de leurs économies. À l'inverse, la persistance de l'insurrection djihadiste dans la région mozambicaine du Cabo Delgado constitue une hypothèque en termes d'attractivité globale pour la zone. Ce conflit de basse intensité, qui a provoqué la suspension des travaux du méga-projet de liquéfaction du gaz naturel Mozambique LNG, où TotalEnergies avait déjà investi une quinzaine de milliards de dollars, est à l'origine d'une reconfiguration des rapports régionaux. L'offensive menée en mars 2021 par les insurgés islamistes sur la ville de Palma a souligné les carences opérationnelles des forces armées de Maputo, qui bénéficiaient de l'appui logistique de la SADC.

Ce coup de semonce a amené le président mozambicain Filipe Nyusi à accepter le déploiement en urgence d'un corps expéditionnaire d'un millier de soldats et gendarmes rwandais. Les militaires de Kigali ont réussi à reprendre rapidement les villes conquises par les combattants radicalisés d'Ahlu Sunna. Mais cette intervention décisive, encouragée par les pays de l'Union européenne et les majors pétrolières comme TotalEnergies, ENI ou Exxon Mobil, a irrité Pretoria. Peu désireuse de voir le Rwanda étendre sa zone d'influence et son rayonnement en Afrique australe, l'Afrique du Sud a poussé à la création de la SAMIM, la Force régionale de la SADC, dotée de 3.000 hommes. La présence des deux contingents, qui se toisent sur le terrain, a permis de stabiliser la situation. Elle s'inscrira dans la durée, sur un horizon de trois à cinq ans.

L'insurrection djihadiste dans la région mozambicaine du Cabo Delgado constitue une hypothèque en termes d'attractivité globale pour la zone

Eldorado gazier en devenir, l'Afrique australe est au cœur d'enjeux énergétiques majeurs. Grâce aux immenses gisements offshore du bassin de Rovuma, le Mozambique disposerait de 5.000 milliards de mètres cubes de réserves de gaz, soit 40% des réserves du Continent. Le projet Coral South LNG, opéré par ENI, Exxon Mobil et le Chinois CNPC, démarré en 2022, produira 3,4 millions de tonnes de GNL. Mozambique LNG, opéré principalement par TotalEnergies, produira 13 millions de tonnes, mais son entrée en service, initialement prévue pour 2024, a été repoussée. Enfin, Rovuma LNG, opéré par Exxon Mobil et le chinois CNPC produira 15 millions de tonnes de GNL à partir de 2025. Ce projet, qui, contrairement à celui de Total, n'a pas été impacté par la dégradation de la situation sécuritaire, aura nécessité des investissements de 25 milliards de dollars. Madagascar, les Comores et Maurice se prennent à rêver d'un destin pétrolier et gazier, et tentent de séduire des opérateurs pour qu'ils entreprennent des campagnes d'exploration dans leurs eaux territoriales.

OCÉAN INDIEN

LES COMORES ACCÈDENT À LA PRÉSIDENTIE DE L'UA

C'est une première dans l'histoire de l'organisation panafricaine et une consécration pour le président comorien Azali Assoumani : son pays a accédé, le 18 février, à la présidence de l'Union Africaine, au terme d'une âpre bataille de lobbying qui a opposé Moroni à Nairobi, et qui a abouti en décembre 2022 au retrait de la candidature kenyane. Les Comores deviennent le deuxième État insulaire à exercer cette responsabilité, après la Guinée Équatoriale, en 2011. Azali Assoumani s'est fixé comme priorités l'accélération de la mise en œuvre de la Zone de libre échange continentale africaine et le « fléchage » des 150 milliards d'euros d'investissements promis par Bruxelles lors du dernier Sommet UE-UA.

L'Afrique du Sud (bassin d'Outeniqua) dispose de gisements offshore prometteurs, mais les projets de TotalEnergies se heurtent à une forte opposition de la société civile, soucieuse de leur impact dans une zone à riche biodiversité marine.

Alors que l'Angola prévoyait d'octroyer de nouvelles licences sur une douzaine de blocs, pour tenter d'enrayer la stagnation de sa production aux alentours de 1,2 million de barils/jour, c'est la Namibie voisine qui concentre toutes les attentions. Les découvertes s'y sont multipliées dans le bassin d'Orange, notamment sur les blocs 2913A (opéré par Shell) et 2913B (opéré par TotalEnergies). Le potentiel est désormais estimé à 3 milliards de barils. La décision finale d'investissement pourrait intervenir en 2024, pour une entrée en production envisagée dès 2027. Les Qataris de Qatar Energy, qui détiennent des participations minoritaires de 25 à 30%, dans le sillage de Shell et de TotalEnergies, sont particulièrement bien positionnés. Qatar Petroleum possède en outre une participation de 25% sur le bloc 11B/12B du bassin d'Outeniqua, en Afrique du Sud.

Métaux rares

La compétition est également vive dans le domaine des mines et des terres rares. Le Botswana possède d'importantes réserves de cuivre situées dans la Kalahari Copperbelt (qui déborde aussi sur la Namibie voisine). Il verra sa production atteindre les 100.000 tonnes par an en 2023, grâce à la mine de Khoemacau, opérée par les Américains de Cupric Canyon Capital. Au Zimbabwe, le minier chinois TsingShan, déjà actif dans l'exploitation du charbon et du ferrochrome, a signé un accord pour l'installation d'une usine de lithium. L'investissement

final pourrait atteindre 2,7 milliards de dollars. Harare, qui entretient des relations privilégiées avec Pékin, est le seul producteur africain de ce métal indispensable à l'industrie des télécommunications et de l'automobile. En Namibie, le projet de terres rares de Lofdal (dysprosium et terbium), détenu majoritairement par les Canadiens de NCM, est déjà valorisé à 12 milliards de dollars, après l'entrée au capital des Australiens de Bannerman Energy. Windhoek a conclu des accords avec Bruxelles et Tokyo pour approvisionner l'Europe et le Japon en terres rares, et permettre ainsi à ces deux ensembles de réduire leur dépendance vis-à-vis de la Chine. Enfin, les compagnies britanniques sont particulièrement actives dans la région, à l'inverse des opérateurs français, totalement absents.

L'essor des industries extractives ouvre des perspectives prometteuses pour certains pays, notamment les moins peuplés, qui sont aussi les mieux pourvus (Namibie, Botswana), ainsi qu'au Mozambique (gaz), en dépit des fragilités sécuritaires de ce dernier. Les perspectives à court terme restent cependant tributaires d'une amélioration de la situation énergétique en Afrique du Sud, et d'un apaisement des tensions sociales toujours vives. L'Agence Française de Développement (AFD) et son homologue allemande KfW vont apporter chacune 300 millions d'euros sous forme de prêts dans le cadre du Partenariat pour une transition énergétique juste (JTPEP), scellé l'an passé à la COP26 de Glasgow entre l'Afrique du Sud d'une part, et la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Union Européenne d'autre part. D'un montant total de 8,5 milliards d'euros, ce partenariat vise à accélérer la trajectoire de décarbonation du pays, dont 70% de la production électrique dépend toujours de la houille. Un pari loin d'être gagné. La mise en œuvre du projet, qui a pris du retard, suscite de fortes oppositions syndicales, alors que les besoins de financement sont estimés à 95 milliards de dollars, dont 30 milliards pour Eskom. Le président Cyril Ramaphosa semble néanmoins décidé à accélérer les investissements dans le renouvelable (solaire et éolien), et dans l'hydrogène vert, et multiplie les ouvertures en direction des investisseurs étrangers, notamment européens.

L'essor des industries extractives ouvre des perspectives prometteuses pour certains pays, notamment les moins peuplés, qui sont aussi les mieux pourvus

Samy Ghorbal

AFRIQUE DU SUD

Touché, mais pas coulé



- **Président :** Cyril Ramaphosa
- **Vice-président :** David Mabuza
- **Population (millions) :** 60,8
- **Superficie (km²) :** 1 219 912
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 14 420
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.) :** 2,1
- **Inflation 2022 (% , est.) :** 6,7
- **Classement IDH, 2021 :** 109

Alors que l'économie de son pays est à la peine, plombée par une crise énergétique dont elle ne parvient pas à se sortir, le président Cyril Ramaphosa, reconduit à la tête de l'ANC, voit son horizon politique s'éclaircir.

Réélu le 20 décembre 2022 à la tête de son parti, l'ANC, le président Cyril Ramaphosa aborde la « dernière année utile de son mandat » en meilleure position avant les élections de 2024. Confronté à l'opposition de son prédécesseur et ennemi juré Jacob Zuma, Ramaphosa venait d'échapper à une procédure de mise en accusation initiée par le Parlement après un rapport accablant sur des soupçons de blanchiment. Le président sud-africain a passé sous silence un cambriolage dont il a été victime en 2020, dans sa ferme. Les malfrats étaient repartis avec 560.000 euros en liquide, une somme correspondant au produit de la vente non déclarée d'une partie de son prestigieux cheptel de bétail de race ankolé, une vache sacrée cornue originaire d'Ouganda...

Malgré une conjoncture favorable au secteur minier, l'année 2022 marque le retour à la morosité, avec une croissance de 2,1%, après le fort rebond de 2021 (+4,9%). Les perspectives pour 2023 sont en berne : 1,1%, soit une quasi-stagnation. L'inflation - 5,1% attendus - restera cependant en-deçà des niveaux observés dans la région. Cette langueur économique trouve son explication dans une crise aux racines profondes : un contexte social dégradé, encore aggravé par les effets des sévères confinements de 2020-2021, un chômage alarmant (plus de 30%), une criminalité galopante et des délestages électriques qui atteignent un niveau critique.

Le boulet Eskom

Unique membre africain des BRICS et du G20, avec un PIB de 420 milliards de dollars, le pays conserve de sérieux atouts : une économie diversifiée, des ressources naturelles abondantes, une industrie manufacturière et automobile intégrée dans les chaînes de valeur mondiales, et pesant 12% du PIB, un secteur financier dynamique et innovant, et des institutions démocratiques robustes. Mais l'état de la compagnie nationale d'électricité, Eskom, extrêmement dépendante du charbon, criblée de dettes et aux installations vétustes, représente une hypothèque que les autorités de Pretoria tentent de lever. Le gouvernement a organisé fin novembre un sommet national dédié à l'hydrogène vert, en partenariat avec la GiZ allemande. Le pays disposerait d'avantages comparatifs (platine, potentiels solaire et éolien) mais doit attirer des investisseurs pour augmenter drastiquement ses capacités d'énergies renouvelables.

L'Afrique du Sud est le premier client et le deuxième fournisseur de la France en Afrique subsaharienne, avec des échanges bilatéraux d'une valeur de 2,6 milliards d'euros en 2021, et un solde positif de 530 millions d'euros en faveur de Paris. Le stock d'investissements français est estimé à 3 milliards d'euros, au 12^{ème} rang d'un classement logiquement dominé par le Royaume-Uni (30% du stock), les Pays-Bas (18%) et la Belgique (11%).

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Réseau routier et aérien local
- Réseau Télécoms
- Douanes
- Qualité du secteur bancaire

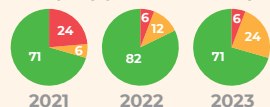
POINTS FAIBLES

- Réseau ferré, distribution électrique
- Coût énergie et télécoms
- Efficacité administrative
- Corruption et sécurité des personnes

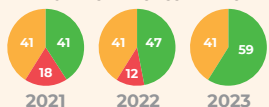
Note globale moyenne : 2,6 sur 5 vs 2022



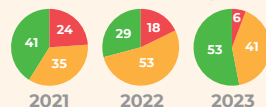
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



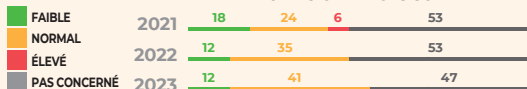
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



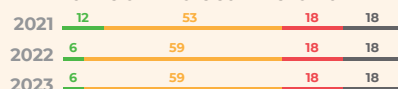
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



ANGOLA

La fin d'une époque

Réélu difficilement en août 2022, sur fond de disparition de son prédécesseur Dos Santos, le président Lourenço doit relancer l'industrie du géant pétrolier africain, qui a enfin renoué avec la croissance.

Une victoire par la plus petite des marges. Le MPLA, le parti du président Joao Lourenço, a recueilli 51% des suffrages aux élections du 24 août 2022, contre 44% pour son rival de toujours, l'UNITA, qui s'est trouvé un nouveau leader en la personne d'Adalberto Costa Junior. Ces résultats, contestés par l'opposition, traduisent l'érosion du socle politique du parti de l'indépendance, en recul de 10 points depuis le scrutin de 2017. Trois des 18 provinces du pays ont été remportées par l'UNITA, dont la capitale, Luanda. La conquête de 124 des 220 sièges mis en jeu à l'Assemblée permet cependant au président Lourenço de conserver le pouvoir cinq années



- **Président :** Joao Lourenço
- **Vice-présidente :** Esperança Da Costa
- **Population (millions) :** 35,5
- **Superficie (km²) :** 1 246 700
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 6 581
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 2,9
- **Inflation 2022 (% est.) :** 21,7
- **Classement IDH, 2021 :** 148

supplémentaires. Esperança Da Costa, une scientifique de 61 ans, a été désignée vice-présidente. Avec la présidente du Parlement Carolina Cerqueira, elle incarne le renouvellement souhaité par Lourenço, qui a également remanié à plus de 50% son gouvernement. Le chef de l'État angolais, toujours engagé dans une campagne anti-corruption qui vise des proches de son prédécesseur, n'aura plus à composer avec l'ombre de ce dernier. José Eduardo Dos Santos est décédé, à Barcelone, début juillet. Ses funérailles, nationales, ont été célébrées le 28 août à Luanda.

Les exportations angolaises ont progressé de 36% au premier semestre 2022, portées par la hausse des cours de l'or noir. Une bouffée d'oxygène et de croissance pour le pays, qui avait souffert d'un contexte économique très défavorable, avec quatre années de récession, entre 2017 et 2020. La progression du PIB s'établira à 2,9% en 2022 et accélérera à 3,4% en 2023. Une accalmie se dessine aussi sur le front de l'inflation, qui devrait refluer à 11,8% l'an prochain, après un pic à 25,8% enregistré en 2021.

Corridor Lobito Kolwezi

L'économie reste largement tributaire de la rente pétrolière. Le pays a retrouvé en 2022 son statut de premier producteur africain de pétrole (1,2 million de barils-jour), mais doit attirer de nouveaux investisseurs. Les analystes tablent sur une baisse d'environ 20% à l'horizon 2030. Fortement implanté, TotalEnergies assure près de la moitié de la production angolaise (550.000 bj). La firme française a cédé certaines de ses participations matures à Somoil, première compagnie privée nationale, qui prévoit d'extraire 40.000 bj d'ici 2025 et développe également son réseau de distribution.

Côté infrastructures, le consortium suisse-belgo-portugais formé par Trafigura, Vecturis et Mota-Engil a été désigné concessionnaire pour la partie angolaise de la voie ferrée reliant Lobito au site minier de Kolwezi, en RD Congo. L'évacuation de premiers convois de cuivre et de cobalt doit intervenir avant la fin du 1er semestre 2023, alors que des discussions ont été engagées par le concessionnaire avec les armateurs CMA-CGM, MSC et Maersk, pour améliorer la desserte du port angolais de Lobito.



Ramiros,
Angola

BOTSWANA

Diamant brut

Les sanctions visant la Russie ont favorisé l'industrie diamantifère du pays, qui mise aussi sur le cuivre pour son développement. Le PIB par habitant botswanais dépasse maintenant celui de l'Afrique du Sud.

A bonné aux premières places africaines des classements internationaux (IDH, gouvernance, démocratie), le Botswana dispose des fondamentaux les plus solides de la région et a dépassé l'Afrique du Sud en termes de PIB par habitant. Après le rebond exceptionnel observé en 2021 au sortir de la crise Covid (+11,4%), le pays devrait voir son activité croître de 4,1% en 2022. Les prévisions pour 2023 restent bien orientées (+4%) et l'inflation, qui a connu un pic à 11,2% du fait de la flambée des prix alimentaires, devrait s'établir à 5,8%. Le malheur des uns faisant le bonheur des autres, Gaborone, deuxième producteur mondial de diamants – les gemmes lui procurent 70% de ses recettes à l'export – a bénéficié des sanctions visant la Russie, première productrice mondiale de diamants brut.



- **Président** : Mokgweetsi Masisi
- **Population (millions)** : 2,4
- **Superficie (km²)** : 581 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 17 603
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 4,1
- **Inflation 2022 (% est.)** : 11,2
- **Classement IDH, 2021** : 117

Diversification minière

La persistance d'un chômage élevé (26%), les inégalités de revenus, toujours très marquées, ont conduit le gouvernement du président Mokgweetsi Masisi à initier un programme d'investissements sociaux et éducatifs pour créer les conditions d'une croissance plus inclusive. Des incitations au secteur manufacturier, à celui du tourisme et aux services financiers complètent ce dispositif, rendu possible par un niveau d'endettement très inférieur à la moyenne régionale (21,3% du PIB).

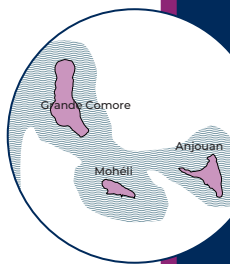
Le Botswana mise toujours sur la diversification du secteur minier, qui bénéficie d'un régime juridique rénové et redevenu attractif. Outre l'uranium, c'est le cuivre de la Kalahari Belt qui attire les investissements : les Australiens de Sandfire ont prévu d'injecter au total 400 millions de dollars dans la mine de Motheo, qui pourra produire jusqu'à 300.000 tonnes de minerai par an. Les Américains de Cupric Canyon Capital, positionnés sur le gisement de Khoemacau, visent une production de 65.000 tonnes de cuivre.

COMORES

Forcing diplomatique

Le deuxième round de mobilisation autour du Plan Comores Émergent a permis à Moroni d'engranger 1,5 milliard d'euros de promesses de financement supplémentaire. Reste à transformer l'essai.

Le Plan Comores Émergent, présenté une première fois aux bailleurs de fonds en novembre 2019, finira-t-il par voir le jour ? À l'époque, le président Azali Assoumani avait réuni investisseurs et amis des Comores à Paris. Ils s'étaient engagés à hauteur de 4 milliards d'euros. Mais sur ce montant, seuls 473 millions d'euros ont été effectivement décaissés. Le chef de l'État comorien a donc pris l'initiative de réunir à nouveau, mais cette fois à Moroni, partenaires du développement et investisseurs, en décembre 2022, pour les remobiliser. Une opération payante, du moins en apparence, les promesses ayant été réévaluées de 1,5 milliard d'euros supplémentaires. L'Agence française de développement mettra à disposition de l'archipel une enveloppe de 175 millions d'euros. L'Union européenne, le Japon, l'Arabie Saoudite et les Émirats ont également répondu présent, alors que



- **Président** : Azali Assoumani
- **Population (millions)** : 920 000
- **Superficie (km²)** : 1 862
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 3 284
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 3
- **Inflation 2022 (% est.)** : 11,4
- **Classement IDH, 2021** : 156

les privés égyptiens se sont positionnés sur le secteur du tourisme (6% du PIB), qui offre de réelles opportunités, à condition de développer les capacités hôtelières.

Diaspora solidaire

Mise à dure épreuve par le Covid-19, qui a ruiné la saison touristique, l'économie insulaire a connu une reprise assez marquée en 2022 (3% de croissance). Les perspectives restent bien orientées pour 2023 (+3,4%). Ces performances ne suffisent cependant pas à engager un cercle vertueux du développement, d'où l'importance des investissements étrangers. En attendant, les envois de fonds de la diaspora comorienne de France jouent un rôle d'amortisseur indispensable. Cette manne profite au système bancaire local, qui a vu son bilan progresser de 20% l'an passé. A plus long terme, Moroni fonde aussi de grands espoirs sur la présence de gisements pétroliers et gaziers dans ses eaux. De nouvelles autorisations de prospections vont être délivrées.

ESWATINI

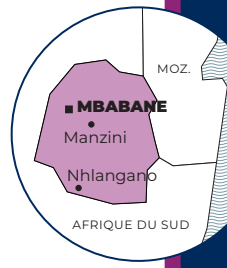
Tensions persistantes

À l'œuvre depuis l'été 2021, le cycle manifestations-répression a plongé le pays dans un état de guerre civile larvée. L'entêtement du roi Mswati III irrite ses partenaires de la SADC.

Sévèrement réprimées, les manifestations contre les violences policières commencées en juin 2021 ont fait basculer la dernière monarchie absolue d'Afrique dans un cycle de tensions qui ne retombent pas. Le mouvement s'est mué en une contestation pro-démocratie, appuyée par les syndicats et des opposants réfugiés en Afrique du Sud voisine. Il menace de dégénérer. Le pays a été le théâtre d'attentats sporadiques et, en octobre 2022, deux policiers ont été tués en pleine rue dans la capitale, amenant l'épiscopat catholique à réitérer ses appels au dialogue. Mswati III, le souverain, couronné en 1986 à l'âge de 18 ans, ne l'entend pas de cette oreille et campe sur ses prérogatives coutumières.

Médiation avortée

La dégradation de la situation intérieure est un sujet de préoccupation pour la SADC mais l'organisation s'est



- **Roi :** Mswati III
- **Premier ministre :** Cleopas Dlamini
- **Population (millions) :** 1,2
- **Superficie (km²) :** 17 360
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 9 815
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 2,4
- **Inflation 2022 (% est.) :** 4,9
- **Classement IDH, 2021 :** 114

avérée pour l'instant impuissante. Deux sommets régionaux ont ainsi été annulés, faute d'accord avec Mbabane. Mswati III, qui entretenait des relations cordiales avec le président sud-africain Jacob Zuma, est en froid avec le successeur de ce dernier, Cyril Ramaphosa, et craint des ingérences de Pretoria.

La situation est marquée par un ralentissement de la croissance. Après un pic à 7,9% en 2021 (rattrapage post-Covid), le PIB de l'Éswatini a augmenté de 2,4% en 2022, et devrait progresser de manière encore plus limitée en 2023 (1,8% attendus). Le pays, qui est l'un des derniers États africains à maintenir des relations officielles avec Taïwan, bénéficie de programmes et de lignes de crédit avec la BAD d'un montant de 440 millions de dollars, en soutien aux réformes. Les échanges bilatéraux avec la France sont faibles (14 millions d'euros). L'essentiel des investissements étrangers sont sud-africains.

LESOTHO

OPA électorale express

Homme le plus riche du pays le plus pauvre d'Afrique australe, Sam Matekane a créé la surprise en remportant les législatives d'octobre 2022.

Six mois. C'est le temps qu'il aura fallu à Sam Matekane pour s'emparer des commandes de la petite monarchie constitutionnelle enclavée au cœur de l'Afrique du Sud. Sa coalition, le RFP, a décroché 56 des 120 sièges aux législatives d'octobre 2022. Sa campagne express a soulevé un très fort espoir dans le pays, théâtre d'une instabilité politique récurrente où le revenu par habitant a chuté de 10% en raison de la crise du Covid-19. Self-made man de 64 ans, Matekane est issu d'une famille modeste de paysans, et a fait fortune dans le diamant. Se targuant de pouvoir diriger le gouvernement comme on dirige une entreprise, il s'est engagé sur un programme d'austérité, pour contenir la dérive de la dette (50% du PIB) et des comptes publics.

Tourisme politique

Ce sérieux budgétaire, et son corollaire, la lutte contre la corruption, doivent permettre une relance de l'économie,



- **Roi :** Letsie III
- **Premier ministre :** Sam Matekane
- **Population (millions) :** 2,2
- **Superficie (km²) :** 30 355
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 2 682
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 2,1
- **Inflation 2022 (% est.) :** 8,1
- **Classement IDH, 2021 :** 169

et un retour en grâce aux yeux des investisseurs étrangers. L'une des mesures phares du nouveau Premier ministre sera l'interdiction du « tourisme politique », la fameuse « transhumance » qui permettait aux élus de changer d'étiquette politique en cours de mandat, pratique à l'origine de l'instabilité politique.

Le Lesotho en a bien besoin. La croissance y est structurellement faible : de 2,1% en 2022, elle devrait ralentir à 1,6% en 2023. Le chômage y atteint 22% et les transferts de fonds des travailleurs migrants constituent, avec le diamant, une des principales ressources du pays. Le Lesotho, chasse gardée des Sud-africains, et dans lequel les entreprises françaises sont très peu présentes, est confronté à des sécheresses fréquentes et des épisodes d'insécurité alimentaire. Un paradoxe alors qu'il est réputé être le château d'eau de la région...

MADAGASCAR

À l'épreuve des crises



- **Président :** Andry Rajoelina
- **Premier ministre :** Christian Ntsay
- **Population (millions) :** 29,6
- **Superficie (km²) :** 587 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 1 635
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.) :** 4,2
- **Inflation 2022 (% , est.) :** 9,8
- **Classement IDH, 2021 :** 173

Le retour de la croissance, tirée par le secteur minier, n'a pas réussi à enrayer l'augmentation du taux de pauvreté, dans un contexte marqué également par la précarité alimentaire.

Les élections de 2023 s'annoncent compliquées.

Prévue en décembre 2023, l'élection présidentielle malgache se déroulera dans un contexte tendu. Le président Andry Rajoelina, candidat à sa réélection, aura face à lui une coalition emmenée par deux de ses prédécesseurs : son ex-allié, le technocrate Hery Rajaonarimampianina (président de 2014 à 2018), et son adversaire de toujours Marc Ravalomanana (président entre 2002 et 2009). Au terme d'un accord politique scellé entre les deux hommes, Ravalomanana devrait apporter son soutien à une nouvelle candidature d'Hery Rajaonarimampianina. Le président Andry Rajoelina part pour l'instant avec les faveurs des pronostics, mais la dégradation de la situation sociale, provoquée par la série de chocs exogènes subis par la Grande Île depuis 2019 (crises sanitaire, énergétique et alimentaire), pourrait rebattre les cartes.

Madagascar a connu une reprise assez vigoureuse en 2022 (+4,2%) et la croissance devrait accélérer en 2023 (dans une fourchette comprise entre 4,9 et 5,2%), mais cette vigueur doit beaucoup aux industries extractives et à la relance de la mine de nickel et de cobalt d'Ambatovy, codétenue par les Japonais de Sumitomo et les Coréens de Komir. Le secteur a d'ailleurs été au cœur des attentions, avec la laborieuse réforme du code minier, qui doit permettre l'octroi de nouveaux permis de prospections (ils étaient gelés depuis 2009). Les redevances minières dues à l'État

devraient être modulées selon les filières et pourraient atteindre jusqu'à 3% pour le nickel et 6% pour le diamant, vs le taux uniforme de 2% actuellement pratiqué.

Précarité alimentaire

D'autres projets sont sur les rails : dans le domaine énergétique, mais aussi des infrastructures et de la logistique. L'extension du port de Toamasina (Tamatave), sur la façade orientale de l'île, doit être achevée en 2025. La façade occidentale, bordée par le canal du Mozambique, souffre en revanche toujours d'un déficit d'équipements.

La sécheresse persistante dans le Sud, couplée à une inflation frôlant désormais les 10%, créent une situation d'insécurité alimentaire d'autant plus préoccupante qu'une écrasante majorité de la population vit dans une pauvreté extrême (81% en mai 2022, +7% en cinq ans). Les autorités multiplient les subventions (denrées de base, électricité, essence) pour réduire l'impact de la hausse des prix. La dette publique, relativement contenue (53% du PIB), qui repose essentiellement sur des financements concessionnels et le soutien des bailleurs multilatéraux, laisse cependant une certaine latitude d'action au gouvernement.

Premier client du pays, la France absorbe 21% des exportations malgaches (textile, agro-alimentaire). Elle est aussi son deuxième fournisseur, avec environ 13% de parts de marché, devancée par la Chine (16%). Les échanges bilatéraux s'élèvent à 1,1 milliard d'euros, avec un solde positif de 277 millions d'euros pour Antananarivo.

BAROMÈTRE CIAN 2022

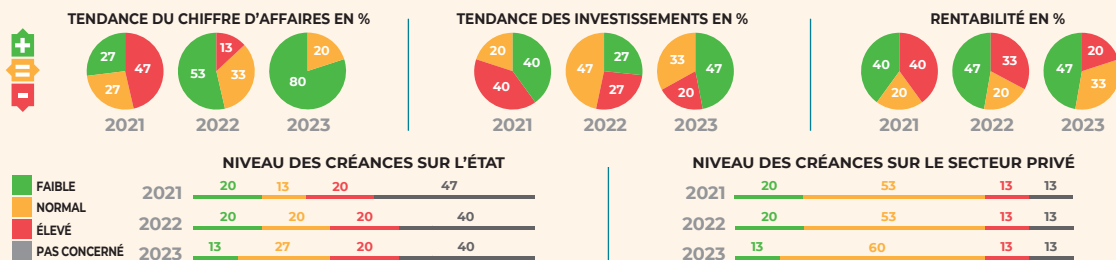
POINTS FORTS

- Réseau télécoms
- Coût de la main d'œuvre
- Qualité du secteur bancaire
- Taux d'absentéisme

POINTS FAIBLES

- Système judiciaire et de santé
- Infrastructures de transport
- Corruption
- Sécurité

Note globale moyenne : **2,1 sur 5** vs 2021



MALAWI

Le barrage de l'espoir

Le barrage hydro-électrique de Mpatamanga, qui sera développé par EDF et les Norvégiens de Scatec, doit permettre de doubler la production totale du Malawi, placé sous perfusion par le FMI.

L'économie du Malawi est fragilisée, depuis trois ans, par une succession de chocs externes (Covid-19, crise énergétique, crise alimentaire). La croissance 2022 a été deux fois plus faible qu'attendu (+0,9%) et l'inflation s'est maintenue à un niveau élevé (18,4%), insupportable pour une population qui vit aux trois quarts sous le seuil de pauvreté. Mais le sujet d'inquiétude fondamental demeure la dette, qui a augmenté de 60% en trois ans, à 73% du PIB. Sa trajectoire est insoutenable. Lilongwe est engagée dans de délicates négociations avec le FMI pour obtenir une Facilité Élargie de Crédit (FEC). Fin novembre 2022, le Fonds a octroyé un prêt de 88 millions de dollars au Malawi pour faire face à la crise alimentaire. Le soutien international et la décreue du cours des matières premières laissent augurer le retour d'une croissance plus vigoureuse en 2023, à +2,5%.

Sécurité énergétique

Très tributaire du secteur primaire, l'économie du Malawi dispose d'un potentiel minier mal exploité. Le secteur



- **Président** : Lazarus Chakwera
- **Vice-président** : Saulos Chilima
- **Population (millions)** : 20,6
- **Superficie (km²)** : 118 484
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 1 658
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 0,9
- **Inflation 2022 (% est.)** : 18,4
- **Classement IDH, 2021** : 169

contribuait à hauteur de 10% au PIB en 2014, contre 1% actuellement. Le projet de terres rares de Songwe Hill, porté par les Canadiens de Mkango Resources et qui doit démarrer en 2024, pourrait rapporter près de 200 millions de dollars annuels à l'État. La relance de la production de Yellow Cake (uranium), à l'arrêt depuis une décennie, est aussi à l'ordre du jour.

Le volume d'échange avec la France est marginal, à 11 millions d'euros en 2021 (tabac, produits pharmaceutiques). Mais il pourrait bientôt augmenter avec le lancement du barrage hydro-électrique de Mpatamanga, près de Blantyre. D'un montant compris entre 800 millions et un milliard d'euros, cet investissement sera financé par un prêt concessionnel de la Société financière internationale (SFI). Il permettra de doubler la production totale d'électricité. EDF sera le développeur principal du projet, aux côtés du norvégien Scatec.



PARIS 89 FM

BRUNO FAURE

ÉCO D'ICI, ÉCO D'AILLEURS

ÉMISSION SPÉCIALE LE SAMEDI 22 AVRIL À 12H10

Les grands dossiers de l'actualité économique française, africaine et internationale

Première radio internationale en Afrique francophone*

*Source : Kantar TNS - Africascope 2022



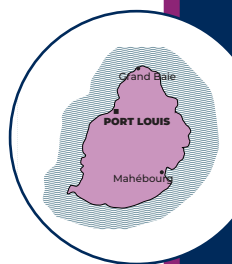
À (ré)écouter en podcast sur [rfi.fr](https://www.rfi.fr)



MAURICE

Un nouveau départ

Retour de la croissance, baisse des déficits et stabilisation de la dette : malgré ses fragilités révélées par la pandémie, l'économie mauricienne a retrouvé son tonus. Les accords avec l'Inde et la Chine peuvent lui offrir de nouvelles perspectives.



- **Président :** Prithvirajsing Roopun
- **Premier ministre :** Pravind Kumar Jugnauth
- **Population (millions) :** 1,28
- **Superficie (km²) :** 2 040
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 22 240
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 6,1
- **Inflation 2022 (% est.) :** 10,2
- **Classement IDH, 2021 :** 63

L'Île Maurice retrouve des couleurs. Effaçant les séquelles de la violente récession de 2020, durant laquelle le PIB s'était contracté de 14,9%, l'activité économique est revenue à son niveau de 2019. La croissance a dépassé les 6% en 2022 et devrait se maintenir à 5,4% en 2023. La dette publique, qui avait frôlé la barre des 100% du PIB, au plus fort de la crise, est retombée à 90%, alors que le déficit public (-6,1%) a presque diminué de moitié sur la même période. L'inflation, qui a culminé à 10,2 % en 2022, devrait, elle aussi, entamer un reflux (6,1% prévus en 2023).

Les autorités avaient fait le choix d'intervenir massivement en soutien des ménages et des entreprises du secteur hôtelier. Les dépenses sociales, qui ont encore progressé de 17% en 2022, absorbent près d'un tiers du budget de l'État, mais la stratégie, qui pèse sur les dépenses publiques, s'est révélée payante pour le gouvernement. Critiqué pour sa gestion des indemnités de la marée noire provoquée par un navire japonais, le MV Wakasho, durant l'été 2020, le Premier ministre Pravind Jugnauth doit composer avec un remuant adversaire populiste : Jean Bruneau Laurette, qui joue sur les clivages communautaires de l'île. Les prochaines élections générales doivent se tenir en 2024.

Traité de libre échange

Le PIB mauricien reste dominé par les services financiers (50% de la valeur ajoutée produite), l'immobilier haut de gamme et le tourisme, qui a bénéficié de la levée des dernières restrictions mondiales liées à la pandémie. Le secteur manufacturier, en perte de vitesse, repose principalement sur le textile (5% du PIB et 16% des recettes d'exportation). L'industrie sucrière demeure importante (6% des exportations). Le pays, enclavé, reste vulnérable aux chocs externes sur les matières premières et l'énergie. Le gouvernement souhaite réduire cette dépendance en portant à 60% la part de la production énergétique issue de sources renouvelables à l'horizon 2030.

Maurice capitalise sur sa bonne insertion dans les rouages du commerce et de l'investissement international. Un traité de libre échange avec la Chine est entré en vigueur en 2023. Port-Louis et New Delhi avaient conclu un accord similaire dès 2019, et ce rapprochement avec l'Inde pourrait aussi se matérialiser par l'installation d'une base aérienne avancée indienne sur le récif d'Agaléga.

Premier investisseur étranger sur l'île, avec un stock d'IDE de 1,3 milliard d'euros, la France est un partenaire stratégique. Premier pourvoyeur de touristes de Maurice, elle est son 2ème client et son 4ème fournisseur. Les échanges bilatéraux se sont élevés à 536 millions d'euros (avec un solde positif de 118 millions en faveur de Paris) en 2021, et 170 entreprises tricolores sont implantées dans le pays. Elles emploient 14.500 personnes.

BAROMÈTRE CIAN 2022

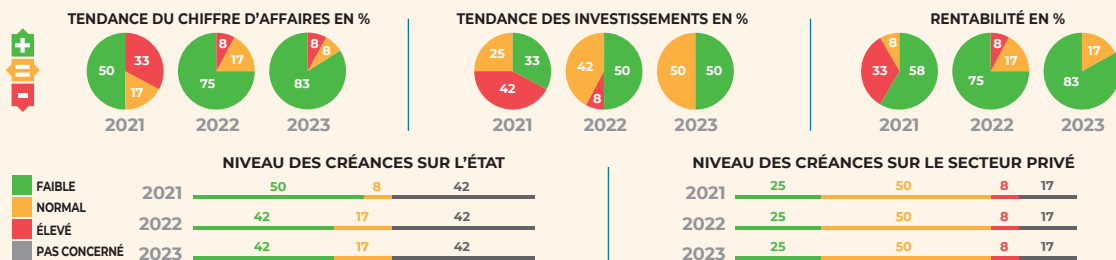
POINTS FORTS

- Douanes et fiscalité
- Réseaux de transport et télécoms
- Coût de la main d'œuvre
- Sécurité des personnes

POINTS FAIBLES

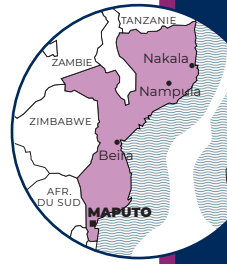
- Réseau ferré
- Efficacité de l'administration
- Coût transport maritime

Note globale moyenne : **3,5 sur 5** vs 2021



MOZAMBIQUE

Normalisation financière



- **Président** : Filipe Nyusi
- **Premier ministre** : Adriano Afonso Maleiane
- **Population (millions)** : 33,4
- **Superficie (km²)** : 799 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 1 342
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 3,7
- **Inflation 2022 (% est.)** : 11,3
- **Classement IDH, 2021** : 185

Alors que le plus petit des trois méga-gisements gaziers offshore du pays – Coral South – est entré en service, Maputo a renoué avec le FMI. L'accélération de la croissance devrait permettre d'atténuer certains déséquilibres structurels.

Après la banque Credit Suisse, sanctionnée aux États-Unis par une amende de 475 millions de dollars, une vingtaine de personnalités mozambicaines ont été condamnées, à Maputo, à des peines allant jusqu'à 12 ans de prison pour leur rôle dans le scandale de la « dette cachée ». Parmi elles, l'ancien chef des renseignements mais aussi Ndambi Guebuza, le fils de l'ancien président. Un système de prêts occultes de 2,7 milliards de dollars mis en place entre 2012 et 2014 avait occasionné des détournements massifs. La révélation de l'affaire, en 2016, a provoqué le gel de l'aide internationale et plongé le pays dans une grave crise financière.

Particulièrement vulnérable aux dérèglements climatiques (inondations, cyclones), pauvre et surendetté, le Mozambique a renoué avec les institutions de Bretton Woods pendant la pandémie. Il a reçu d'importantes aides extérieures (dons de 170 et 110 millions de dollars, respectivement, de la Banque Mondiale et de l'UE) et bénéficié d'allègements de dette. Au printemps 2022, le FMI a approuvé un accord de prêt de 470 millions de dollars pour la période 2022-2025, destiné à « répondre au défi de la dette et aux défis structurels du pays ». Un fonds souverain qui assurera une « gestion transparente » des recettes gazières et minières sera mis en place. L'accélération de la croissance, attendue à 4,9% en 2023, offrira des marges de manœuvres.

Djihadisme résiduel

Le reflux de l'insurrection djihadiste du Cabo Delgado, la région la plus septentrionale du pays, rendu possible par les interventions du Rwanda et de la SAMIM, la force de paix de la SADC, devrait permettre une relance des deux mégaprojets gaziers, Mozambique LNG, piloté par TotalEnergies, et Rovuma LNG, piloté par ExxonMobil. Ils ne seront pas opérationnels avant plusieurs années. Les Italiens d'ENI, de leur côté, ont procédé, le 13 novembre, à la première expédition de GNL à partir du champ gazier Coral South, dont ils sont l'opérateur principal. Celui-ci a l'avantage d'être prémuni du risque sécuritaire, car entièrement offshore.

Même si les échanges commerciaux avec la France n'ont pas dépassé les 175 millions d'euros en 2021, les entreprises tricolores sont significativement présentes dans le secteur pétrolier et gazier. Outre ses investissements dans Mozambique LNG, TotalEnergies est leader de la distribution de produits pétroliers, avec 57 stations-services, et vient de conclure le rachat des actifs de BP dans SAMCOL, un gestionnaire de dépôts de carburants. 65 entreprises françaises (dont Technip Energies, Schlumberger et CMA-CGM) sont implantées dans le pays. La France n'est que le 9^{ème} client et le 25^{ème} fournisseur du Mozambique, loin derrière l'Afrique du Sud, la Chine ou l'Inde, mais les développements attendus des projets gaziers pourraient consolider ses positions.

BAROMÈTRE CIAN 2022

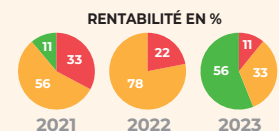
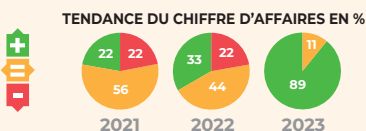
POINTS FORTS

- Télécoms
- Qualité du secteur bancaire
- Réseau portuaire
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

- Réseau routier et ferré
- Système de santé
- Corruption
- Coût du transport maritime

Note globale moyenne : **2,8 sur 5** vs 2021



NAMIBIE

Les promesses de Vénus

D'importants gisements d'hydrocarbures et des mines de terres rares suscitent l'intérêt des investisseurs. Windhoek se positionne comme un hub d'hydrogène vert pour l'Europe.

Handicapée par l'étroitesse de son marché intérieur, le poids des inégalités sociales et le recul des recettes douanières issues de la SACU (l'Union douanière d'Afrique australe), l'économie namibienne a tiré son épingle du jeu en 2022 grâce au rebond des industries extractives (uranium et diamants), qui représentent plus de 60% de ses exportations. La croissance, qui s'est établie à 3%, devrait accélérer à 3,2% en 2023, dans un contexte marqué par la dégradation des comptes publics, liée à la violence de la récession post-Covid (-8% en 2020). Ces chiffres, cependant, ne traduisent qu'imparfaitement les perspectives du pays dirigé par Hage Geingob, qui se retirera en 2024, au terme de son deuxième mandat (la vice-première ministre Netumbo Nandi-Ndaitwah a été désignée par son parti, la Swapo, pour lui succéder).



- **Président :** Hage Geingob
- **Premier ministre :** Saara Kuugongelwa-Amadhila
- **Population (millions) :** 2,7
- **Superficie (km²) :** 825 418
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 9 805
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 3
- **Inflation 2022 (% est.) :** 6,4
- **Classement IDH, 2021 :** 139

Adhésion à l'Opep

Le pays, aride et désertique, dispose en effet d'un exceptionnel potentiel énergétique et minier. Les forages réalisés par TotalEnergies sur le puits Vénus, en février 2022, ont révélé un gisement pouvant contenir plusieurs milliards de barils de brut récupérables en offshore très profond, dans le Bassin de l'Orange. Shell a réalisé une découverte similaire. Windhoek, qui pourrait tirer jusqu'à 3,5 milliards de dollars de revenus en année pleine, une fois la production lancée, en 2027, envisage une adhésion à l'Opep.

Par ailleurs, le gigantesque projet de terres rares de Lofdal, opéré par les Canadiens de NCM, associés aux Japonais de Jomtec, doit permettre d'extraire du dysprosium et du terbium. La transformation industrielle aura lieu sur place et les communautés autochtones seront impliquées. La Namibie, qui nourrit de grandes ambitions pour la production d'hydrogène vert, a signé un partenariat stratégique avec l'Union européenne, afin d'approvisionner cette dernière en métaux rares et en énergie renouvelable.

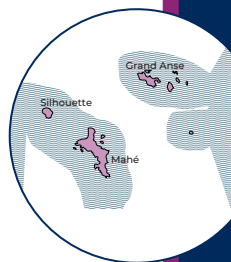
SEYCHELLES

L'effet papillon

Avec une croissance à deux chiffres en 2022 grâce aux touristes russes, l'archipel réalise la meilleure performance d'Afrique.

Les Seychelles, qui dépendent principalement du tourisme et de la vente de produits halieutiques (conserves de poissons), doivent une fière chandelle... à la guerre en Ukraine ! Lors du déclenchement du conflit, en février 2022, beaucoup, à Victoria, s'inquiétaient de la possible défection des touristes russes, qui constituaient le premier contingent de visiteurs du pays (32 000 entrées en 2021). C'est l'inverse qui s'est produit. Aéroflot, indésirable en d'autres contrées, pourrait même augmenter la fréquence de ses vols. Les revenus du secteur touristique seychellois devraient ainsi croître de 125% en 2023.

Une bonne nouvelle n'arrivant jamais seule, l'horizon s'éclaircit pour la compagnie nationale Air Seychelles. Lourdemant déficitaire, elle était menacée de liquidation, mais pourra continuer ses activités après que son partenaire et créancier principal, Etihad Airways (Abu Dhabi) a accepté d'effacer 79% de ses dettes.



- **Président :** Wavel Ramkalawan
- **Vice-président :** Ahmed Afif Wina
- **Population (millions) :** 100 160
- **Superficie (km²) :** 455
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 29 837
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 10,9
- **Inflation 2022 (% est.) :** 4,1
- **Classement IDH, 2021 :** 71

Protection des océans

Le rebond, très perceptible en 2021 (+7,9%), s'est amplifié en 2022, avec une croissance à deux chiffres (10,9%). Les perspectives pour 2023 restent bien orientées (+5,3%). Les fondamentaux s'améliorent : le ratio dette/PIB, qui avait frôlé les 85% au plus fort de la crise, en 2020, devrait être ramené à 61% fin 2023, alors que l'inflation retrouvera cette année un niveau acceptable (3,3%). Le micro-archipel, qui demeure très vulnérable aux dérèglements des cycles économiques et du climat, continue à bénéficier d'un mécanisme élargi de crédit mis en place en juillet 2021 par le FMI. 80 millions de dollars ont été décaissés. Sur le plan écologique, les Seychelles jouent un rôle de précurseur : 30% du territoire océanique est désormais protégé.

La France est le 2^{ème} client et le 4^{ème} fournisseur du pays, derrière les Émirats. Les échanges bilatéraux se sont élevés à 176 millions d'euros en 2021.

ZAMBIE

Opération sauvetage

Lusaka est parvenue à un accord sur la restructuration de sa dette envers son principal créancier, la Chine, ouvrant la voie à une aide massive du FMI et des bailleurs multilatéraux.

Élu triomphalement alors que son pays venait de faire défaut sur sa dette, l'ancien opposant Hakainde Hichilema est en passe de réussir son pari : remettre sur pied la quatrième économie de l'Afrique australe, qui était au bord du précipice. Après avoir repris langue avec le FMI, en décembre 2021 et avoir obtenu un accord de principe pour un programme d'aide de 1,4 milliard de dollars, Lusaka est parvenue à un accord sur la restructuration de sa dette chinoise (6 milliards de dollars, le tiers de l'encours extérieur du pays). Scellé en juillet 2022 dans le cadre du G20, ce deal avec Pékin a permis le déblocage de 1,3 milliard de dollars supplémentaires, par le FMI, en septembre. La Banque Mondiale a annoncé de son côté un prêt de 275 millions. La dette publique, qui avait atteint les 140% du PIB au plus fort de la crise, a reflué à 115%, en attendant d'autres allègements.



- **Président** : Hakainde Hichilema
- **Vice-présidente** : Mutale Nalumango
- **Population (millions)** : 19,6
- **Superficie (km²)** : 752 600
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 3 624
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 2,9
- **Inflation 2022 (% est.)** : 12,5
- **Classement IDH, 2021** : 154

Amélioration des fondamentaux

L'aide, qui s'est aussi matérialisée par l'allocation de DTS (droits de tirage spécial) du FMI pour la résilience post-Covid, a permis aux réserves de change de remonter à un niveau satisfaisant (4 mois d'importations) et à la monnaie de s'apprécier face au dollar. L'inflation, mesurée à 22% en 2021, refluera à 9,5% en 2023, alors que la croissance devrait atteindre les 4%.

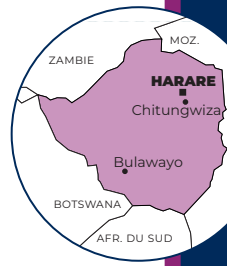
La Zambie, qui commence à retrouver la confiance des marchés, doit séduire des investisseurs, relancer son économie et notamment son secteur minier (18% du PIB, 70% des recettes d'exportation). Le pays, deuxième producteur africain de cuivre, n'a pu tirer entièrement profit de la hausse des cours mondiaux, faute à une stagnation des volumes extraits.

Lusaka a réalisé 36 millions d'échanges commerciaux avec Paris, des flux qui n'ont pas été affectés par la crise financière. Les IDE français dans le pays sont estimés à 130 millions d'euros.

ZIMBABWE

L'étai des sanctions

À l'approche des élections de l'été 2023, le contexte économique et diplomatique demeure compliqué pour Harare, qui bénéficie cependant de l'appui de la SADC face à Washington.



- **Président** : Emmerson Mnangagwa
- **Vice-président** : Constantino Chiwenga
- **Population (millions)** : 15,7
- **Superficie (km²)** : 390 580
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 445
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 3
- **Inflation 2022 (% est.)** : 284
- **Classement IDH, 2021** : 146

Comme une malédiction, l'hyperinflation est de retour au Zimbabwe. La hausse des prix, « contenue » sous la barre symbolique des 100% en 2020 et 2021, devrait atteindre 280% en 2022 et se maintenir au-dessus des 200% en 2023. Le PIB, après un rebond spectaculaire en 2021 (7,2%), continue à progresser dans des proportions plus mesurées (3% en 2022 et 2,8% attendus en 2023). Les envois de fonds de la diaspora implantée dans les pays de la SADC permettent à l'économie et aux ménages de rester à flots. À Harare, les esprits sont déjà tournés vers les élections prévues à l'été 2023. Le président Emmerson Mnangagwa a été intronisé candidat de son parti, la ZANU-PF, à l'issue du congrès d'octobre 2022. Le tombeur de l'autocrate Robert Mugabe, qui a lui-même manifesté certains penchants autoritaires, aura face à lui l'opposition coalisée autour de Nelson Chamisa, le candidat de la CCC. Les campagnes, traditionnellement acquises à la ZANU-PF, pourraient faire pencher la balance.

L'Afrique australe solidaire

Les relations avec la communauté internationale demeurent un sujet de tensions. Le pays est sous sanctions américaines depuis près de deux décennies et de nouveaux griefs, comme l'emprise grandissante de l'homme d'affaires Kuda Tagwirei sur l'économie, sont venus s'ajouter à la liste des récriminations traditionnelles de Washington sur l'État de Droit. La situation irrite les leaders de la SADC, qui estiment que les sanctions fragilisent la région et provoquent l'exode des Zimbabwéens. Cyril Ramaphosa, le président sud-africain, l'a dit à Joe Biden. Mais, alors qu'un assouplissement était espéré, le Trésor américain a annoncé le 13 décembre le placement sous sanctions du fils du président, pour ses liens avec Kuda Tagwirei. Ce contexte délétère risque de ralentir la réforme du secteur minier et la diversification des partenaires étrangers.



« Le Congo-RDC, un large marché naissant de l'électrification rurale en quête d'investissements »

Contexte pays

La République Démocratique du Congo est l'un des pays de l'Afrique subsaharienne accusant un grand retard en matière d'électrification (avec un taux d'accès inférieur à 15% et à peine 1% en milieu rural) avec de grandes disparités d'accès observées entre les agglomérations urbaines et celles des milieux rural et périurbain. Le faible taux d'accès à l'électricité qui la caractérise, en fait un des larges marchés de l'électricité en Afrique.

Voulant y remédier, le Gouvernement Congolais a procédé à la libéralisation de son secteur de l'électricité tout en se dotant d'une Agence Nationale de l'Électrification et des Services Énergétiques en milieu rural et périurbain (ANSER). Cette dernière agit, désormais, comme son bras séculier pour fournir l'assistance technique aux initiatives publiques et privées d'électrification et promouvoir les investissements dans le secteur de l'électricité.

Des évidences probantes d'une prédisposition à l'accueil des investissements

Suivant les prescrits de son mandat, et depuis son opérationnalisation en 2020, l'ANSER s'est attelée à poser des bases solides devant soutenir l'établissement d'un marché énergétique attractif au cœur du Congo rural. Parmi les évidences probantes de la prédisposition de notre secteur de l'électricité à accueillir les investissements, les Plans Locaux d'Électrification (PLE), un document stratégique élaboré suivant l'approche 145 territoires pour l'encadrement des investissements dans les milieux rural et périurbain. Il révèle l'étendue du marché naissant de l'électrification rurale au Congo, dont l'ANSER assure la mise en œuvre.

En plus, l'ANSER est à l'origine du Fonds Mwindanda, un fonds de subside basé sur les résultats, destiné à dopper le pouvoir d'achat des ménages ruraux et intervenir dans les différents mécanismes de *de-risking* en faveur des entreprises investissant dans ces milieux réputés « à risque » pour les investissements.

Créé pour servir de levier financier à l'accélération de l'électrification rurale, le Fonds Mwindanda (FM) pourvoit des subventions aux ménages défavorisés de l'arrière-pays.

Fonds Mwindanda : Profil général

Avant son implémentation grande échelle, l'ANSER a procédé à une phase pilote de recherche destinée à cerner son effet levier sur les pesanteurs pressenties du marché naissant de l'électrification rurale dans le contexte de la RDC. Ladite phase pilote s'est étendue sur sept (7) provinces pendant cinq (5) mois, soit de juin à décembre 2021. Il a été, entre autres, démontré le succès et la viabilité du mécanisme de financement basé sur la performance mis en œuvre par trois opérateurs privés du secteur de l'électricité recrutés pour l'exécution de la phase pilote. L'ANSER a comptabilisé 3,000 ménages bénéficiaires des subsides au terme de cette phase pilote, à la suite de laquelle intervient la phase intermédiaire qui a débuté en 2022. Celle-ci couvre 49 territoires du pays et ambitionne d'occasionner l'accès à l'électricité à pas moins de 25,000 ménages.

À ce jour, le besoin de financement du Fonds Mwindanda s'élève à 500 millions USD. Prêchant par l'exemple, le Gouvernement congolais a, lui-même, procédé à la capitalisation du Fonds Mwindanda à hauteur de 5 millions USD. La levée de Fonds qui s'en est suivie a occasionner la souscription de la Banque Mondiale à hauteur de 63 millions USD alors qu'une nouvelle capitalisation du Fonds est attendue de la part du Gouvernement congolais à hauteur, cette fois-ci, de 10 millions. Le Fonds Mwindanda garde ses portes ouvertes pour recueillir des contributions supplémentaires pour faire face à ses ambitions.

Quand l'État congolais ouvre le ballet d'investissements...

En 2022, ce n'est pas moins de 20 appels d'offres qu'a lancé l'ANSER, au nom du Gouvernement congolais. Cela augure, incontestablement, le retour sur le devant de la scène du Gouvernement en matière d'investissements dans le secteur de l'électricité. Au grand ballet d'investissements dans son secteur de l'électricité, **l'État congolais invite tous ses partenaires. C'est le sens même de la table ronde sur l'électrification des zones rurales et périurbaines qu'organise l'ANSER du 24 au 25 mai 2023 à Kinshasa, en RDC.** »



AFRIQUE DE L'EST

L'intégration, contre vents et marées

Projet de monnaie unique, investissements dans les infrastructures et les corridors de transports, élargissement : malgré les crises et les risques, la Communauté de l'Afrique de l'Est se fixe de nouveaux défis.



Burundi	115	Rwanda	122
Djibouti	116	Somalie	123
Érythée	117	Soudan	124
Éthiopie	118	Soudan du Sud	124
Kenya	119	Tanzanie	125
Ouganda	120		

En dépit d'un environnement géopolitique tourmenté et d'une multiplication des foyers de crises (Éthiopie, Somalie et Grands Lacs), l'Afrique de l'Est a affiché des performances macro-économiques solides en 2022 et a conservé son attractivité pour les investisseurs. La croissance de l'activité dans la zone, qui avait culminé à 5,1% en 2021, a légèrement ralenti en 2022 (4,2%), sous l'effet du choc sur les matières premières, la plupart des pays étant importateurs nets de produits alimentaires. Elle devrait cependant ré-accélerer au cours des deux prochaines années (5% en 2023 et 5,4% en 2024). Les tensions inflationnistes ont été relativement contenues dans les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), qui rassemble le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, le Soudan du Sud et la RD Congo : la hausse des prix s'y est limitée à 6,4%. La valse des étiquettes a été nettement plus marquée dans les pays du COMESA, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (21 membres, dont les pays de la Corne de l'Afrique et le Kenya, mais aussi l'Égypte et la Libye, au Nord, la Zambie et le Zimbabwe, au Sud). Elle a atteint 20% en 2022 et risque de se maintenir aux alentours de 17% en 2023.

Rééquilibrage avec la Chine

Le caractère hétérogène des économies de la région, qui inclut des champions africains de la croissance et de l'innovation (Rwanda, Kenya), et des États parmi les plus fragiles du Continent (Soudan du Sud, Somalie, Burundi), rend malaisée l'analyse des tendances globales. L'insécurité alimentaire et la vulnérabilité aux aléas climatiques constituent des risques persistants pour les pays de la Corne de l'Afrique. Le niveau de l'endettement est un motif de préoccupation pour les pays de la façade de l'Océan Indien et pour l'Éthiopie. Cette question est au cœur de la lutte d'influence que se livrent la Chine et les États-Unis, la première étant accusée par les seconds d'avoir plongé les pays africains dans un nouveau « piège de la dette », en finançant sans discernement des travaux d'infrastructures dispendieux et à la rentabilité incertaine dans le cadre de son programme des « Nouvelles Routes de la Soie ».

Les cas de Djibouti, où 55% de la dette extérieure est détenue par la Chine, et de l'Éthiopie – un tiers –, sont fréquemment cités en exemple. C'est toutefois au Kenya que le sujet a véritablement émergé à l'occasion de l'élection présidentielle de 2022. Le candidat William Ruto l'a choisi comme un angle d'attaque pour dénoncer le bilan du président sortant Uhuru Kenyatta. Devenu président après sa victoire, proclamée le 15 août, Ruto s'est engagé à publier les contrats signés avec la Chine, y compris le très controversé accord relatif à la construction de la ligne ferroviaire Nairobi – Mombasa, d'une valeur de 5 milliards de dollars, le plus important jamais signé par le Kenya.

Sentant monter le vent de fronde, Pékin veut maintenant œuvrer à des relations plus équilibrées avec les pays



Khartoum,
Soudan.

du Continent, et en particulier avec l'Afrique de l'Est. En août 2022, la Chine, qui demeure le principal partenaire économique et commercial de la région, a annoncé l'annulation de 23 prêts sans intérêts pour 17 pays africains, une mesure qui va notamment bénéficier à l'Éthiopie, au Kenya et à la Tanzanie. Elle a aussi promis de rediriger vers ceux-ci une dizaine de milliards de dollars en DTS. Surtout, des accords de franchise de douanes ont été signés avec la Tanzanie, l'Éthiopie et l'Ouganda, pour favoriser l'exportation de leur production agricole (graines de soja, thé, café, bovins) et promouvoir des relations commerciales plus équitables.

La Chine n'entend cependant pas baisser pavillon dans la région. Djibouti, qui accueille la seule base navale chinoise en Afrique, lui sert de tête de pont. Les autorités djiboutiennes viennent ainsi de signer un protocole d'accord avec la société Hong Kong Aerospace Technology Group pour la construction d'un centre d'essai spatial et d'une base de lancement de satellites. Le projet, estimé à un milliard de dollars, pourrait voir le jour à l'horizon 2028, et permettre à l'Afrique de procéder à son premier lancement spatial. Au Kenya, les Japonais sont à la manœuvre dans le domaine des énergies renouvelables : Toshiba ESS doit

Les États-Unis accusent la Chine d'avoir plongé les pays africains dans un nouveau « piège de la dette »



Centrale géothermique dans le cratère de Menengai, Nakuru, Kenya.

épauler l'énergéticien national KenGen dans le développement d'un projet de géothermie d'une capacité de 3 gigawatts. Toujours dans les infrastructures, les Émirats Arabes Unis, déjà très présents dans la région, ont conclu un accord préliminaire avec le Soudan pour la construction d'un méga-complexe industriel et portuaire à Abu Amama, ville de la Mer Rouge située en face de la métropole commerçante de Djeddah, en Arabie Saoudite. L'investissement doit s'élever à 6 milliards de dollars.

CAE : bientôt un shilling est-africain ?

La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) a enregistré en mars 2022 l'adhésion de la République Démocratique du Congo. Avec son union douanière et son marché commun de 300 millions d'habitants, elle est désormais un des blocs les plus intégrés d'Afrique. La Somalie pourrait bientôt rejoindre cet ensemble. En janvier 2023, Peter Mathuki, le secrétaire général de la Communauté, a annoncé que son organisation envisageait de se doter d'une monnaie commune : le shilling est-africain, à l'horizon 2028. L'histoire est un éternel recommencement : sous le protectorat britannique, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie avaient déjà utilisé cette monnaie, entre 1921 et 1969.

En termes d'infrastructures, plusieurs grands projets de corridors de transports sont à l'œuvre, comme la ligne de chemin de fer entre Dar es Salaam, Bujumbura et Kinshasa, qui permettra de désenclaver les pays des Grands Lacs et favorisera l'exploitation des gisements de nickel burundais. Long de 2.500 kilomètres, réalisé par des sociétés chinoises, ce projet, porté par la Tanzanie,

vient concurrencer l'autre corridor est-africain, censé relier le port kenyan de Mombasa à Kigali, la capitale du Rwanda, via Kampala en Ouganda. Initié en 2014 sous l'impulsion du Kenya, ses travaux accusent plusieurs années de retard.

La CAE est aussi en première ligne sur le front diplomatique et militaire dans l'Est de la RD Congo, en proie à la violence des milices. Un premier contingent d'un millier de soldats kenyans de la Force régionale de la CAE a été déployé, fin 2022, pour ramener la paix dans le Nord-Kivu. Plusieurs centaines de soldats burundais opèrent aussi dans le Sud-Kivu, et des détachements ougandais et sud-soudanais devraient venir renforcer les effectifs des casques blancs africains. Le Rwanda, accusé par la RD Congo de parrainer et d'armer les rebelles du M23, ne participe pas à l'opération. Le chef de l'État burundais Evariste Ndayishimiye, en sa qualité de président en exercice de la CAE, et l'ancien président kenyan Uhuru Kenyatta, missionné par l'organisation, tentent de rapprocher les points de vue entre Kinshasa et Kigali. Les Qataris déploient des efforts similaires mais ils ont échoué à réunir les deux principaux protagonistes de cette crise qui menace de dégénérer à tout moment, Paul Kagame et Félix Tshisekedi. Sur la sellette en RDC, le Rwanda s'implique sur d'autres théâtres extérieurs, endossant cette fois le costume de gendarme régional : les troupes de Kigali sont présentes depuis deux ans dans la région mozambicaine du Cabo Delgado, où elles ont contribué à sécuriser les investissements gaziers de TotalEnergies. Elles sont aussi présentes à Bangui, en République Centrafricaine, et pourrait être déployées dans le Nord du Bénin, pour contrer la menace djihadiste.

Le cessez-le-feu entre l'Éthiopie et les forces de la province séparatiste du Tigré, signé le 2 novembre à Pretoria, représente un motif de soulagement pour les pays voisins, qui ont craint une possible dislocation du deuxième pays le plus peuplé d'Afrique après le Nigeria. Les accords négociés sous les auspices de l'Union Africaine et soutenus par la communauté internationale, consacrent en réalité une victoire des forces loyalistes. La contre-offensive menée à partir de l'été 2022, appuyée par des drones turcs et chinois, avait acculé les séparatistes du Front de libération du peuple du Tigré (FLPT). Étroitement surveillé, tant par les Africains que par les Américains et les Européens, le processus de désarmement et de démobilisation progresse de manière satisfaisante. Déjà, Washington et Bruxelles se projettent sur la prochaine étape, celle de la reconstruction. Une conférence des donateurs pourrait se tenir rapidement. La fin du conflit devrait créer un appel d'air pour les réformes. Financièrement exsangue, l'Éthiopie a besoin de capitaux, et a prévu de libéraliser des pans entiers de son économie, dont le secteur bancaire. Une opportunité pour les opérateurs kenyans, déjà très implantés, et qui lorgnent les potentialités de cet immense marché...

Samy Ghorbal

BURUNDI

Le nickel, une ambition impossible ?



- **Président** : Évariste Ndayishimiye
- **Premier ministre** : Gervais Ndirakobuca
- **Population (millions)** : 12,9
- **Superficie (km²)** : 27 834
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 793
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 3,3
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 17,3
- **Classement IDH, 2021** : 187

Les autorités veulent attirer les investisseurs pour lancer enfin l'exploitation du gisement minier de Musongati. La levée des sanctions crée un contexte favorable, mais l'équation s'annonce très compliquée.

État enclavé, disposant d'un des revenus par habitants les plus faibles du monde (287 dollars par an), situé de surcroît dans une région en proie aux conflits, le Burundi cumule objectivement les handicaps. Au point que l'ambition affichée par les autorités d'en faire un pays émergent à l'horizon 2040 pourrait prêter à sourire. Pourtant, la présence de gisements de nickel de classe mondiale, dans la province de Rutana (sud-est du pays), nourrit les espoirs les plus insensés. Connue depuis des décennies, la mine de Musongati recèlerait jusqu'à 150 millions de tonnes de minerai raffiné (d'une teneur de 1,4%). Son exploitation s'est heurtée jusqu'à présent à des difficultés financières, logistiques et énergétiques insurmontables.

En mars 2020, les autorités de Gitega ont révoqué le permis octroyé neuf ans auparavant à un consortium, BMM International, pour le réattribuer à une mystérieuse société, l'East African Region Project Group, qui pourrait

être contrôlée par des capitaux russes. Celle-ci a promis d'investir 1,5 milliard de dollars par an, pendant dix ans, pour faire démarrer le projet. Une annonce accueillie avec scepticisme par la communauté des affaires.

Équilibrisme diplomatique

En attendant que la manne du nickel se concrétise, et alors que la croissance devrait accélérer à 4,1% en 2023, le président Évariste Ndayishimiye tente de capitaliser sur la fin de l'isolement international de son pays. Les sanctions européennes et américaines ont été levées, et lui-même a été invité au dernier sommet États-Unis Afrique. Il est reparti de Washington avec un financement de 150 millions de dollars de la Banque Mondiale pour la construction de routes. Le pays, qui avait tissé des liens étroits avec Pékin et Moscou, et qui s'est abstenu à l'ONU lors du vote sur l'invasion russe de l'Ukraine, joue le rapprochement avec Washington et Bruxelles.



NOUS VOUS ACCOMPAGNONS DANS VOTRE INVESTISSEMENT

7 **grappes prioritaires** identifiées par le PND
(Plan National de Développement) 2021-2025



AGRO-INDUSTRIE
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION
INDUSTRIE TEXTILE
FABRICATION DE PIÈCES DÉTACHÉES
CHIMIE PLASTURGIE
PHARMACIE
Autres niches de croissance
ECONOMIE DIGITALE
TOURISME ET INDUSTRIE DU LOISIR



SCANNEZ MOI

pour accéder aux catalogues des fiches projet

Direction Générale

1^{er} et 2^{ème} étage de l'immeuble MEMANOU Boulevard Clozel,
Plateau - Abidjan Téléphone : +225 27 20 31 14 00
Fax : +225 27 20 31 14 09



Cepici_RCI



CEPICI Officiel



CEPICI Officiel



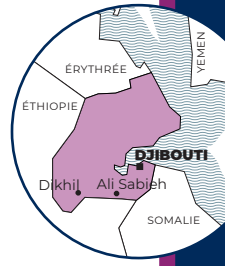
www.cepici.ci



www.225invest.ci



DJIBOUTI

Énergies vertes
et buzz spatial

- **Président :** Ismaïl Omar Guelleh
- **Premier ministre :** Abdoukader Kamil Ali
- **Population (millions) :** 1,02
- **Superficie (km²) :** 23 200
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 5 397
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 3,6
- **Inflation 2022 (% est.) :** 6,6
- **Classement IDH, 2021 :** 171

Malgré un niveau d'endettement jugé critique, le pays n'a renoncé ni aux grands projets, ni à son partenariat avec la Chine. L'amélioration de la conjoncture éthiopienne devrait permettre à l'économie de retrouver son dynamisme.

La reprise attendue de l'économie éthiopienne va impacter positivement celle de Djibouti, dont le port sert de plateforme d'approvisionnement logistique. Son trafic avait chuté d'environ 18% depuis le déclenchement des hostilités au Tigré. Classé premier port africain en termes de productivité et d'efficacité par la Banque Mondiale en 2021, le Port de Djibouti a traité 700.000 containers. En deçà des attentes en 2022, avec 3,6%, la croissance du PIB djiboutien devrait atteindre la barre des 5% en 2023. Et l'inflation, après un pic à 6,6% l'an dernier, pourrait retrouver un niveau nettement plus supportable à 1,6%.

Le pays, qui a initié une très ambitieuse politique d'investissements publics depuis une décennie, a vu son service de la dette tripler sur la même période. Pékin est de loin le premier créancier de Djibouti (55% de la dette publique). Ce pari chinois du président Ismaïl Omar Guelleh est maintenant critiqué par les institutions internationales, à l'instar du FMI qui s'alarme de la dégradation des comptes publics et juge la croissance insuffisamment inclusive. Pour autant, déplorant le manque d'ambition de leurs autres partenaires étrangers, les autorités n'entendent pas changer de cap. Un mémorandum d'entente a été conclu, début janvier 2023, entre Djibouti et un groupe de Hong Kong. Il prévoit la création d'une plateforme aérospatiale dans

la région d'Obock. S'il se concrétisait, ce projet d'un milliard de dollars ferait de Djibouti le premier État africain à lancer des satellites depuis son sol.

Hub énergétique régional

Plusieurs importants projets d'infrastructures sont toujours en cours de développement. Le parc éolien du Ghoubet el-Kharrab, d'une capacité de 60 mégawatts, réalisé avec l'allemand Siemens, doit entrer en exploitation cette année. Un parc solaire de 35 MW sera développé dans le désert du Grand Bara par l'émirati AMEA Power, qui a évincé le français Engie. Une société australienne, CWP Global, doit de son côté développer un méga-projet combinant énergies renouvelables et hydrogène vert. Fortement ensoleillé et disposant d'un potentiel géothermique exceptionnel, mais non encore exploité, Djibouti ambitionne de produire 100% de son électricité à partir de sources renouvelables à l'horizon 2030. D'autres projets (raffinerie de 50.000 barils/jours, gazoducs et pipelines avec l'Éthiopie et le Soudan) sont à l'étude. Ils doivent permettre au pays de s'imposer comme un hub énergétique régional. Enfin, l'ouverture du capital de Djibouti Telecom, en position de monopole, pourrait intervenir en 2023 ou 2024.

La France, qui renégocie actuellement le traité de coopération militaire, reste un partenaire stratégique essentiel. Mais les échanges commerciaux stagnent depuis plusieurs années aux alentours de 70 millions d'euros.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Réseau ferré et portuaire
- Sécurité des personnes
- Qualité du secteur bancaire

POINTS FAIBLES

- Coût des facteurs
- Qualité de la main d'œuvre
- Réseau routier
- Efficacité administrative

Note globale moyenne : 2,8 sur 5 + vs 2021

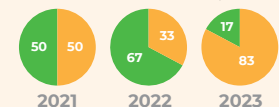
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



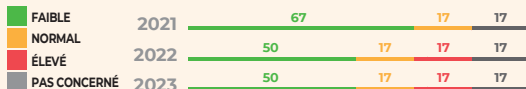
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



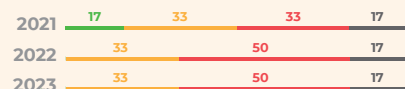
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



ÉRYTHRÉE

Les perdants de la paix ?

La fin des hostilités au Tigré pose la question du contingent érythréen, parti combattre les rebelles à la demande du gouvernement d'Addis-Abeba. Côté investissements, l'axe avec Pékin se renforce grâce à un projet de potasse.



- **Président** : Isaias Afewerki
- **Population (millions)** : 3,76
- **Superficie (km²)** : 117 600
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 1 628
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 2,6
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 7,4
- **Classement IDH, 2021** : 176

L'Érythrée, qui avait apporté un soutien décisif à l'Éthiopie d'Abiy Ahmed en dépêchant un corps expéditionnaire pour combattre les indépendantistes tigréens du FLPT, a-t-elle été prise au dépourvu par les accords de paix signés en novembre 2022 ? Toujours est-il que depuis cette date, Asmara souffle le chaud et le froid au sujet de sa présence militaire dans la région du Tigré. Assimilés à une « armée d'occupation » par la population locale, les Érythréens ont retiré leurs soldats des villes, mais demandent « des garanties de sécurité ». N'ayant pas atteint ses buts de guerre – l'anéantissement du FLPT – le régime d'Isaias Afewerki serait tenté de prendre des gages territoriaux. Des gains qui lui permettraient de récupérer les localités disputées de Badme et de Zalambessa, à l'origine d'un précédent conflit meurtrier avec l'Éthiopie, de 1998 à 2000.

Ressources minières

Autarcique et peu diversifiée, l'économie de l'Érythrée est dominée par le secteur primaire (agriculture, élevage et pêche), qui emploie 75% de la population active. La croissance, qui s'était effondrée en 2020, s'est élevée à 2,6% et pourrait se maintenir à un niveau légèrement supérieur en 2023, autour de 2,8%. Le niveau de la dette publique est toujours préoccupant (164% du PIB), mais cette dette est essentiellement détenue en monnaie locale.

Asmara fonde d'importants espoirs sur le développement de ses ressources minières (potasse, cuivre, argent, or, zinc). Les industries extractives représentent 95% des recettes d'exportation du pays. Le très prometteur projet de potasse de Colluli (1,1 milliard de tonnes de réserves convertibles, susceptibles d'être exploitées pendant deux siècles), vient de passer sous pavillon chinois, après le rachat des parts de l'exploitant australien Danakali par Sichuan Road and Bridge Group.

35° Nord

AFRICA & ADVOCACY

35° Nord est l'agence de référence en stratégie de communication et d'influence positionnant l'Afrique au cœur des enjeux internationaux.

Nous conseillons nos clients dans la construction de leur réputation et la diffusion de leur plaidoyer.

ÉTHIOPIE

L'heure de la reconstruction



- **Présidente :** Zewde Sahle-Work
- **Premier ministre :** Abiy Ahmed
- **Population (millions) :** 122,5
- **Superficie (km²) :** 1104 300
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 2 547
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 3,8
- **Inflation 2022 (% est.) :** 33,6
- **Classement IDH, 2021 :** 175

Encore fragile, le retour à la paix intervient dans une conjoncture très dégradée. Il peut cependant créer une fenêtre pour les réformes et les privatisations. De belles opportunités s'offrent aux investisseurs dans les télécoms et la banque.

Après deux années d'un conflit parmi les plus sanglants qu'ait connus l'Afrique au cours des dernières décennies, le gouvernement éthiopien et les rebelles du Tigré ont signé un accord de cessation des hostilités le 2 novembre 2022. Négocié à Pretoria sous l'égide de l'Union Africaine, il s'est matérialisé par un retour des autorités fédérales et des services publics à Mekele, capitale de la région séparatiste. Ce cessez-le-feu s'apparente à une victoire pour le gouvernement du Premier ministre Abiy Ahmed, dont l'armée, d'abord mise en difficulté, a retourné la situation, aidée par les drones turcs et chinois et par le renfort des troupes érythréennes. Le scénario du pire – un effondrement du pays – semble donc écarté, mais les conséquences de la guerre – et de

la sécheresse – sont lourdes pour les populations, qui souffrent de malnutrition. Aujourd'hui, les antagonismes communautaires restent vivaces, et la situation sécuritaire s'est dégradée dans les régions Oromia et Somali.

La fin des combats va permettre le dégel de plusieurs centaines de millions d'euros d'aide budgétaire européenne et rend crédible la perspective d'une restructuration de la dette éthiopienne dans le cadre du G20. L'Union européenne et les États-Unis envisagent une conférence des donateurs pour remettre à flots une économie éthiopienne mise à genoux par le conflit. Le coût de la reconstruction est estimé à 20 milliards de dollars.

Libéralisation à marche forcée

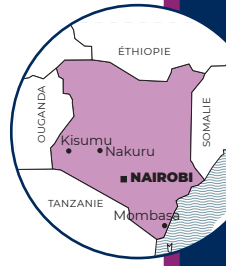
La conjoncture est préoccupante : la croissance est tombée à 3,8% l'an passé, l'inflation a bondi à plus de 30% et les réserves de change ont fondu. Une reprise est attendue pour 2023, le FMI anticipant 5,3% de croissance. Le retour à la paix devrait être synonyme d'accélération des réformes et peut créer des opportunités. Après l'arrivée en 2021 du consortium formé par les Kenyans de Safaricom et les Anglo-Sud-Africains de Vodacom, le gouvernement éthiopien va relancer la privatisation de l'opérateur public Ethio Telecom, avec la cession de 40% du capital, ainsi que l'attribution d'une troisième licence de téléphonie mobile. Un big bang se profile donc sur le marché des télécommunications, longtemps protégé. Safaricom veut investir 8,5 milliards de dollars en dix ans pour développer le réseau et la connectivité, et a été autorisé à proposer son service de paiement M-Pesa en Éthiopie.

Une autre révolution pourrait toucher le secteur bancaire, avec l'ouverture aux investisseurs étrangers, annoncée en septembre 2022. L'objectif est tout à la fois de développer la bancarisation (seul un tiers des adultes dispose d'un compte bancaire ou de *mobile money*), d'attirer les capitaux étrangers et de faciliter le financement des projets d'infrastructures. Plusieurs banques kenyanes, marocaines, turques, le togolais Ecobank et les Allemands de Deutsche Bank ont manifesté leur intérêt. De nombreux obstacles réglementaires et bureaucratiques devront cependant être surmontés, tant l'économie éthiopienne demeure aujourd'hui administrée.



L'effet William Ruto

La victoire à la présidentielle de l'ancien vice-président fait souffler un vent nouveau et entraîne une redistribution des cartes, économiques mais aussi diplomatiques. Au bénéfice de Washington et au détriment de Pékin.



- **Président** : William Ruto
- **Vice-président** : Rigathi Gachagua
- **Premier secrétaire du cabinet** : Musalia Mudayadi
- **Population (millions)** : 57,6
- **Superficie (km²)** : 580 400
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 5 211
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 5,3
- **Inflation 2022 (% est.)** : 7,4
- **Classement IDH, 2021** : 152

Proclamée le 15 août 2022, six jours après la tenue du scrutin, la victoire de William Ruto, s'est jouée d'un cheveu. Il l'a emporté avec 50,49% des voix, face à Raila Odinga, 77 ans, « le Raymond Poulidor de la vie politique kenyane », défait pour la cinquième fois en autant de candidatures présidentielles. Son élection a doublé la valeur de symbole : parce qu'elle a transcendé les clivages communautaires, et parce qu'elle n'a pas débouché sur les violences redoutées. Poids lourd de la Communauté des États de l'Afrique de l'Est (CAE) dont il est la principale économie, le Kenya a administré une rare leçon de maturité démocratique.

Self-made man aux origines modestes, William Ruto, 55 ans, dont 9 passés à la vice-présidence aux côtés d'Uhuru Kenyatta (qui ne pouvait pas se représenter), a choisi de placer sa campagne sous le signe de la lutte des classes et de la revanche des opprimés. Il s'est présenté en homme du peuple face à la coalition des héritiers des grandes dynasties politiques qui dominent la vie publique depuis six décennies : Uhuru Kenyatta, le fils du leader de l'indépendance Jomo Kenyatta, et l'ex-Premier ministre Raila Odinga, fils d'Oginga Odinga, premier vice-président du pays. Kenyatta et Odinga, qui s'étaient affrontés à deux reprises pour le pouvoir suprême, avaient choisi de faire alliance pour barrer la route à l'ambitieux Ruto. En vain.

Contrats chinois divulgués

Le nouveau président hérite d'une situation économique critique. Même si la croissance devrait se maintenir aux alentours de 5% en 2023, le Kenya est aux prises avec un endettement public qui avoisine les 70% du PIB, jugé insoutenable par les experts. Le service de la dette pourrait s'élever à 5,3% du PIB et absorber plus de 55% des recettes budgétaires courantes en 2024 si rien n'est fait. William Ruto, qui avait promis de divulguer les contrats conclus avec Pékin, a tenu parole. Il a demandé à la Chine d'allonger la durée de remboursement du prêt de 5 milliards de dollars qui a servi à financer le tronçon ferroviaire Nairobi - Mombasa, le projet le plus coûteux de l'histoire du pays. Il s'est également engagé à expulser les ressortissants chinois en situation irrégulière.

Cette fermeté affichée envers la Chine augure d'une relation plus étroite avec les États-Unis. William Ruto a ainsi été reçu avec tous les égards par le président Joe Biden lors du dernier Sommet USA / Afrique de Washington. L'évolution avec l'époque Kenyatta est aussi palpable sur le dossier somalien : Nairobi a renoué ses relations diplomatiques avec Mogadiscio.

Hub logistique et financier, disposant de champions continentaux à la pointe de l'innovation, à l'instar de l'opérateur Safaricom, le Kenya devrait conserver les faveurs des investisseurs étrangers. L'État cherche un repreneur pour sa compagnie Kenya Airways. L'Américain Delta Airways tiendrait la corde.

BAROMÈTRE CIAN 2022

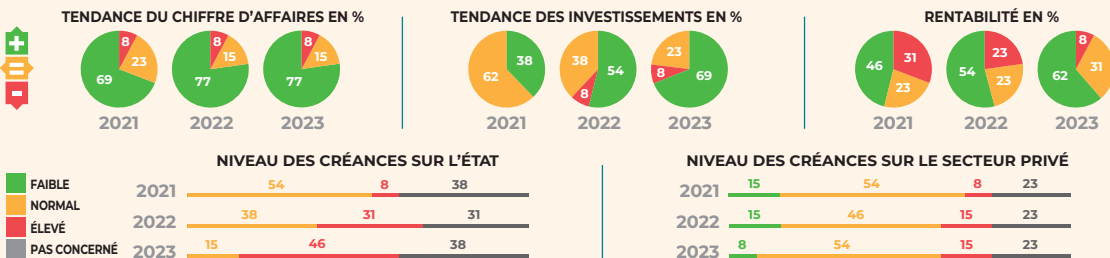
POINTS FORTS

- Infrastructures (ports et télécoms)
- Qualité du secteur bancaire
- Droit du travail
- Taux d'absentéisme

POINTS FAIBLES

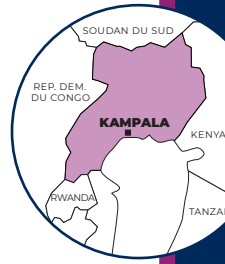
- Coût de l'énergie
- Corruption
- Système judiciaire

Note globale moyenne : **2,1 sur 5** vs 2021



OUGANDA

Le pipeline de la discorde



- **Président :** Yoweri Museveni
- **Premier ministre :** Robinah Nabbanja
- **Population (millions) :** 49,6
- **Superficie (km²) :** 241 600
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 2 467
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 4,4
- **Inflation 2022 (% est.) :** 6,4
- **Classement IDH, 2021 :** 166

Kampala pousse au lancement des travaux de l'ouvrage qui permettra d'évacuer le brut lourd du Lac Albert, et s'offusque des critiques des ONG et du Parlement européen.

Très dynamique en 2021, avec 6,7% de croissance, l'économie ougandaise a ralenti en 2022, à 4,4%, mais devrait connaître un regain de vigueur en 2023, avec une progression de l'activité légèrement inférieure à 6%, portée par la demande intérieure et les investissements pétroliers. Le pays, qui a bénéficié de 625 millions de dollars de décaissements du FMI depuis juin 2021, mise beaucoup sur le démarrage de la production des gisements Tilenga et Kingfisher, sur les rives du Lac Albert, prévus pour 2025/2026. Attribués à TotalEnergies et au Chinois CNOOC, ils entraîneront l'extraction de 200.000 barils/jour, et pourraient permettre d'assurer 6% de croissance annuelle pendant 20 ans. Le 19 janvier 2023, Kampala a approuvé le permis de construire du très controversé pipeline EACOP, long de 1.440 kilomètres, qui reliera les gisements de Tilenga au port tanzanien de Tanga. Cet investissement de 3,5 milliards de dollars est dans le collimateur des associations environnementales et du Parlement européen, qui a voté en septembre 2022 une résolution (non contraignante) exigeant de TotalEnergies qu'il modifie le tracé de l'ouvrage. Un vote qui a provoqué la colère des autorités ougandaises, qui ont menacé de se tourner « vers d'autres partenaires »... Le gouvernement a par ailleurs annoncé fin 2022 la nationalisation du secteur de l'électricité afin, selon lui, de « se libérer des partenaires privés étrangers », en vue d'obtenir une électricité à moindre coût.



Succession contrariée ?

Yoweri Museveni, le président ougandais, au pouvoir depuis 1986, et aujourd'hui âgé de 79 ans, rêve de léguer une économie transformée. Mais passera-t-il la main en 2026, ou en 2031, comme le voudraient certains de ses partisans ? Dans l'antichambre, son fils, le remuant Muhoozi Kainerugaba, 48 ans, ne cache plus ses ambitions, au point d'incommoder parfois son père. Militaire de carrière, il a été promu général 4 étoiles, mais s'est vu retirer le commandement de l'armée. Il a été l'artisan de la réconciliation avec le Rwanda et de la réouverture de la frontière terrestre entre les deux pays, en janvier 2022.

BAROMÈTRE CIAN 2022

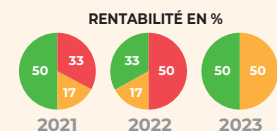
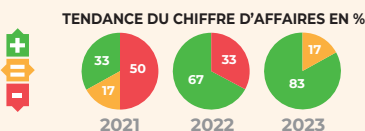
POINTS FORTS

- Qualité du secteur bancaire
- Coût main d'œuvre et télécoms
- Taux d'absentéisme
- Réseau aérien et télécoms

POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Coût du fuel
- Corruption

Note globale moyenne : **2,8 sur 5** vs 2021



CAMEROUN

CONGO

CÔTE D'IVOIRE

GABON

ÎLE DE LA RÉUNION

TCHAD

TOGO



SUCRE - CÉRÉALES - ALIMENTATION ANIMALE - ÉLEVAGE



NOURRIR L'AVENIR

Depuis plus de 50 ans, le Groupe Somdiaa est implanté sur le continent africain et est engagé en faveur de filières agro-alimentaires vertueuses qui contribuent au développement économique et social des territoires.

www.somdiaa.com



RWANDA

Ambitions technologiques



- **Président** : Paul Kagame
- **Premier ministre** : Edouard Ngirente
- **Population (millions)** : 13,7
- **Superficie (km²)** : 26 338
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 459
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 7,5
- **Inflation 2022 (% est.)** : 9,5
- **Classement IDH, 2021** : 165

Champion africain de la croissance au cours de la décennie écoulée, avec 7,2% en moyenne, et toujours indifférent aux critiques sur ses ingérences au Congo, le pays veut consolider son émergence en misant sur l'innovation de rupture.

Engagé dans une ambitieuse politique de transformation de son économie, mais sous le feu des critiques pour le soutien à peine voilé qu'il apporte aux rebelles congolais du M23 opérant dans l'Est de la RD Congo, le Rwanda reste l'un des champions africains de la croissance. Les multiples chocs externes de 2022 - crise alimentaire, renchérissement du prix de l'énergie - ont provoqué un dérapage de l'inflation (9,5% pour 0,8% en 2021), mais ont à peine freiné la trajectoire de la croissance, qui s'est établie à 6,8%. Le gouvernement et la Banque Mondiale anticipent un léger tassement à 6,2% en 2023 mais une nouvelle accélération, à 7,5%, au cours des deux années suivantes. Malgré la pandémie, le pays a connu une croissance moyenne de 7,2% au cours de la dernière décennie. Sa dette a presque doublé entre 2019 et 2022 (75% du PIB), sous l'effet des politiques de relance et des investissements publics, mais elle est constituée aux trois quarts de prêts concessionnels souscrits à des conditions privilégiées.

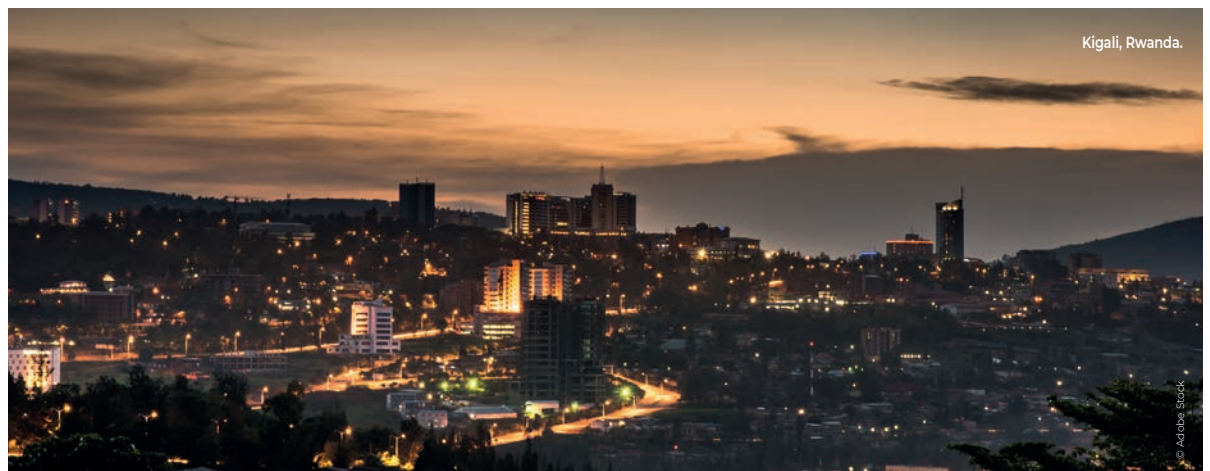
Malgré le boom des services, l'agriculture reste un puissant moteur de l'économie. Les exportations agricoles ont généré 789 millions de dollars de recettes en 2022, tirées par les cultures de rente traditionnelles (thé, café), mais aussi par l'horticulture, l'élevage et les céréales.

Programme nucléaire

Le pays des Mille Collines entend consolider son leadership en matière d'innovation, au-delà des nouvelles

technologies et de la finance. L'agence spatiale rwandaise doit mettre en place un centre géospatial qui offrira une multitude de services allant de la planification urbaine à l'agriculture, en passant par le monitoring des risques climatiques. Le président Kagame veut aussi faire du développement du nucléaire civil une de ses priorités. Un centre de sciences et de technologies nucléaires doit être construit avec la Russie, à l'horizon 2024, et le Rwanda entend se doter de son premier réacteur modulaire à l'horizon 2030. L'atome doit permettre au pays de faire face à l'augmentation de ses besoins en électricité, estimée à 5.000% au cours des 30 prochaines années.

Le réchauffement des relations franco-rwandaïses, symbolisé par l'entente affichée entre Emmanuel Macron et Paul Kagame, ne s'est pas encore traduit dans les chiffres du commerce extérieur. Les échanges bilatéraux demeurent marginaux (38 millions d'euros), dont 32 millions d'exportations françaises). Mais opérateurs et investisseurs tricolores sont de plus en plus présents à Kigali, où un club d'affaires franco-rwandais a été créé en février 2022. Dans la grande distribution, un centre commercial de 26.000 mètres carrés sera réalisé par une filiale du groupe Duval. Et TotalEnergies a conclu avec le Rwanda Development Board un partenariat qui prévoit le développement de projets d'énergies renouvelables et d'un réseau de stations-services.



Kigali, Rwanda.



- **Président** : Hassan Sheikh Mohamoud
- **Premier ministre** : Hamza Abdi Barre
- **Population (millions)** : 18,8
- **Superficie (km²)** : 637 500
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 1 248
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 1,9
- **Inflation 2022 (% est.)** : 9
- **Classement IDH, 2021** : NC

Crise alimentaire, lutte contre l'insurrection islamiste, tensions séparatistes, austérité budgétaire : désigné en mai 2022, le nouveau président Hassan Cheikh Mohamoud voit la liste des défis s'allonger.

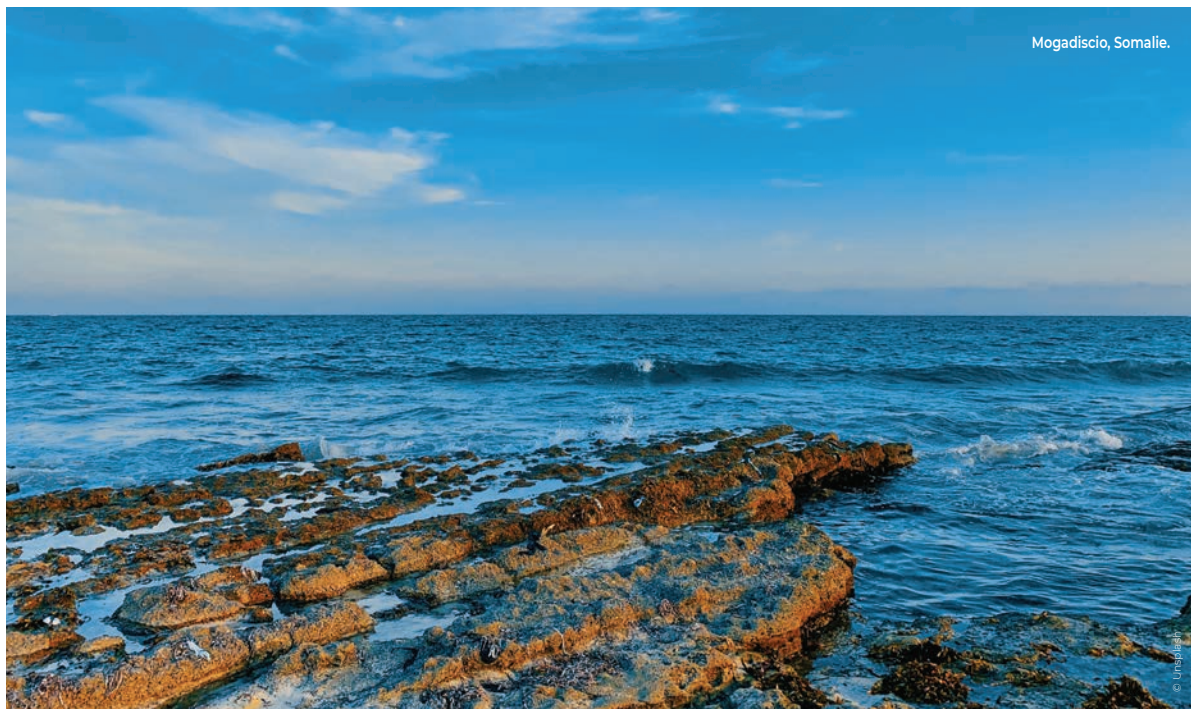
L'heure est à la décrispation entre Mogadiscio et Nairobi. Les élections de Hassan Sheikh Mohamoud en Somalie et de William Ruto au Kenya ont permis d'apurer les contentieux bilatéraux qui avaient abouti à la rupture des relations diplomatiques en 2020, après la quasi-reconnaissance, par Nairobi, des autorités de la région séparatiste du Somaliland. Les deux pays, engagés dans une lutte commune contre les insurgés islamistes Shebab, envisagent désormais une coopération plus intégrée. Le port kenyan de Lamu, qui disposera bientôt d'infrastructures pétrolières, pourrait servir de terminal d'évacuation, dans l'éventualité où des gisements d'hydrocarbures seraient découverts dans les eaux somaliennes.

Fonctionnaires à la diète

Cette détente est la seule bonne nouvelle pour le nouveau président somalien « HSM », confronté à une montagne de difficultés depuis sa désignation face au président sortant Mohamed Farmajo. Les deux hommes se connaissent

bien : Farmajo avait battu HSM lors du précédent scrutin, en 2017. Victime d'une sécheresse récurrente, la Somalie, l'un des États les plus fragiles d'Afrique, connaît une situation de crise alimentaire préoccupante. Malgré un programme d'aide du FMI de 400 millions de dollars sur trois ans, les caisses sont vides et l'économie exsangue (seulement 1,9% de croissance et un pic d'inflation à 9% en 2022). Les perspectives sont légèrement meilleures pour 2023, avec une croissance attendue à 3,1% et une réduction des tensions inflationnistes.

Le gouvernement, qui a décidé d'amputer les salaires des fonctionnaires de 5% et ceux des ministres de 20%, doit continuer à financer les dépenses sécuritaires (un quart du budget de l'État). Il a obtenu de la mission intérimaire de l'Union africaine, l'Atmis, qu'elle diffère son départ. Entraînées par les Américains et les Turcs, les forces spéciales somaliennes ont engrangé d'importants succès tactiques fin 2022.



Mogadiscio, Somalie.

© Unsplash

SOUDAN

Enfin le bout du tunnel ?

Le changement politique va favoriser le retour de l'aide internationale et l'allègement de la dette pour une économie laminée par l'hyperinflation.

La signature de l'accord-cadre du 5 décembre 2022 entre le pouvoir militaire et la coalition des Forces of Freedom and Change (opposition) doit permettre la désignation d'un nouveau Premier ministre civil. La relance du processus politique, à l'arrêt depuis le coup d'État du 25 octobre 2021, doit aboutir à des élections générales en 2024. Pris dans la spirale de l'hyperinflation, le pays sort de cinq années de récession ou de croissance nulle (2018-2022). Lesté par une dette faramineuse (plus de 200% du PIB), le Soudan avait initié en 2021 une thérapie de choc en dévaluant la livre de 85%. Il espérait en ressentir les effets bénéfiques l'année suivante, avec l'effacement de 50% de sa dette extérieure. Mais la mesure avait été suspendue après le coup d'État.

Complexe portuaire d'Abu Amama

Les pays occidentaux étaient pressés de reprendre langue



- **Président du Conseil de souveraineté :** Abdel Fattah al-Burhan
- **Premier ministre :** Osman Hussein
- **Population (millions) :** 46,2
- **Superficie (km²) :** 1 883 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 4 066
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.) :** -0,3
- **Inflation 2022 (% , est.) :** 155
- **Classement IDH, 2021 :** 172

avec le Soudan. Leur désertion risquait d'être mise à profit par Pékin et Moscou. La Russie, qui entretient d'excellentes relations avec le numéro deux de la junte, Mohamed Dagalo « Hemetti », souhaite construire une base navale sur la mer Rouge, à Port Soudan. Les richesses du Soudan, qui, outre les hydrocarbures, dispose des plus importantes réserves de terres arables d'Afrique, sont également convoitées par les pays du Golfe. Les Émirats, particulièrement entreprenants, ont poussé leurs pions de concert avec l'Arabie Saoudite. Mi-décembre, le groupe Abu Dhabi Ports annonçait un accord préliminaire pour la construction d'un nouveau port et d'une zone industrielle et agricole de 160.000 hectares à Abu Amama, à 200 kilomètres du port de Port-Soudan, aujourd'hui totalement engorgé. L'investissement s'élève à 6 milliards de dollars. Le nouveau complexe, qui fera face à la ville saoudienne de Djeddah.

Les Émirats Arabes Unis sont, avec la Chine, l'un des principaux partenaires de Khartoum. Les échanges commerciaux dépassent les 3 milliards de dollars.

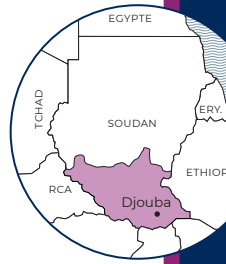
SOUDAN DU SUD

Le pape François, en éclaireur de la Paix

La visite du souverain Pontife a braqué les projecteurs sur les avancées laborieuses du processus de paix et la situation humanitaire dramatique du pays.

Maintes fois différé, pour cause de pandémie, puis pour raisons de santé, le voyage du pape François à Juba s'est finalement déroulé du 3 au 5 février 2023. Ce déplacement, spectaculaire et symbolique, a permis de mettre en lumière la situation particulièrement délicate de ce pays toujours miné par les violences intercommunautaires, engagé dans un laborieux processus de paix entre les deux ex-belligérants qui se partagent le pouvoir depuis l'indépendance, arrachée en 2011.

Confronté pour la quatrième année de suite à des inondations qui ont partiellement détruit les récoltes, le Soudan du Sud connaît également des épisodes répétés de sécheresse. 71% de la population du pays est en insécurité alimentaire. Le FMI vient de débloquer un financement d'urgence de 112 millions de dollars, spécifiquement destiné à lutter contre ce fléau, aggravé



- **Président :** Salva Kiir
- **Premier vice-président :** Riék Machar
- **Population (millions) :** 12,5
- **Superficie (km²) :** 644 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** nc
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.) :** 6,5
- **Inflation 2022 (% , est.) :** 17,6
- **Classement IDH, 2021 :** 191

par les conséquences du conflit russo-ukrainien sur les prix des denrées de base.

Des améliorations macro-économiques

En dépit de ces fragilités, le tableau de l'économie soudanaise s'est amélioré. Tirée par la vigueur des cours du baril de pétrole (l'or noir représente 97% des exportations et 88% des recettes de l'État), la croissance a accéléré à 6,5% en 2022. Elle devrait se maintenir à 5,6% en 2023, dans un contexte marqué par la persistance d'une inflation élevée. L'allocation de 335 millions de dollars de droits de tirage du FMI a permis une consolidation budgétaire. Les transferts de la diaspora, de leur côté, équilibrent la balance des paiements. Mais l'embellie demeure précaire, étroitement corrélée aux prix des hydrocarbures et au niveau d'une production qui décline depuis plusieurs années, certains gisements ayant été endommagés par les inondations.

TANZANIE

Des ambitions intactes

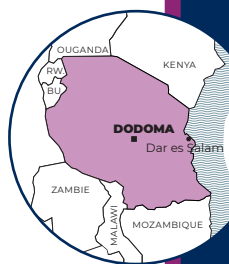
Alors que la détente se confirme entre le pouvoir et l'opposition, le pays veut capitaliser sur son potentiel extractif et ses projets d'infrastructures pour attirer les IDE. Il figure dans le top 5 des économies les plus dynamiques du Continent.

L'ouverture politique esquissée en mars 2021 lors de l'accession au pouvoir de la présidente Samia Suluhu Hassan se confirme en Tanzanie. Les autorités ont annoncé la levée de l'interdiction qui frappait les meetings de l'opposition depuis 2016. Dans la foulée, le principal opposant, Tundu Lissu, qui vivait en exil en Belgique, a annoncé son retour au pays (il avait fait l'objet d'une tentative d'assassinat en 2017).

L'embellie est aussi palpable sur le plan économique. La Tanzanie, qui a enregistré une croissance de 5,6% en 2022, selon les plus récentes estimations de la Banque Africaine de Développement (4,5% selon le FMI), fait partie des cinq économies les plus compétitives du Continent. L'activité devrait se maintenir à ce niveau en 2023, tout comme l'inflation (4% en 2022, 5,3% attendus en 2023). Les comptes publics ont été dégradés pendant la pandémie et l'endettement représente toujours 40% du PIB, mais il est jugé soutenable car composé essentiellement de prêts concessionnels.

Tourisme et hydrocarbures

Le poids de l'agriculture reste élevé. Le secteur, qui contribue à 30% de la richesse nationale, occupe près des deux tiers des actifs. Il reste vulnérable aux aléas climatiques. Le tourisme, qui a longtemps été la première source de devises du pays (jusqu'à 25% des recettes en 2019), a fortement repris. La Tanzanie a accueilli 1,2 million de visiteurs



- **Président** : Samia Suluhu Hassan
- **Premier ministre** : Kassim Majaliwa Majaliwa
- **Population (millions)** : 64,7
- **Superficie (km²)** : 947 300
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 836
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 4,5
- **Inflation 2022 (% est.)** : 4
- **Classement IDH, 2021** : 160

entre janvier et novembre 2022, contre 800.000 en 2021 et seulement 620.000 en 2020.

Le dynamisme de la CAE, la Communauté d'Afrique de l'Est, rejaillit sur les projets d'infrastructures et de transports. Déjà fortement engagé aux côtés de la Tanzania Railway Corporation, le géant turc des travaux publics Yapi Merkezi a décroché un contrat de 900 millions de dollars pour la réalisation d'un tronçon ferroviaire de 165 kilomètres entre Tabora et Isaka. Cette ligne s'inscrit dans un vaste projet de 1.200 kilomètres visant à relier Dar es-Salaam à Mwanza, sur les rives du Lac Victoria, qui servira de débouché aux pays enclavés des Grands lacs (Ouganda, Rwanda, Burundi).

Les secteurs des industries extractives et des hydrocarbures restent au cœur de la stratégie de développement du pays. Avec 2 milliards de dollars d'exportations en 2021, l'or est la première ressource minière, devant le cuivre. Le potentiel gazier offshore du pays est estimé à 50 trillions de pieds cubiques par Shell et la compagnie norvégienne Equinor. Les pourparlers pour une décision finale d'investissement, qui comprendrait également une usine de liquéfaction, pourraient aboutir en 2023. S'il se réalisait, cet investissement de 30 milliards de dollars serait d'une importance comparable aux méga-projets en cours de développement au Mozambique.

Stables depuis quatre ans, les échanges commerciaux entre la France et la Tanzanie s'élèvent à une centaine de millions d'euros, dont 35 d'excédent en faveur de Paris.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Infrastructures (transports et télécoms)
- Qualité du secteur bancaire
- Incitation à l'investissement
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

- Corruption
- Fiscalité
- Fraudes douanières

Note globale moyenne : **3,1 sur 5** 📈 vs 2021

